

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1896

AIN. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 18.

AISNE (département de l'). — Modification à l'affectation d'une imposition extraordinaire. V. loi 31.

ALGÉRIE. — Dépôt, par M. le Ministre de l'Intérieur, du compte rendu sur l'application de la loi du 25 juin 1890, relative au maintien aux administrateurs des communes mixtes en territoire civil de l'Algérie du droit de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat. *Voy. Communications.* — Création d'un arrière-port dans la baie de l'Agha, à Alger, et une concession de terrains et d'appontements à la Chambre de commerce d'Alger. V. loi 21.

ALLÈGRE. Martinique. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6416.

ALLIER (département de l'). — Imposition extraordinaire (0 fr. 15) (Réseau ferré d'intérêt local). V. loi 32. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 35.

ALPES (département des Basses). — Emprunt de 45.000 francs et imposition extraordinaire (0 c. 26). V. loi 105.

ALPES MARITIMES (département des). — Emprunt de 200.000 fr. V. loi 80. — Emprunt de 103.110 francs (Chemins vicinaux). V. loi 89.

ANGLÈS. Var. — Membre de Commissions (F. 3, 14, 17, 19; J.O., p. 5998, 6416, 6565, 6716).

ANNECY (Haute-Savoie). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 67.

ARAGO. Pyrénées-Orientales. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [26 novembre] (A., t. I, p. 164; J.O., c.r., p. 813).

ARCACHON (Gironde). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 152.

ARDÈCHE (département de l'). — Emprunt de 141.636 francs et imposition extraordinaire (0 c. 44) (Chemins vicinaux). V. loi 136. — Emprunt de 50.000 francs (Pont suspendu de Valence-sur-le-Rhône). V. loi 137.

ARIÈGE (département de l'). — Emprunt pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 33.

ARMÉE. — Modification à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889, sur son recrutement (Hommes exclus de l'armée). V. loi 108. — Modification de la loi du 24 juillet 1873 (Organisation générale de l'armée). V. loi 164.

ASSOCIATIONS pour l'exploitation de la pêche dans les cours d'eau non navigables ni flottables. V. loi 147.

AUBE (département de l'). — Emprunt de 27.000 francs (Chemins vicinaux). V. loi 175.

AUDIERNE (Finistère). — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 68.

AUDREN DE KERDREL. Morbihan. — Est entendu dans la discussion du règlement de l'ordre du jour [27 octobre] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 709).

AX-LES-THERMES. — Surtaxes à son octroi. V. loi 161.

BADUEL. Cantal. — Fait une rectification au procès-verbal [6 novembre] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 737). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Belle, ayant pour objet de modifier la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer (J.O., p. 6777; F. 20). — Membre de Commissions (F. 19, 20; J.O., p. 6716, 6777).

BARBEDETTE. Charente-Inférieure. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) de terrains domaniaux situés sur la deuxième zone des terre-pleins des quais du port de la Pallice, en vue de l'installation de magasins publics et autres établissements à usage public relatifs à l'exploitation du port (J.O., p. 6912; F. 23). Dépose et donne lecture de son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 924; I. 68). — Membre de Commissions (F. 22, 23; J.O., p. 6894, 6912).

BARBEY. Tarn. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'un arrière-port dans la baie de l'Agha, à Alger, et une concession de terrains et d'appontements à la Chambre de commerce d'Alger (J.O., p. 6451; F. 15). — Membre de Commissions (F. 14, 15; J.O., p. 6416, 6451).

BARBEZIEUX (Charente). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 103.

BARCELONNETTE (Basses-Alpes). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 185.

BARDOUX. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [6 novembre] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r., p. 746). — Dépose le rapport supplémentaire sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative

à la suppression des octrois [12 novembre] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 773; I. 10).

BAREILLES (Hautes-Pyrénées). — Imposition extraordinaire et d'office sur cette commune. V. loi 60.

BARTHE (Marcel). Basses-Pyrénées. — Demande un congé [3 novembre] (J.O., c.r., p. 726). — Président de la 8^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 6620; F. 18). — Membre de Commissions F. 17, 18; J.O., p. 6565, 6620).

BARTHOU, député, *Ministre de l'Intérieur*. — Répond aux trois questions adressées par MM. Deandreis, Joseph Fabre et Forest : la 1^{re}, sur les retards apportés à la transmission au Conseil d'État des dossiers des élections municipales; la 2^e, sur l'immixtion du Préfet de l'Aveyron et du Sous-Préfet d'Espalion dans l'émission d'une opération financière pour l'établissement d'un sanatorium à Aubrac, en vue d'une œuvre philanthropique, transformée en affaire politique; la 3^e, sur la situation de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains. Il demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour rendre à cet établissement son ancienne splendeur [13 novembre] (A., t. I, p. 100, 111; J.O., c.r., p. 788, 792, 800). — S'associe à M. le Rapporteur du projet de loi relatif à la protection de la santé publique pour demander l'ajournement de la discussion, afin de permettre à M. le Ministre de l'Intérieur d'être entendu par la Commission pour se mettre d'accord avec elle, ce projet soulevant des questions extrêmement délicates et complexes [24 novembre] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 841).

BARODET. Seine. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

BARRIÈRE. Puy-de-Dôme. — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 6894).

BASTIDE. Seine-et-Marne. — Membre d'une Commission (F. 19; J.O., p. 6716).

BELLE. Indre-et-Loire. — Dépose une pétition du Syndicat agricole et viticole de Chançay (Indre-et-Loire) [24 novembre] (J.O., c.r., p. 844). — Membre de Commissions (F. 3, 19; J.O., p. 5998, 6716).

BÉRÉNGER. Inamovible. — Préside la séance [19 novembre] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 823). — Prend part à la discussion sur le règlement de l'ordre du jour [23 novembre] (A., t. I, p. 158; J.O., c.r., p. 836). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur la compétence des juges de paix. Présente un amendement qu'il retire, après le rejet d'une proposition de renvoi à la Commission [4 décembre] (A., t. I, p. 195; J.O., c.r., p. 872). — Membre d'une Commission (F. 15; J.O., p. 6544).

BERNARD. Doubs. — Fait une rectification au procès-verbal [23 novembre] (A., t. I, p. 145; J.O., c.r., p. 827).

BERTHELOT. Inamovible. — Membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection de la santé publique (J.O., p. 6451; F. 15). — Membre de Commissions (F. 14, 15; J.O., p. 6416, 6451).

BESNARD (vice-amiral), *Ministre de la Marine.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'inscription maritime [30 novembre] (A., t. I, p. 168; J.O., c.r., p. 848).

BEURRE-MARGARINE. — Fraude dans son commerce. V. loi 165.

BÉZINE. Yonne. — Rapport de M. Durand-Savoyat sur son élection. Est proclamé sénateur [3 novembre] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 714). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Présente sur l'article 65 un amendement qui n'est pas adopté [12 novembre] (A., t. I, p. 88; J.O., c.r., p. 780).

BIARRITZ (ville de) (Basses-Pyrénées). — Emprunt de 160.800 francs. V. loi 42.

BIRÉ. Vendée. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser l'établissement d'office, sur la commune de Grues, d'une imposition extraordinaire [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 918). — Membre de Commissions (F. 10, 17; J.O., p. 6275, 6565).

BISSEUIL. Charente-Inférieure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente sur l'article 18 un article additionnel qui n'est pas adopté [9 novembre] (A., t. I, p. 59; J.O., c.r., p. 756). — Présente et développe

sur l'article 65 un article additionnel qui est rejeté [12 novembre] (A., t. I, p. 90; J.O., c.r., p. 781).

BIZOT DE FONTENY. Haute-Marne. — Demande un congé [16 novembre] (J.O., c.r., p. 815). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 228; J.O., c.r. p. 903). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

BLANC (Philippe). Loire. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

BLAVIER. Maine-et-Loire. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [27 octobre] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 708).

BLOIS (comte de). Maine-et-Loire. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 227; J.O., c.r., p. 902).

BOISSONS. — Réforme de l'impôt des. V. loi 13.

BONNEFOY-SIBOUR. Gard. — Dépose son rapport et en donne lecture sur l'élection de M. Monestier, dans le département de la Lozère [3 novembre] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 714). — Fait une rectification au procès-verbal [6 novembre] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r, p. 737). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

BONNEVILLE (Haute-Savoie). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 126.

BORRIGLIONE. Alpes-Maritimes. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

BOUILLIEZ. Pas-de-Calais. — Présente, avec plusieurs de ses collègues, un amendement sur l'article 37 du projet de loi en discussion, en 2^e délibération, sur la réforme de l'impôt des boissons. Rejet de l'amendement [10 novembre] (A., t. I, p. 71; J.O., c.r., p. 767) — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

BOULANGER. Meuse. — Dépose le rapport et en donne lecture sur le projet de loi, complétant le décret-loi du 11 mai 1807, relatif

à la prohibition des monnaies de billon étrangères [30 novembre] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 858; I. 32).

BOURGANEL. Loire. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Sever à Hagetmau [17 novembre] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 821; I. 13). — Demande la déclaration de l'urgence pour la discussion de ce projet de loi [23 novembre] (A., t. I, p. 146; J.O., c.r., p. 827). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6416).

BOURGOIN (Isère). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 179.

BRUNET. Indre. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse, entre le mont Dolent et le lac Léman, signé à Paris le 10 juin 1891 [12 novembre] (A., t. I, p. 80; J.O., c.r., p. 777).

BRUSSET. Haute-Saône. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [27 octobre] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 708).

BUDGET DE L'ÉTAT. — Crédits provisoires applicables au mois de janvier 1897. V. loi 160.

BUFFET. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [6 novembre] (A., t. I, p. 46; J.O., c.r., p. 745) [9 novembre] (A., t. I, p. 64; J.O., c.r., p. 759). — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 224; J.O., c.r., p. 899).

BUREAUX.

DU 27 OCTOBRE.

Premier bureau. — MM. Bernot, Somme; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Chiris, Alpes-Maritimes; Cuvinot, Oise; Destieux-Junca, Gers; Develle, Meuse; Durand, Lot-et-Garonne; Folliet, Haute-Savoie; Gaillard, Puy-de-Dôme; Godin, Inde française; Gomot, Puy-de-Dôme; Grévy (général), Jura; Guindey, Eure; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Haulon, Basses-Pyrénées; Hé-

risson, Nièvre; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Lamarzelle (de), Morbihan; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Lesueur, Constantine; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Monestier, Lozère; Monis, Gironde; Ouvrier, Aveyron; Gérante, Alger; Pauliat, Cher; Pénicaud, Haute-Vienne; Roger, Dordogne; Saint-Romme, Isère; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine; Vissaguet, Haute-Loire; Waddington (Richard), Seine-Inférieure.

Deuxième bureau. — MM. Bardoux; Biré, Vendée; Bonnefoy-Sibour, Gard; Borriglione, Alpes-Maritimes; Boulanger, Meuse; Bourganel, Loire; Brunet, Indre; Buffet; Caduc, Gironde; Calvet, Charente-Inférieure; Chauveau (Franck), Oise; Coillot, Haute-Saône; Constans, Haute-Garonne; Cornil, Allier; Couteaux, Vienne; Diancourt, Marne; Drumel-Ardennes; Dupouy, Gironde; Dutreil, Mayenne; Fallières, Lot-et-Garonne; Goujon, Ain; Guyot, Rhône; Japy (général), Belfort; Labrousse, Corrèze; Luro; Ollivier, Côtes-du-Nord; Peaudecerf, Cher; Salomon, Vienne; Séblin, Aisne; Thézard, Vienne; Thurel, Jura; Tillaye, Calvados; Voisins-Lavernière (de).

Troisième bureau. — MM. Arago, Pyrénées-Orientales; Barodet, Seine; Barrière, Puy-de-Dôme; Baudens, Hautes-Pyrénées; Béjarry (de), Vendée; Bérenger; Brun (Lucien); Buvignier, Meuse; Chesnelong; Cochery; Loiret; Cordier; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Denoix, Dordogne; Denormandie; Depreux, Nord; Devès, Cantal; Fayard, Drôme; Fougérol, Ardèche; Fousset, Loiret; Fruchier, Basses-Alpes; Gayot, Aube; Guérin, Vaucluse; Leroux, Aisne; Le Royer; Maret, Seine-et-Oise; Monnier, Bouches-du-Rhône; Prevot, Seine-et-Marne; Regismanset, Seine-et-Marne; Rousseau (Gervais), Creuse; Sal (de), Corrèze; Soustre, Basses-Alpes; Trarieux, Gironde; Véron (amiral), Ille-et-Vilaine.

Quatrième bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Astor, Finistère; Audiffret-Pasquier (duc d'); Bernard, Doubs; Blois (comte de), Maine-et-Loire; Bruel, Allier; Brugnot, Vosges; Cazot; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Durand-Savoyat, Isère; Francoz, Haute-Savoie; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Géry-Légrand, Nord; Grimaud, Hautes-Alpes; Grivart, Ille-et-Vilaine; Jouffrault, Deux-Sèvres; Le Provost de Launay, Côtes-du-Nord; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Monsservin, Aveyron; Oudet, Doubs; Rémusat (de), Haute-Garonne; Reymond, Loire; Rousseau (Armand), Finistère; Saint-Prix, Ardèche; Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Tassin, Loir-et-Cher; Taulier, Vaucluse; Théry; Velten, Bouches-du-Rhône; Vinet, Eure-et-Loir; Volland, Meurthe-et-Moselle.

Cinquième bureau. — MM. Anglès, Var; Baduel, Cantal; Barbedette, Charente-Inférieure; Bastide, Seine-et-Marne; Bayol, Var; Benazet, Indre; Béral, Lot; Bézine, Yonne; Blanc (Philippe), Loire; Briens,

Manche; Chovet, Oise; Cordelet, Sarthe; Decauville, Seine-et-Oise; Delpech, Ariège; Demoulins de Riols, Landes; Froment, Somme; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Gouin; Lacave-Laplagne, Gers; Lecomte (Maxime), Nord; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Leporché, Sarthe; Lesouëf, Seine-Inférieure; Lourties, Landes; Marcère (de); Mir, Aude; Morel, Manche; Rambourgt, Aube; Rey, Isère; Ringot, Pas-de-Calais; Saisy (Hervé de), Tirman, Ardennes; Turgis, Calvados.

Sixième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Audren de Kerdrel, Morbihan; Chadois (colonel de); Clamageran; Deandreis, Hérault; Demôle, Saône-et-Loire; Dufoussat, Creuse; Dulac, Saône-et-Loire; Dumon; Dusolier, Dordogne; Fabre, Aveyron; Faye, Lot-et-Garonne; Forest, Savoie; Freycinet (de), Seine; Gadaud, Dordogne; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Gauthier, Aude; Halléguen, Finistère; Lavergne (Bernard), Tarn; Le Play, Haute-Vienne; Loubet, Drôme; Mazcau, Côte-d'Or; Nioche, Indre-et-Loire; Parissot, Eure; Peytral, Bouches-du-Rhône; Poirrier (Alfred), Marne; Ranc, Seine; Savary, Finistère; Scheurer-Kestner; Thévenet, Rhône; Tolain, Seine; Trystram, Nord.

Septième bureau. — MM. Bisseuil, Charente-Inférieure; Camescasse, Pas-de-Calais; Chantenille, Allier; Combes, Charente-Inférieure; Deschanel; Dufay, Loir-et-Cher; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Fresneau, Morbihan; Frézoul, Ariège; Girault, Cher; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Hébrard (Adrien), Haute-Garonne; Hugot, Côte-d'Or; Huguet, Pas-de-Calais; Labiche (Jules), Manche; Lelièvre, Jura; Levrey, Haute-Saône; Magnin; Malézieux, Aisne; Martell, Charente; Mercier, Ain; Merlet, Maine-et-Loire; Millaud, Rhône; Pazat, Landes; Poirrier, Seine; Poriquet, Orne; Pradal, Ardèche; Rolland, Tarn-et-Garonne; Silhol, Gard; Verninac (de), Lot; Vignancour, Basses-Pyrénées; Vilar, Pyrénées-Orientales.

Huitième bureau. — MM. Barbey, Tarn; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Belle, Indre-et-Loire; Billot (général); Brothier, Charente; Campan, Haute-Garonne; Casabianca (de), Corse; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Combescure, Hérault; Darbot, Haute-Marne; Dauphin, Somme; Delobea, Finistère; Déprez, Pas-de-Calais; Desmons, Gard; Drouhet, la Réunion; Hamel, Seine-et-Oise; Labbé, Orne; Lavertujon, Gironde; Lefèvre, Seine; Macherez, Aisne; Milliard, Eure; Morellet, Ain; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Rambaud, Doubs; Ratier, Indre; Rouland, Seine-Inférieure; Roussel (Théophile), Lozère; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Tribert; Villard, Creuse; Waldeck-Rousseau, Loire; Wallon.

Neuvième bureau. — MM. Berthelot; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Bouilliez, Pas-de-Calais; Cabart-Danneville, Manche; Casimir-Perier, Seine-Inférieure; Claeys, Nord; Coste, Yonne; Dellestable, Corrèze; Duchesne-Fournet, Calvados; Farinole, Corse; Fleury, Orne; Gailly,

Ardennes; Galtier, Hérault; Girard (Alfred), Nord; Gravin, Savoie; Grévy (Albert); Halgan, Vendée; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Isaac, Guadeloupe; Jacques, Oran; Jacques Hébrard, Corse; Krantz; Laporte-Bisquit, Charente; Laurens, Drôme; Le Breton, Mayenne; Legludic, Sarthe; Montesquiou-Fezensac (duc), Gers; Pajot; Parisot, Vosges; Pauliac, Lot; Perras, Rhône; Scrépel, Nord (J.O., c.r., p. 710; F. 2).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. le général Grévy; *Secrétaire*, M. Monestier. 2^e bureau : *Président*, M. Salomon; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour. 3^e bureau : *Président*, M. t.c Royer; *Secrétaire*, M. Prevet. 4^e bureau : *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Francoz. 5^e bureau : *Président*, M. de Marcère; *Secrétaire*, M. Théodore Girard. 6^e bureau : *Président*, M. Audren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. Dufoussat. 7^e bureau : *Président*, M. le général comte Espivent de La Villesboisnet; *Secrétaire*, M. Camecasse. 8^e bureau : *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Morellet. 9^e bureau : *Président*, M. Gailly; *Secrétaire*, M. Laurens (J.O., p. 5998).

Le 2^e bureau (de novembre 1893) a nommé membre de la Commission relative à la protection de la santé publique M. Berthelot.

Le 3^e bureau (de novembre 1893) a nommé membre de la même Commission M. Rolland, en remplacement de M. Dethou (J.O., p. 6451; F. 15).

Le 3^e bureau (d'octobre 1896) a nommé membre de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur la réforme du régime hypothécaire M. Bérenger (J.O., p. 6544; F. 16).

DU 30 NOVEMBRE.

Premier bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Barbey, Tarn; Barthe, Basses-Pyrénées; Béjarry (de), Vendée; Bisseuil, Charente-Inférieure; Brunet, Indre; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chauveau (Franck), Oise; Destieux-Junca, Gers; Dumon; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Durand, Lot-et-Garonne; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Fabre, Aveyron; Gadaud, Dordogne; Gauthier, Aude; Goujon, Ain; Grimaud, Hautes-Alpes; Hamel, Seine-et-Oise; Le Breton, Mayenne; Leporché, Sarthe; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Nioche, Indre-et-Loire; Oudet, Doubs; Ranc, Seine; Régismanset, Seine-et-Marne; Roger, Dordogne; Thurel, Jura; Turgis, Calvados; Vignancour, Basses-Pyrénées; Vilard, Pyrénées-Orientales; Villard, Creuse; Ville-gontier (comte de la), Ille-et-Vilaine.

Deuxième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'); Baduel, Cantal; Barodet, Seine; Baudens, Hautes-Pyrénées; Béral, Lot;

Blanc (Philippe), Loire; Bouillicz, Pas-de-Calais; Camescasse, Pas-de-Calais; Chesnelong; Constans, Haute-Garonne; Cornil, Allier; Delobau, Finistère; Fallières, Lot-et-Garonne; Fousset, Loiret; Francoz, Haute-Savoie; Froment, Somme; Godin, Indc; Lavertujon, Gironde; Lecomte (Maxime), Nord; Le Play, Haute-Vienne; Le Provost de Lannay, Côtes-du-Nord; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Milliard, Eure; Gérente, Alger; Poriquet, Orne; Rémusat (de), Haute-Garonne; Roussel, Lozère; Saint-Romme, Isère; Savary, Finistère; Scrépel, Nord; Silhol, Gard; Thévenet, Rhône; Velten, Bouches-du-Rhône.

Troisième bureau. — MM. Belle, Indre-et-Loire; Bruel, Allier; Chantemille, Allier; Chiris, Alpes-Maritimes; Cordier; Coste, Yonne; Cou-teaux, Vienne; Déprez, Pas-de-Calais; Devès, Cantal; Durand-Savoyat, Isère; Fruchier, Basses-Alpes; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Guindey, Eure; Halléguen, Finistère; Isaac, Guadeloupe; Jacques Hébrard, Corse; Labiche (Jules), Manche; Lacave-Laplagne, Gers; Lamarzelle (de), Morbihan; Laurens, Drôme; Lelièvre, Jura; Marcère (de); Mir, Aude; Pauliac, Lot; Pénicaud, Haute-Vienne; Pradal, Ardèche; Rambaud, Doubs; Ringot, Pas-de-Calais; Salomon, Vienne; Tillaye, Calvados; Traricux, Gironde; Verninac (de), Lot; Wallon.

Quatrième bureau. — MM. Coillot, Haute-Saône; Decauville, Seine-et-Oise; Demoulins de Riols, Landes; Desmons, Gard; Dufay, Loir-et-Cher; Dutreil, Mayeunc; Forest, Savoie; Freycinct (de), Seine; Frézoul, Ariège; Gaillard, Puy-de-Dôme; Gomot, Puy-de-Dôme; Guérin (Eugène), Vaucluse; Huguet, Pas-de-Calais; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Labrousse, Corrèze; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Lefèvre, Seine; Maillé (comte de), Maine-et-Loire; Malézieux, Aisne; Merlet, Maine-et-Loire; Morellet, Ain; Ouvrier, Aveyron; Pazat, Landes; Peytral, Bouches-du-Rhône; Poirrier, Seine; Reymond, Loire; Rolland, Tarn-et-Garonne; Rousseau (Gervais), Creuse; Saisy (Hervé de); Trystram, Nord; Vinet, Eure-et-Loir; Vissaguet, Haute-Loire; Voisins-Lavernière (de).

Cinquième bureau. — MM. Anglès, Var; Bernard, Doubs; Billot (général); Brugnot, Vosges; Clamageran; Darbot, Haute-Marne; Deandreis, Hérault; Dupouy, Gironde; Farinole, Corse; Géry-Legrand (Nord); Girard (Alfred), Nord; Girault, Cher; Grévy (Albert); Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Hérisson, Nièvre; Hugot, Côte-d'Or; Lavergne (Bernard), Tarn; Lesouëf, Seine-Inférieure; Magnin; Ollivier, Côtes-du-Nord; Pajot; Parissot, Eure; Perras, Rhône; Rambourgt, Aube; Roy, Isère; Rouland, Seine-Inférieure; Rousseau (Armand), Finistère; Saint-Prix, Ardèche; Soustre, Basses-Alpes; Tassin, Loir-et-Cher; Théry; Waddington, Seine-Inférieure.

Sixième bureau. — MM. Audren de Kerdroel, Morbihan; Barbedette,

Charente-Inférieure; Bayol, Var; Bernot, Somme; Berthelot; Biré, Vendée; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Bonnefoy-Sibour, Gard; Bourganuel, Loire; Cabart-Danneville, Manche; Camparan, Haute-Garonne; Casabianca (de), Corse; Chadois (colonel de); Clacys, Nord; Dellestable, Corrèze; Delpech, Ariège; Demôle, Saône-et-Loire; Folliet, Haute-Savoie; Fresneau, Morbihan; Gouin; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Jacques, Oran, Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Legludic, Sarthe; Leroux, Aisne; Le Royer; Loubet, Drôme; Lourties, Landes; Maret, Seine-et-Oise; Mazeau, Côte-d'Or; Mercier, Ain; Millaud, Rhône.

Septième bureau. — MM. Barrière, Puy-de-Dôme; Bérenger; Briens, Manche; Caduc, Gironde; Cazot; Cochery, Loiret; Combescure, Hérault; Cordelet, Sarthe; Denormandie; Deschanel; Drouhet, la Réunion; Dufoussat, Creuse; Fayard, Drôme; Gailly, Ardennes; Galtier, Hérault; Grévy (général), Jura; Guyot, Rhône; Halgan, Vendée; Jouffrault, Deux-Sèvres; Labbé, Orne; Martell, Charente; Monsservin, Aveyron; Montesquiou-Fezensac (duc de), Gers; Pauliat, Cher; Prevet, Seine-et-Marne; Sal (de), Corrèze; Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Schcurer-Kestner; Séblinc, Aisne; Taulier, Vaucluse; Teissere de Bort, Haute-Vienne; Tirman, Ardennes.

Huitième bureau. — MM. Blois (comte de), Maine-et-Loire; Borri-gione, Alpes-Maritimes; Boulanger, Meuse; Brothier, Charente; Calvet, Charente-Inférieure; Casimir-Perier, Seine-Inférieure; Chovet, Oise; Cuvinot, Oise; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Denoix, Dordogne; Depreux, Nord; Develle, Meuse; Diancourt, Marne; Dulac, Saône-et-Loire; Dusolier, Dordogne; Faye, Lot-et-Garonne; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Gayot, Aube; Gravin, Savoie; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Krantz; Lesueur, Constantine; Macherez, Aisne; Monis, Gironde; Morel, Manche; Parisot, Vosges; Poirrier, Marne; Ratier, Indre; Tolain, Seine; Véron (amiral), Ille-et-Vilaine; Volland, Meurthe-et-Moselle.

Neuvième bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Astor, Finistère; Bardoux; Bastide, Seine-et-Marne; Benazet, Indre; Bézine, Yonne; Brun (Lucien); Buffet; Buvignier, Meuse; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Combes, Charente-Inférieure; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Dauphin, Somme; Drumel, Ardennes; Duchesne-Fournet, Calvados; Fleury, Orne; Fougérol, Ardèche; Grivart, Ille-et-Vilaine; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Haulon, Basses-Pyrénées; Hébrard (Adrien), Haute-Garonne; Japy (général), Belfort; Laporte-Bisquit, Charente; Levrey (Haute-Savoie); Luro; Monestier, Lozère; Monier, Bouches-du-Rhône; Peaudecerf, Cher; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Thézard, Vienne; Tribert; Waldeck-Rousseau, Loire (J.O., c.r., p. 862).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Vilar. 2^e bureau : *Président*, M. Silhol; *Secrétaire*, M. Savary. 3^e bureau : *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Fruchier. 4^e bureau : *Président*, M. Malézioux; *Secrétaire*, M. Eugène Guérin. 5^e bureau : *Président*, M. Bernard Lavergne; *Secrétaire*, M. Darbot. 6^e bureau : *Président*, M. Audren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. Dellestable. 7^e bureau : *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Pauliat. 8^e bureau : *Président*, M. Diancourt; *Secrétaire*, M. le comte de Blois. 9^e bureau : *Président*, M. Buffet; *Secrétaire*, M. Bastide (J.O., p. 6565, 6894; F. 17, 22).

CABART-DANNEVILLE. Manche. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

CAISSE D'ASSURANCES. — Autorisation en cas de décès à faire des assurances mixtes. V. loi 145.

CALVET. Charente-Inférieure. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente, sur les articles 35, 36 et 37, un amendement et trois articles additionnels qui sont retirés par leur auteur [10 novembre] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 764). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 6894).

GAMESCASSE. Pas-de-Calais. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente, de concert avec plusieurs de ses collègues, un amendement sur l'article 52 qui n'est pas adopté [12 novembre] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 778).

CANNES (ville de) (Alpes-Maritimes). — Emprunt de 213.000 francs. V. loi 19. — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes. V. loi 47.

CANTAL (département du). — Emprunt de 101.600 francs (Chemins vicinaux). V. loi 82.

CARANTEC (Finistère). — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 66.

CARNÉ (marquis de). Côtes-du-Nord. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'inscription maritime [30 novembre] (A., t. I, p. 168; J.O., c.r., p. 851). — Prend part à la discussion de la proposi-

tion de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 227; J.O., c.r., p. 904). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

CASABIANCA (de). Corse. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6416).

CATUSSE, *directeur des contributions indirectes, Commissaire du Gouvernement*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [9 novembre] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 752) [10 novembre] (A., t. I, p. 71; J.O., c.r., p. 766) [12 novembre] (A., t. I, p. 89; J.O., c.r., p. 781). — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 904).

CAZOT (Jules). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la réforme du régime hypothécaire (J.O., p. 6566; F. 17). — Président des deux Commissions fusionnées chargées de l'examen : 1° de la proposition de loi complémentaire relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière ; 2° du projet de loi sur la réforme du régime hypothécaire (J.O., p. 6777; F. 20). — Membre de Commissions (F. 14, 17, 20; J.O., p. 6416, 6556, 6777).

CHAIX (Cyprien). Hautes-Alpes. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

CHALLEMEL-LACOUR. Bouches-du-Rhône. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [27 octobre] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 708).

CHAMBÉRY (Savoie). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 119.

CHAMBRES DE COMMERCE. — Création d'un arrière-port dans la baie de l'Agha, à Alger, et une concession de terrains et d'appontements à la Chambre de commerce d'Alger. V. loi 21. — Concession à la Chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) de terrains domaniaux situés sur la deuxième zone des terre-pleins des quais du port de la Pallice, en vue de l'installation de magasins

publics et autres établissements en usage relatifs à l'exploitation du port. V. loi 96.

CHANTEMILLE. Allier. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5998, 6565).

CHARENTE-INFÉRIEURE. — Imposition extraordinaire (Cantonniers des routes départementales; passages d'eaux départementaux). V. loi 11.

CHARLEVILLE (Ardennes). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 117.

CHATELAILLON (section de), distraite de la commune d'Angoulins pour l'ériger en commune distincte. V. loi 53.

CHAUVEAU (Franck). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1895, un crédit extraordinaire de 4 millions 800.000 francs pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam [4 décembre] (A., t. 1, p. 194; J.O., c.r., p. 872; I. 37).

CHEMINS DE FER. — Établissement des chemins de fer à voie étroite d'Uzerche à Tulle, de la ligne précédente à Treignac et de Tulle à Argentat. V. loi 22. — Modification de l'article premier de la loi du 28 juillet, portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Nontron à Sarlat, avec embranchement d'Hautefort au Burg (Corrèze) (Ligne de Limoges à Brives). V. loi 23. — Établissement, à titre d'intérêt général, d'un chemin de fer de Saint-Sever à Hagetmau. V. loi 44. — Établissement, sur le territoire de la ville de Lyon, d'un chemin de fer d'intérêt local de la place Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse. V. loi 45. — Dérogation à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845, en ce qui concerne les clôtures et barrières de chemins de fer. V. loi 52. — Établissement, dans le département de la Loire, de chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Saint-Héand à Pélussin et de Roanne à Boën. V. loi 55. — Établissement, dans le département de la Mayenne, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite. V. loi 56. — Établissement, dans le département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Hillaire-de-Brens à Jallieu. V. loi 57. — Établissement, à titre d'intérêt général, du chemin de fer de Guéret à la Châtre. V. loi 58. — Modification de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer. V. loi 59. — Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du

chemin de fer de Ferrières-Courçon à Épannes et approuvée la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la concession de cette ligne. V. loi 97. — Approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du Canal latéral à la Garonne pour les avances en argent à fournir à l'État par cette Compagnie en 1897. V. loi 142. — Est déclaré d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Carhaix à Châteaulin. V. loi 158. — De Paris à Lyon et à la Méditerranée et la Compagnie des chemins de fer du Vieux-Port et de la banlieue de Marseille. V. loi 162.

CHESNELONG. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

CHIRIS. Alpes-Maritimes. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

CHOVET. Oise. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 sur le divorce [16 novembre] (A., t. I, p. 119; J.O., c.r., p. 806). — Dépose les rapports faits au nom de la Commission de la marine, chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, relatif à la fixation d'un contingent annuel de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires à attribuer aux différents corps composant la réserve de l'armée navale, y compris les équipages de la flotte et les troupes de la marine; le 2^e, portant concession de pensions proportionnelles aux quartiers-maîtres des équipages de la flotte réunissant quinze années de services et reconnus impropres à l'embarquement par suite des fatigues de la navigation [18 décembre] (A., t. I, p. 263; J.O., c.r., p. 932; I. 62, 72). — Membre de Commissions (F. 10, 22; J.O., p. 6275, 6894).

CIVRAY (Vienne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 143.

CLERMONT (Oise). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 144.

CLUSES (Haute-Savoie). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 121.

COCHERY. Loiret. — Président de la 7^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 6040; F. 4). — Demande, comme président de la

Commission des chemins de fer, la déclaration de l'urgence dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Mayenne, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 869). — Répond, comme président, à la question de M. Fresneau, que si la Commission d'initiative parlementaire, chargée de faire un rapport sommaire sur sa proposition de loi concernant les droits des communes en matière d'enseignement, et si ce rapport n'a pas été déposé dans les délais réglementaires, c'est sur la demande de plusieurs des membres de la Commission, obligés de s'absenter, que cette convocation n'a pas eu lieu [11 décembre] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 889). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 19; J.O., p. 5998, 6040, 6716).

COCHERY (Georges), député, *Ministre des Finances*. — Est entendu dans la discussion du règlement de l'ordre du jour [27 octobre] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 709). — Prend part à la discussion en 2^e délibération du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [5 novembre] (A., t. I, p. 24; J.O., c.r., p. 734) [6 novembre] (A., t. I, p. 42; J.O., c.r., p. 740) [9 novembre] (A., t. I, p. 58; J.O., c.r., p. 755) [10 novembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 767) [12 novembre] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 778). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant le décret-loi du 11 mai 1807, relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères. Demande la déclaration de l'urgence [30 novembre] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 848).

CODE CIVIL. — Modification de l'article 310 (Divorce). V. loi 14.

COLONIES. — Leur recrutement et leur organisation militaire. V. loi 94. — Leur régime judiciaire. V. loi 95.

COMMIS-GREFFIERS. — Rétablissement de leurs postes dans divers tribunaux. V. loi 139.

COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT. — Décret désignant M. Brouardel, *président du comité consultatif d'hygiène publique de France, doyen de la Faculté de médecine de Paris*, et M. Monod, *conseiller d'État, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques*, pour assister le Ministre de l'Intérieur dans la discussion du projet de loi pour la protection de la santé publique [24 novembre] (A., t. I, p. 161; J.O., c.r., p. 841). — Par décrets : M. Durassier, *directeur de la marine marchande*, est désigné en qualité de Commissaire du

Gouvernement, pour assister le Ministre de la Marine, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion de deux projets de lois : le 1^{er}, sur l'inscription maritime; le 2^e, relatif aux permis de navigation maritime et à l'évaluation des services donnant droit à la pension dite demi-solde; M. Delatour, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur du mouvement général des fonds*, et M. Couturier, *directeur des affaires criminelles et des grâces*, sont également désignés, en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi complétant le décret-loi du 11 mai 1807, relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères; M. le contre-amiral Courrejolle, *directeur du personnel*, est désigné, en qualité de Commissaire du Gouvernement, en remplacement de M. Dufresne de la Chauvinière, *sous-directeur du personnel*, précédemment désigné, dans la discussion du projet de loi sur l'inscription maritime [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 848, 860). — Décret désignant : 1^o M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique au Ministère des Finances*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1896, un crédit extraordinaire de 4.800.000 fr. pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam. Décret désignant : 2^o M. Roume, *conseiller d'État, directeur les affaires d'Asie, d'Amérique et d'Océanie au Ministère des Colonies*, pour assister le Ministre des Colonies, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1896, un crédit extraordinaire de 4,800.000 francs pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam [14 décembre] (A., t. I, p. 219; J.O., c.r., p. 894). — Décret désignant M. Catusse, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des contributions indirectes*, pour assister le Ministre des Finances au Sénat dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 224; J.O., c.r., p. 899). — Décrets désignant : M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, pour assister le Ministre des Finances, à Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion des projets de lois relatifs à l'ouverture et à l'annulation de crédits supplémentaires sur l'exercice 1896; M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, M. Chaperon, *directeur de la dette inscrite*, M. Boutin, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des contributions directes*, pour assister le Ministre des Finances, à la Chambre des Députés et au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1897 de crédits provisoires appli-

cables au moins de janvier 1897 et montant à 473.593.196 francs; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics [18 décembre] (A., t. I, p. 250; J.O., c.r., p. 921, 930).

COMMISSIONS.

La Commission relative aux caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs a nommé rapporteur M. Félix Martin, en remplacement de M. Cuvinot, démissionnaire (J.O., p. 6451; F. 15).

COMMISSIONS D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

Septième Commission (3 novembre).— 1^{er} bureau, MM. Roger, Monestier. 2^e bureau, MM. Thézard, Bonnefoy-Sibour. 3^e bureau, MM. Cochery, Barodet. 4^e bureau, MM. Durand-Savoyat, Grivart. 5^e bureau, MM. Maxime Lecomte, Théodore Girard. 6^e bureau, MM. Gadaud, Poirrier (Marne). 7^e bureau, MM. Hugué, Chantemille. 8^e bureau, MM. Ratier, Belle. 9^e bureau, MM. Bouilliez, Coste (J.O., p. 5998; F. 3). *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Durand-Savoyat (J.O., p. 6040; F. 4).

Huitième Commission (1^{er} décembre).— 1^{er} bureau, MM. Roger, Marcel Barthe. 2^e bureau, MM. Velten, Philippe Blanc. 3^e bureau, MM. Chantemille, Théodore Girard. 4^e bureau, MM. Gilbert Gaillard, Demoulin de Riols. 5^e bureau, MM. Anglès, Rambourgt. 6^e bureau, MM. Cabart-Danneville, Biré. 7^e bureau, MM. Drouhét, général Grévy. 8^e bureau, MM. Alfred Poirrier, Guyot-Lavaline. 9^e bureau, MM. Peaudecerf, marquis de Carné (J.O., p. 6565; F. 17). *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Gilbert Gaillard (J.O., p. 6620; F. 18).

COMMISSIONS D'INTÉRÊT LOCAL.

Septième Commission (3 novembre).— 1^{er} bureau, M. Durand. 2^e bureau, M. Goujon. 3^e bureau, M. Fousset. 4^e bureau, M. Garrisson. 5^e bureau, M. Hervé de Saisy. 6^e bureau, M. Dulac. 7^e bureau, M. Silhol. 8^e bureau, M. Alexandre Lefèvre. 9^e bureau, M. Paul Fleury (J.O., p. 3998; F. 3). *Président*, M. Silhol; *Secrétaire*, M. Goujon (J.O., p. 6040; F. 4).

Huitième Commission (1^{er} décembre).— 1^{er} bureau, M. Villard. 2^e bureau, M. Fousset. 3^e bureau, M. Cordier. 4^e bureau, M. Alexandre Lefèvre. 5^e bureau, M. Ollivier. 6^e bureau, M. Dellestable. 7^e bureau, M. Deschanel. 8^e bureau, M. Dulac. 9^e bureau, M. Haulon (J.O., p. 6565; F. 17). *Président*, M. Haulon; *Secrétaire*, M. Dellestable (J.O., p. 6620; F. 18).

COMMISSION DES CONGÉS.

• *Septième Commission* (3 novembre). — 1^{er} bureau, M. le comte de la Villegontier. 2^e bureau, M. Fallières. 3^e bureau, M. Régismanset. 4^e bureau, M. Danelle-Bernardin. 5^e bureau, M. Delpech. 6^e bureau, M. Savary. 7^e bureau, M. Pazat. 8^e bureau, M. Ernest Hamel. 9^e bureau, M. Laporte-Bisquit (J. O., p. 5998; F. 3).

Huitième Commission (1^{er} décembre). — 1^{er} bureau, M. Le Breton. 2^e bureau, M. Fallières. 3^e bureau, M. Jules Labiche. 4^e bureau, M. Le Cour Grandmaison. 5^e bureau, M. Deandreis. 6^e bureau, M. Legludic. 7^e bureau, M. le comte de Savigny. 8^e bureau, M. Lesueur. 9^e bureau, M. Laporte-Bisquit (J. O., p. 6565; F. 17).

COMMISSION DES PÉTITIONS.

Sixième Commission (30 juin). *Président*, M. Cordier; *Secrétaire*, M. Hervé de Saisy (J. O., p. 6040; F. 4).

Septième Commission (3 novembre). — 1^{er} bureau, M. Folliet. 2^e bureau, M. de Voisins-Lavernière. 3^e bureau, M. Trarieux. 4^e bureau, M. Le Provost de Launay. 5^e bureau, M. Anglés. 6^e bureau, M. Garran de Balzan. 7^e bureau, M. Jules Labiche. 8^e bureau, M. Darbot. 9^e bureau, M. Bizot de Fonteny (J. O., p. 3998; F. 3). *Président*, M. Trarieux; *Secrétaire*, M. Darbot (J. O., p. 6060; F. 5).

Huitième Commission (1^{er} décembre). — 1^{er} bureau, M. Cyprien Chaix. 2^e bureau, M. Chesnelong. 3^e bureau, M. Chiris. 4^e bureau, M. le comte de Maillé. 5^e bureau, M. Farinole. 6^e bureau, M. Leroux. 7^e bureau, M. Prevot. 8^e bureau, M. Borriglione. 9^e bureau, M. Thézard (J. O., p. 6565; F. 17).

COMMUNICATIONS. — M. le Président donne lecture d'une lettre de

M. le Président de la République, qui le prie de vouloir bien porter à la connaissance du Sénat le télégramme suivant : « Pagny-sur-Moselle, le 9 octobre 1896, 11 h. 40 du soir. — *Monsieur le Président de la République française.* — Au moment de traverser la frontière, je tiens à vous exprimer encore une fois, Monsieur le Président, combien nous sommes touchés, l'Impératrice et moi, de l'accueil chaleureux qui nous a été fait à Paris. Nous avons senti battre le cœur de ce beau pays de France dans sa belle capitale, et le souvenir de ces quelques jours passés parmi vous restera profondément gravé dans nos cœurs. Je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien faire part de nos sentiments à la France entière. — NICOLAS. — » (*Applaudissements vifs et prolongés.*) M. le Président exprime, au nom du Sénat,

la haute satisfaction qu'éprouve le pays tout entier, et qu'il a si vivement manifestée au cours de cette visite mémorable. Il forme des vœux pour la gloire du règne de S. M. Nicolas II, le bonheur de la famille impériale et la prospérité de la Russie. M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, remercie, au nom du Gouvernement, M. le Président du Sénat pour les paroles patriotiques qu'il vient de prononcer et déclare qu'une manifestation identique est faite au même moment à la Chambre des Députés [27 octobre] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 707). — Du compte rendu déposé par M. le Ministre de l'Intérieur sur l'application de la loi du 25 juin 1890, relative au maintien aux administrateurs des communes mixtes en territoire civil de l'Algérie du droit de répression par voie disciplinaire des infractions spéciales à l'indigénat [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 713).

CONDÉ-SUR-L'ESCAUT (Nord). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 153.

CONGÈS. — MM. de Montesquiou-Fezensac (duc de), Drumel, Marcel Barthe, Pajot, Baudens, Parissot, Monestier, Hamel, Bizot de Fonteny, Legludic, Roussel (Théophile), Monestier, Drumel, Perras, Volland, Marquis, Trarieux, Drumel.

CONVENTIONS. — Approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman. V. loi 12. — Approbation des conventions passées par l'Administration des postes et des télégraphes pour la location d'une partie de l'hôtel des postes à Marseille. V. loi 48. — Déclaration d'utilité publique, à titre d'intérêt général, de l'établissement du chemin de fer de Ferrières-Courçon à Épannes et approbation de la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de chemins de fer départementaux pour la concession de cette ligne. V. loi 97. — Approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour les avances en argent à fournir à l'État par cette Compagnie en 1897. V. loi 142. — Passée entre l'État et le département de la Haute-Vienne, pour la liquidation de la dette départementale relative aux subventions promises pour la construction de chemins de fer d'intérêt général. V. loi 163. — Passées : 1° entre l'État et la ville d'Oran; 2° entre ladite ville et la Société immobilière d'Oran, pour la cession et la transformation d'établissements militaires. V. loi 177. — Portant cession par l'État au département du Var d'un terrain militaire à Toulon. V. loi 178.

CORAY (Finistère). — Prorogation d'une surlaxe à son octroi. V. loi 133.

CORDELET. Sarthe. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6416).

CORDIER. Inamovible. — Président de la 6^e Commission des pétitions (S. O.) (J.O., p. 6040; F. 4). — Membre de Commissions (F. 4, 17; J.O., p. 6040, 5565).

CORNIL. Allier. — Demande, comme rapporteur, l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif à la protection de santé publique, pour permettre à la Commission de pourvoir au remplacement de deux de ses membres et pour entendre M. le Ministre de l'Intérieur en ce qui concerne l'organisation de l'hygiène de la ville de Paris, qui se trouve également dans les attributions respectives du Préfet de la Seine et du Préfet de police [24 novembre] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 841).

CORSE (département de la) — Emprunt de 70.000 francs et imposition extraordinaire (1 c. 13) (Prison de Corte). V. loi 3.

COSTE. Yonne. — Fait une rectification au procès-verbal [9 novembre] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 751). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

CRÉDITS.

Ministère des Colonies. — Ouverture, sur l'exercice 1895, d'un crédit extraordinaire de 4.500.000 francs pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam. V. loi 107. — Ouverture, sur l'exercice 1896, de crédits supplémentaires montant à 500.000 francs pour l'application de la loi sur le recrutement à la Réunion. V. loi 109.

Ministère de l'Agriculture. — Ouverture d'un crédit extraordinaire, sur l'exercice 1896, pour les dépenses de l'Exposition internationale de Bruxelles. V. loi 183.

Ministère des Finances. — Crédit extraordinaire de 250.000 francs, sur l'exercice 1896, pour secourir les victimes des tempêtes des 4, 5 et 6 décembre 1896. V. loi 157. — Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1896; ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos; ouverture

de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 159. — 1^o Régularisation de décrets rendus en Conseil d'Etat pendant la prorogation des Chambres; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1896; 3^o ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4^o ouverture de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 184.

Ministère de l'Intérieur. — Ouverture, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire de 1 million de francs destiné à venir en aide aux victimes des inondations. V. loi 17. -- Ouverture, sur l'exercice 1896, d'un crédit supplémentaire de 315.000 francs. V. loi 64.

DANELLE-BERNARDIN. Haute-Marne. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

DARBOT. Haute-Marne. — Secrétaire de la 7^e Commission des pétitions (J.O., p. 6060; F. 5). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [6 novembre] (A., t. I, p. 38; J.O., c.r., p. 739). — Prend part à la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 225; J.O., c.r., p. 900). — Membre de Commissions (F. 3, 5; J.O., p. 5998, 6060).

DARLAN, député, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* — Adresse, au nom du Gouvernement, ses remerciements à M. le Président du Sénat pour les paroles patriotiques qu'il a prononcées à la suite de la lecture du télégramme envoyé à M. le Président de la République, par S. M. l'Empereur de Russie, au moment de franchir la frontière, lui exprimant sa joie et celle de S. M. l'Impératrice, pour l'accueil chaleureux qui leur a été fait en France. M. le Ministre de la Justice fait connaître qu'une manifestation identique à celle du Sénat a lieu en même temps à la Chambre des Députés. Parle sur le règlement de l'ordre du jour [28 octobre] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 708, 709). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, en 1^{re} délibération, ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil sur le divorce. Prend part à la discussion de la proposition de loi sur la compétence des juges de paix [16 novembre] (A., t. I, p. 125; J.O., c.r., p. 819, 820). — Prend part à la discussion relative à la déclaration de l'urgence concernant la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, transmise au Sénat par M. le Président de cette Chambre, relative à l'élection des sénateurs. Est entendu dans la discussion de la proposi-

tion de loi sur la compétence des juges de paix [4 décembre] (A., t. I, p. 201; J.O., c.r., p. 878).

DEANDREIS. Hérault. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [6 novembre] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 744). — Adresse une question au Ministre de l'Intérieur sur le retard apporté dans la transmission au Conseil d'État des dossiers intéressant les élections municipales, principalement dans les départements ayant à procéder, au mois de janvier prochain, au renouvellement de leur représentation sénatoriale [13 novembre] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 788). — Membre de Commissions (F. 14, 17; J.O., p. 6416, 6565).

DÉCÈS. — MM. Spuller (Côte-d'Or), Guichard (Yonne), Brusset (Haute-Saône), Blavier (Maine-et-Loire), Challemel-Lacour (Bouches-du-Rhône), Arago (Pyrénées-Orientales), Rousseau (Armand) (Finistère).

DÉLÉGUÉS. — Application de la loi du 29 juin 1894 aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. V. loi 146.

DELLESTABLE. Corrèze. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre [24 novembre] (A., t. I, p. 159; J.O., c.r., p. 839; I. 22). — Secrétaire de la 8^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 6620). — Demande, comme rapporteur, la déclaration de l'urgence au cours de la discussion du projet de loi tendant à l'établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 871). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Tulle (Corrèze) [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 55, n° 153). — Dépose les rapports de la 8^e Commission d'intérêt local chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation : le 1^{er}, de surtaxes à l'octroi de Montmorillon (Vienne); le 2^e, de surtaxes à l'octroi de Magnac-Laval (Haute-Vienne); le 3^e, de surtaxe à l'octroi de Barbezieux (Charente); le 4^e, de surtaxes à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire) [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 58, nos 164, 165, 166, 167). — Membre de Commissions (F. 17, 18; J.O., p. 6565, 6620).

DELOBEAU. Finistère. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'inscription maritime. Présente successivement quatre amen-

dements sur les articles 7, 30, 85 et 91, qui sont retirés par leur auteur [30 novembre] (A., t. I, p. 167 ; J.O., c.r., p. 849). — Membre d'une Commission (F. 10 ; J.O., p. 6275).

DELPECH. Ariège. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Deandreis, tendant à décider que toute création de Facultés nouvelles, dans les Universités de l'État, ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une loi (J.O., p. 6451 ; F. 15). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 15 ; J.O., p. 5998, 6416, 6451).

DEMÔLE. Saône-et-Loire. — Est entendu dans la discussion sur la déclaration de l'urgence de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés et transmise au Sénat par M. le Président de cette Chambre, relative à l'élection du Sénat [19 novembre] (A., t. I, p. 142 ; J.O., c.r., p. 625).

DEMOULINS DE RIOLS. Landes. — Membre d'une Commission (F. 17 ; J.O., p. 6565).

DENOIX. Dordogne. — Présente et développe sur l'article 16, au cours de la discussion du projet de loi sur les juges de paix, un article additionnel qu'il ne maintient pas [4 décembre] (A., t. I, p. 203 ; J.O., c.r., p. 879).

DENORMANDIE. Inamovible. — Est entendu dans la discussion, en 1^{re} délibération, sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil, relatif au divorce [16 novembre] (A., t. I, p. 116 ; J.O., c.r., p. 803).

DEPREUX. Nord. — Membre d'une Commission (F. 14 ; J.O., p. 6416).

DESCHANEL. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 17 ; J.O., p. 6565).

DESTIEUX-JUNCA. Gers. — Rapport de M. Devès sur son élection. Est proclamé sénateur [3 novembre] (A., t. I, p. 7 ; J.O., c.r., p. 714). — Demande au Sénat et développe sa motion, après le dépôt par M. le Président de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux modifications à apporter à l'élection des sénateurs, que l'urgence soit déclarée, ses électeurs lui ayant donné mandat de réclamer ces changements et spécialement la revision de la Constitution [19 mars] (A., t. I, p. 141 ; J.O., c.r., p. 824).

DEVÈS. Cantal. — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur l'élection de M. Destieux-Juca dans le département du Gers [3 novembre] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 714). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion, en 1^{re} délibération, sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil, sur le divorce [16 novembre] (A., t. I, p. 126; J.O., c.r., p. 811). — Prend part à la discussion, en 2^e délibération, sur la même proposition de loi [23 novembre] (A., t. I, p. 157; J.O., c.r., p. 836).

DIANCOURT. Marne. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 229; J.O., c.r., p. 902).

DIJON (ville de) (Côte-d'Or). — Changement d'affectation de fonds d'emprunt. V. loi 112.

DOMAINES CONGÉABLES. — Modification de la loi du 6 août 1791. V. loi 16.

DORDOGNE (département de la). — Emprunt de 106.000 francs (Chemins vicinaux). V. loi 79.

DROUHET. La Réunion. — Est entendu, comme président de la Commission, dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse, entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juillet 1891 [12 novembre] (A., t. I, p. 85; J.O., c.r., p. 777). — Présente un article additionnel, de concert avec MM. Allègre et Isaac, au cours de la discussion et de l'adoption de la proposition de loi sur la compétence des juges de paix, tendant à appliquer aux colonies la présente loi [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 880). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la concession, à la Chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure), de terrains domaniaux situés sur la deuxième zone des terre-pleins des quais du port de la Pallice, en vue de l'installation de magasins publics et autres établissements à usage public relatifs à l'exploitation du port (J.O., p. 6912; F. 23). — Membre de Commissions (F. 17, 22, 23; J.O., p. 6565, 6894, 6912).

DUCHESNE-FOURNET. Calvados. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., c.r., p. 6416).

DUFOUSSAT. Creuse. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à la réforme du régime hypothécaire (J.O. p. 6566; F. 17). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à s'imposer extraordinairement [4 décembre] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 871; Fa. 30, n° 75). — Membre de Commissions (F. 10, 14, 17, 20; J.O., p. 6275, 6416, 6566, 6777).

DULAC. Saône-et-Loire. — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation : le 1^{er}, d'une surtaxe à l'octroi de Carentec (Finistère); le 2^e, de surtaxes à l'octroi de Langres (Haute-Marne); le 3^e, d'une surtaxe à l'octroi d'Audierne (Finistère) [4 décembre] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 871; Fa. 31, n^{os} 76, 77, 78). — Dépose les rapports sur six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à contracter un emprunt de 1.672.880 fr.; le 2^e, tendant à autoriser le département de Saône-et-Loire à contracter un emprunt de 52.400 francs (Chemins vicinaux); le 3^e, tendant à autoriser le département du Morbihan à contracter un emprunt de 97.800 francs (Chemins vicinaux); le 4^e, tendant à autoriser la ville de Meaux (Seine-et-Marne) à emprunter une somme de 1.247.568 francs; le 5^e, tendant à approuver un engagement de la ville de Nantes (Loire-Inférieure) et à autoriser cette ville à s'imposer extraordinairement; le 6^e, portant création d'une surtaxe à l'octroi de Lambézellec (Finistère) [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 883; Fa. 36, 37, n^{os} 89, 90, 91, 92, 93, 94). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Chambéry (Savoie); le 2^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi d'Evian-les-Bains (Haute-Savoie); le 3^e, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt de 45.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 26); le 4^e, tendant à autoriser la ville de Valence (Drôme) à s'imposer extraordinairement (0 fr. 13 c.) [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887; Fa. 44, n^{os} 117, 118, 119, 120). — Dépose les rapports sur neuf projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Laon (Aisne); le 2^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de la Roche (Haute-Savoie); le 3^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie); le 4^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Cluses (Haute-Savoie); le 5^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Bonneville (Haute-Savoie); le 6^e, tendant à autoriser le département d'Oran à contracter un emprunt de 1 million; le 7^e, ten-

dant à autoriser le département de la Gironde à contracter un emprunt de 37.000 francs (Chemins vicinaux); le 8^e, tendant à autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt de 265.000 francs; le 9^e, tendant à autoriser le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement (0 fr. 15) (Réseau ferré d'intérêt local) [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 50, 51, nos 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145). — Dépose les rapports sur dix projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant création d'une surtaxe à l'octroi de Plouhinec (Finistère); le 2^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure); le 3^e, portant rétablissement d'une surtaxe à l'octroi d'Ax-les-Thermes (Ariège); le 4^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Nantes (Loire-Inférieure); le 5^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de la Mure (Isère); le 6^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Marseille (Bouches-du-Rhône); le 7^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Vizille (Isère); le 8^e, tendant à autoriser le département du Lot à contracter un emprunt de 86.400 francs (Chemins vicinaux); le 9^e, tendant à autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt de 166.000 fr. (Chemins vicinaux); le 10^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Lyon (Rhône) [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 56, 57, nos 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163). — Dépose les rapports sur dix projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, les sept premiers portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Tarascon (Bouches-du-Rhône); le 2^e, à l'octroi de Coray (Finistère); le 3^e, à l'octroi de Clermont (Oise); le 4^e, à l'octroi de Civray (Vienne); le 5^e, à l'octroi de Nantua (Ain); le 6^e, à l'octroi de Roscoff (Finistère); le 7^e, à l'octroi du Palais (Morbihan); le 8^e, établissant au port de Rouen un péage de 15 centimes destiné à remplacer les droits d'étal, d'attache, etc., établis par l'ordonnance du 8 octobre 1815; le 9^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Rambouillet (Seine-et-Oise); le 10^e, tendant à approuver les conventions passées : 1^o entre l'Etat et la ville d'Oran; 2^o entre ladite ville et la Société immobilière d'Oran pour la cession et la transformation d'établissements militaires [18 décembre] (A., t. I, p. 246, 266; J.O., c.r., p. 918, 928; Fa. 67, 68, 72, nos 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 202, 203). — Dépose et donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Barcelonnette (Basses-Alpes) [19 décembre] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 943; Fa. 81, n^o 227). — Membre de Commissions (F. 3, 17, 22; J.O., p. 5998, 6565, 6716).

DUPUY (Jean). Hautes-Pyrénées. — Est entendu dans la discussion de

la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels. Présente un article additionnel, mais, sur quelques observations de M. le Président de la Commission, le retire et se réserve de le présenter à la discussion en 2^e délibération [17 décembre] (A., t. I, p. 228; J.O., c.r., p. 904).

DURAND. Lot-et-Garonne. — Fait une rectification au procès-verbal [23 novembre] (A., t. I, p. 145; J.O., c.r., p. 827). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à autoriser la ville de Biarritz (Basses-Pyrénées) à emprunter une somme de 160.800 francs; le 2^e, à autoriser le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pour les dépenses des aliénés et des enfants assistés [26 novembre] (A., t. I, p. 164; J.O., c.r., p. 843; Fa. 19, n^{os} 45, 46). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

DURAND-SAVOYAT. Isère. — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur l'élection de M. Bézine dans le département de l'Yonne [3 novembre] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 714). — Secrétaire de la 7^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 6040; F. 4). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [9 novembre] (A., t. I, p. 57; J.O., c.r., p. 754). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'élection des sénateurs (J.O., p. 6451; F. 15). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 14, 15; J.O., p. 5998, 6040, 6416, 6451).

ÉCHANGE entre l'État et la ville de Rouen. V. loi 75.

ELBEUF (Seine-Inférieure). — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 154.

ÉLECTIONS DES SÉNATEURS. — Nouveau mode. V. loi 51.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES. — MM. Grimaud (Hautes-Alpes), Bézine (Yonne), Monestier (Lozère), Destieux-Junca (Gers).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE. — Droits des communs en matière d'. V. loi 3.

EURE-ET-LOIR (département d'). — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 36. — Approbation d'engage-

ments. V. loi 39. — Imposition extraordinaire (1 c. 81) (Chemins vicinaux). V. loi 90.

ÉVIAN-LES-BAINS (Haute-Savoie). — Prorogation de surtaxes a son octroi. V. loi 122.

EXPOSITION INTERNATIONALE de Bruxelles. V. loi 183.

FABRE (Joseph). Aveyron. — Adresse à M. le Ministre de l'Intérieur une question sur l'établissement d'un sanatorium à Aubrac (Aveyron) pour le traitement des malades atteints de phtisie, par des cures d'air, transformé en affaire [financière et politique [13 novembre] (A., t. I, p. 104; J.O., c.r. p. 792).

FACULTÉS. — Aucune création nouvelle ne pourra avoir lieu dans les Universités que par une loi. V. loi 28.

FALLIÈRES. Lot-et-Garonne. — Fait une rectification au procès-verbal [13 novembre] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 787). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5998, 6565).

FARINOLE. Corse. — Membre de Commissions (F. 17, 22; J.O., p. 6565, 6894).

FAYE. Lot-et-Garonne. — Est entendu, comme président de la Commission, dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [10 novembre] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 764).

FINISTÈRE (département du). — Emprunt de 22.971 francs (Chemins vicinaux). V. loi 176.

FLEURY. Orne. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt de 34.000 fr. (Chemins vicinaux ordinaires) [26 novembre] (A., t. I, p. 164; J.O., c.r., p. 843; Fa. 20, n^o 47). — Dépose les rapports faits au nom de la 7^e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Voiron (Isère); le 2^e, relatif à un échange entre l'État et la ville de Rouen [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O. c.r., p. 871; Fa. 32, n^{os} 79, 80). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

FOLLIET. Haute-Savoie. — Membre de Commissions (F. 3, 22; J.O., p. 5998, 6894).

FOREST. Savoie. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons [6 novembre] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 741). — Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juin 1891 [12 novembre] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 773). — Adresse à M. le Ministre de l'Intérieur une question sur les intentions du Gouvernement sur les améliorations qu'il compte apporter dans l'établissement de bains thermaux d'Aix-les-Bains pour lui rendre sa prospérité passée et le mettre à même de lutter avec les établissements similaires de l'étranger au point de vue du confort, du luxe et de l'outillage thérapeutique [13 novembre] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 800).

FOUGEIROL. Ardèche. — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 6894).

FOUSSET. Loiret. — Fait une rectification au procès-verbal [6 novembre] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 737). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser: le 1^{er}, le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement (1 c. 77) pour le service des enfants assistés et des aliénés; le 2^e, la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à emprunter une somme de 300.000 francs et à s'imposer extraordinairement [24 novembre] (A., t. I, p. 161; J.O., c.r., p. 841; Fa. 13, n^o 29, 30). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1^{er}, portant création de surtaxe à l'octroi de Sens (Yonne); le 2^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Paimbœuf (Loire-Inférieure); le 3^e, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Bareilles (Hautes-Pyrénées) [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887; Fa. 46, n^{os} 124, 125, 126). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5998, 6565),

FRANCOZ. Haute-Savoie. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juin 1891 [12 novembre] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 776). — Secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la

Chambre des Députés, tendant au rétablissement de postes de commis-greffiers dans divers tribunaux (J.O., p. 6912; F. 23). — Dépose son rapport et en donne lecture sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de postes de commis-greffiers dans divers tribunaux [19 décembre] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 941; I. 76). — Membre de Commissions (F. 22, 23; J.O., p. 6894, 6912).

FRAUDE. — Sa répression dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine. V. loi 165.

FRESNEAU. Morbihan. — Dépose une proposition de loi concernant les droits des communes en matière d'enseignement primaire et secondaire. Développe sa proposition de loi et demande la déclaration de l'urgence, qui n'est pas adoptée [13 décembre] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 787, 800; I. 11). — Fait appel au Sénat et à M. le Président pour le dépôt dans les délais réglementaires du rapport sommaire de la Commission d'initiative parlementaire, sur la proposition de loi déposée par lui sur le droit des communes en matière d'enseignement [11 décembre] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 889).

FROMENT. Somme. — Membre d'une Commission (F. 22, J.O., p. 6894).

GADAUD. Dordogne. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Mayenne, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite [24 novembre] (A., t. I, p. 159; J.O., c.r., p. 839; I. 20). — Dépose, au nom d'un grand nombre de ses collègues et au sien, une proposition de loi sur les associations pour l'exploitation de la pêche dans les cours d'eau non navigables ni flottables [14 décembre] (A., t. I, p. 219, J.O., c.r., p. 894; I. 49). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à modifier la loi du 24 juillet 1873, sur l'organisation générale de l'armée (J.O., p. 6894; F. 22). Dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; I. 64). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 22; J.O., p. 5998, 6416, 6894).

GAILLARD (Gilbert). Puy-de-Dôme. — Dépose son rapport et en donne lecture, sur l'élection de M. Grimaud, dans le département des Hautes-Alpes [3 novembre] (A., t. I, p. 6; J.O., c.r., p. 714). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Belle, ayant pour objet de modifier la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 839; I. 23). — Secrétaire de la

8^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 6620; F. 18). — Membre de Commissions (F. 17, 18; J.O., p. 6565, 6620).

GALTIER. Hérault. — Est entendu dans la discussion, en 2^e délibération, sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Présente, avec plusieurs de ses collègues, sur le quatrième paragraphe de l'article 36, un amendement qui n'est pas maintenu [10 novembre] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 765).

GARRAN DE BALZAN. Deux-Sèvres. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

GARRISSON. Tarn-et-Garonne. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

GAUTHIER. Aude. — Fait une rectification au procès-verbal [6 novembre] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 737).

GERS (département). — Emprunts de 300.000 francs et de 579.480 fr. 48. V. loi 43.

GIRARD (Théodore). Deux-Sèvres. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente, sur l'article 16, un amendement qui n'est pas adopté [6 novembre] (A., t. I, p. 47; J.O., c.r., p. 746). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) de terrains domaniaux situés sur la deuxième zone des terre-pleins des quais du port de la Pallice, en vue de l'installation de magasins publics et autres établissements à usage public relatifs à l'exploitation du port (J.O., p. 6912; F. 23). — Membre de Commissions (F. 3, 17, 22, 23; J.O., p. 5998, 6565, 6894, 6912).

GIRAULT. Cher. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 900).

GIRONDE (département de la). — Emprunt de 37.000 francs (Chemins vicinaux ordinaires). V. loi 83.

GODIN. Inde. — Est entendu dans la discussion, en 1^{re} délibération, sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil sur le divorce. Prend part, comme rapporteur, à la discussion de la proposition de loi sur la compétence des juges de paix [16 novembre] (A., t. I, p. 128; J.O., c.r., p. 819). — Parle dans la discussion, en 2^e délibération, sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil sur le divorce [23 novembre] (A., t. I, p. 157; J.O., c.r., p. 836). — Prend part à la discussion du règlement sur l'ordre du jour [24 novembre] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 842). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi sur la compétence des juges de paix [4 décembre] (A., t. I, p. 199; J.O., c.r., p. 872). — Adresse à M. le Ministre de la Marine une question au sujet de relations qui auraient existé entre M. Lagarde, gouverneur d'Obock, et le général italien Baratieri [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 892). — Dépose son rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministère des Colonies, sur l'exercice 1896, de crédits supplémentaires montant à 500.000 francs pour l'application de la loi sur le recrutement à la Réunion [18 décembre] (A., t. I, p. 250; J.O., c.r., p. 921; I. 66).

GOUJON. Ain. — Secrétaire de la 7^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 6040; F. 4). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de l'Ariège à contracter un emprunt pour les travaux de chemins vicinaux; le 2^e, le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires [17 décembre] (A., t. I, p. 230; J.O., c.r., p. 904; Fa. 63, n^{os} 178, 179). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 14, 22; J.O., p. 5998, 6040, 6416, 6894).

GRÉVY (général). Jura. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

GRIMAUD. Hautes-Alpes. — Rapport de M. Gaillard sur son élection. Est proclamé sénateur [3 novembre] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 714).

GRIVART. Ille-et-Vilaine. — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 6 août 1871 sur les domaines congéables [13 novembre] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 787). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur la compétence des juges de paix. Présente sur l'article 3 un amendement qui est adopté [17 novembre] (A., t. I, p. 134; J.O., c.r., p. 817). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi

portant modification de la loi du 6 août 1791, sur les domaines congéables [19 novembre] (A., t. I, p. 147; J.O., c.r., p. 826). — Vice-président des deux Commissions fusionnées chargées d'examiner : 1^o la proposition de loi complémentaire relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière; 2^o le projet de loi sur la réforme du régime hypothécaire (J.O., p. 6777; F. 20). — Membre de Commissions (F. 3, 10, 20; J.O., p. 5998, 6275, 6777).

GRUES (Vendée). — Imposition extraordinaire d'office sur cette commune. V. loi 140.

GUÉMÉNÉ-PENFAO (Loire-Inférieure). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 169.

GUÉRIN (Eugène). Vaucluse. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires (J.O., p. 6292; F. 11). — Membre de Commissions (F. 10, 11; J.O., p. 6275, 6292).

GUICHARD. Yonne. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [27 octobre] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 708).

GUYOT. Rhône. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Présente sur l'article 20 un amendement qui n'est pas adopté [9 novembre] (A., t. I, p. 61; J.O., c.r., p. 757). — Dépose son rapport et en donne lecture sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit extraordinaire de 1 million destiné à venir en aide aux victimes des inondations [10 novembre] (A., t. I, p. 67; J.O., c.r., p. 763; I. 7). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit supplémentaire de 315.000 francs [24 novembre] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 841; I. 25). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la Caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 892; I. 46). — Membre d'une Commission (F. 14, J.O., p. 6416).

GUYOT-LAVALINE. Puy-de-Dôme. — Membre d'une Commission (F. 17, J.O., p. 6565).

HALGAN. Vendée. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'inscription maritime [30 novembre] (A., t. I, p. 169; J.O., c.r., p. 850).

HAMEL (Ernest). Seine-et-Oise. — Demande un congé [12 novembre] (J.O., c.r., p. 773). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

HANOTAUX, *Ministre des Affaires étrangères.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juin 1891 [12 novembre] (A., t. I, p. 82; J.O., c.r., p. 775).

HAULON. Basses-Pyrénées. — Président de la 8^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 6620; F. 18). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office sur la commune de Grues (Vendée) une imposition extraordinaire [11 décembre] (A. t. I, p. 214; J.O., c.r., p. 889; Fa. 49, n^o 136). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de la Savoie à contracter un emprunt de 15.066 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 07) (Chemins vicinaux); le 2^e, la ville de Dijon (Côte-d'Or) à changer l'affectation de fonds d'emprunt [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 59, n^{os} 168, 169). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser l'établissement d'office, sur la commune de Grues, d'une imposition extraordinaire. Dépose les rapports sur seize projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de l'Ardèche à contracter un emprunt de 141.636 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 44) (Chemins vicinaux); le 2^e, le département de l'Ardèche à contracter un emprunt de 50.000 francs (Pont suspendu de Valence sur le Rhône); le 3^e, le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt de 136.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 18) (Caserne de gendarmerie de Fougères); le 4^e, le département de la Dordogne à contracter un emprunt de 106.000 francs (Chemins vicinaux); le 5^e, le département de Vaucluse à contracter un emprunt de 31.395 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 097) (Chemins vicinaux); le 6^e, le département de l'Aube à contracter un emprunt de 27.000 francs (Chemins vicinaux). Portant prorogation de surtaxes : le 7^e, à l'octroi d'Arcachon (Gironde); le 8^e, à l'octroi de Condésur-l'Escaut (Nord); le 9^e, à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure); le 10^e, à l'octroi de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure); le 11^e, à l'octroi

de Melun (Seine-et-Marne); le 12^e, à l'octroi de Mende (Lozère); le 13^e, à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes); le 14^e, à l'octroi de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais); le 15^e, à l'octroi de Pont-l'Évêque (Calvados); le 16^e, à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise) [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 919, 934; Fa. 73, 74, nos 204, 205, 206, 207, 208, 209). — Dépose son rapport et en donne lecture sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Finistère à contracter un emprunt de 21.971 francs (Chemins vicinaux) [19 décembre] (A., t. I, p. 278; J.O., cr., p. 943; Fa. 74, n^o 210). — Membre de Commissions (F. 17, 18; J.O., p. 6565, 6620).

HIRSON (Aisne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 181.

HUGUET. Pas-de-Calais. — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 5998, 6416),

ILLE-ET-VILAINE. — Imposition extraordinaire (0 c. 30) (Chemins vicinaux de grande communication). V. loi 4. — Imposition extraordinaire (0 fr. 03) (Chemins vicinaux de grande communication). V. loi 5. — Imposition extraordinaire (1 c. 77) (Service des aliénés et des enfants assistés). V. loi 37. — Emprunt de 136.000 francs et imposition extraordinaire (0 c. 18) (Caserne de gendarmerie à Fougères). V. loi 149.

INSCRIPTION MARITIME. — Loi qui la règle. V. loi 92.

INTERPELLATIONS de M. Le Provost de Launay, adressée à M. le Ministre des Colonies, sur la situation de Madagascar et sur la politique suivie par le résident général. Renvoi de la fixation du jour de la discussion à une séance ultérieure [3 juillet]. M. Le Provost de Launay développe son interpellation. Sont entendus : MM. André Lebon, *Ministre des Colonies*, de Lamarzelle, Prevet. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [3 novembre] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 714). — Adressée par M. Le Provost de Launay à M. le Ministre de l'Instruction publique, sur les fraudes commises, en juillet 1896, devant la Faculté des lettres de Lille pour les examens du baccalauréat et sur les mesures qu'il a prises pour en empêcher le renouvellement. Discussion fixée à un mois [14 décembre] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 892).

ISAAC. Guadeloupe. — Dépose deux propositions de lois : la 1^{re}, sur le recrutement et l'organisation des services militaires aux colonies;

la 2^e, sur le régime judiciaire aux colonies [30 novembre] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 861; I. 35, 36). — Fait une rectification au procès-verbal [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 867).

ISÈRE (département de l'). — Emprunt de 265.000 francs. V. loi 88. — Emprunt de 166.000 francs (Chemins vicinaux). V. loi 135.

JAPY (général). Belfort. — Dépose une pétition de MM. Jean-Baptiste Noblat et Jules Noblat, propriétaires à Lachapelle-sous-Rougemont (Territoire de Belfort) [11 décembre] (J.O., c.r., p. 889).

JUGES DE PAIX. — Leur compétence. V. loi 16.

JURA (département du). — Emprunt de 100.000 francs (Asile d'aliénés de Saint-Yllie). V. loi 84.

KRANTZ. Inamovible. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Loire, des chemins de fer d'intérêt local à voie étroite de Saint-Héand à Pélussin et de Roanne à Boën [19 novembre] (A., t. I, p. 140; J.O., c.r., p. 824; I. 18). — Propose au Sénat de déclarer l'urgence, au cours de la discussion de ce projet de loi [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 840).

KREMLIN-BICÈTRE. — Distraite de la commune de Gentilly pour l'ériger en municipalité distincte. V. loi 62.

LABICHE (Émile). Eure-et-Loir. — Est entendu dans la discussion, en 1^{re} délibération, sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil sur le divorce [16 novembre] (A., t. I, p. 123; J.O., c.r., p. 809). — Dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement de chemins de fer, à voie étroite, d'Uzerche à Tulle, de la ligne précédente à Treignac et de Tulle à Argentat [19 décembre] (A., t. I, p. 273; J.O., c.r., p. 939; I. 77). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6416).

LABICHE (Jules). Manche. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5998, 6565).

LABROUSSE. Corrèze. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à distraire : le 1^{er}, de la commune d'Angoulins (canton de la Rochelle-est, arrondissement de la Rochelle, département de la Charente-Inférieure), la section de Châtaillonn pour l'ériger en commune distincte ; le 2^e, de la commune de Gourdon (canton de Barbazan, arrondissement de Saint-Gaudens, département de la Haute-Garonne), la section de Seilhan pour l'ériger en commune distincte [19 novembre] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 823; Fa. 10, n^{os} 23, 24). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 6894).

LAMARZELLE (de). Morbihan. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 octobre] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 709). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. Le Provost de Launay, adressée à M. le Ministre des Colonies, sur la situation de Madagascar et sur la politique suivie par le Résident général [3 novembre] (A., t. I, p. 19; J.O., c.r., p. 724).

LAMBEZELLEC (Finistère). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 104.

LA MURE (Isère). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 120.

LANDES (département). — Imposition extraordinaire (0 c. 05) (Chemins vicinaux). V. loi 6.

LANGRES (Haute-Marne). — Prorogation]de surtaxes à son octroi. V. loi 65.

LANVÉOC (Finistère). — Établissement d'une surtaxe à son octroi. V. loi 49.

LAON (Aisne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 115.

LAPORTE-BISQUIT. Charente. — Membre de Commissions (F. 3, 17, 22; J.O., p. 5998, 6565, 6894).

LA RÉUNION. — Ouverture au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1836, de crédits supplémentaires montant à 500.000 francs, pour l'application de la loi sur le recrutement. V. loi 109.

LA ROCHE (Haute-Savoie). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 98.

LAURENS. Drôme. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'un arrière-port dans la baie de l'Agha, à Alger, et une concession de terrains et d'appontements à la Chambre de commerce d'Alger (J.O., p. 6451 ; F. 15). — Membre de Commissions (F. 14, 15 ; J.O., p. 6416, 6451).

LEBON (André), député, *Ministre des Colonies*. — Est entendu dans la discussion du règlement de l'ordre du jour relative aux affaires de Madagascar [27 octobre] (A., t. I, p. 3 ; J.O., c.r., p. 709). — Répond à l'interpellation de M. Le Provost de Launay, sur la situation de Madagascar et sur la politique suivie par le Résident général [3 novembre] (A., t. I, p. 11 ; J.O., c.r., p. 718). — Demande au Sénat la permission d'associer le Gouvernement aux regrets si chaleureux exprimés par M. le Président du Sénat, au sujet de la mort de M. Rousseau (Armand), gouverneur général temporaire de l'Indo-Chine [11 décembre] (A., t. I, p. 212 ; J.O., c.r., p. 888). — Répond à la question qui lui a été adressée par M. Godin, au sujet des relations qui auraient existé entre M. Lagarde, gouverneur d'Obock et le général italien Baratieri [14 décembre] (A., t. I, p. 216 ; J.O., c.r., p. 892).

LE BRETON. Mayenne. — Membre de Commission (F. 17 ; J.O., p. 6565).

LECOMTE (Maxime). Nord. — Retire l'amendement qu'il avait présenté sur l'article 2, relatif aux bouilleurs de cru, lors de la discussion en 1^{re} délibération du projet de loi sur la réforme de l'impôt des boissons, qui avait été réservé et qu'il se proposait de présenter lors de la discussion en 2^e délibération [5 novembre] (A., t. I, p. 24 ; J.O., c.r., p. 734). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [10 novembre] (A., t. I, p. 73 ; J.O., c.r., p. 767). — Présente, avant le vote final, quelques observations sur les inégalités que contient la loi sur la réforme de l'impôt des boissons, qui retombent particulièrement sur le département du Nord, notamment sur les brasseurs [12 novembre] (A., t. I, p. 91 ; J.O., c.r., p. 783). — Membre d'une Commission (F. 3 ; J.O., p. 5998).

LE COUR GRANDMAISON. Loire-Inférieure. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A.,

t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 903). — Membre de Commissions (F. 17, 22; J.O., p. 6565, 6894).

LEFÈVRE (Alexandre). Seine. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office, sur la commune de Saint-Donat (Drôme), une imposition extraordinaire [17 novembre] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 817; Fa. 7, n° 19). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, la ville de Cannes (Alpes-Maritimes) à emprunter une somme de 213.000 francs; le 2^e, la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 750.000 fr. et à s'imposer extraordinairement [23 novembre] (A., t. I, p. 158; J.O., c.r., p. 837; Fa. 11, n° 25, 26). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à approuver les engagements pris par le département d'Eure-et-Loir; le 2^e, à autoriser le département du Gers à contracter deux emprunts de 300.000 francs et de 579.480 fr. 48 [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 15, n° 34, 35). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Trouville (Calvados); le 2^e, à l'octroi de Steenvoorde (Nord); le 3^e, à l'octroi d'Annecy (Haute-Savoie) [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 867; Fa. 28, n° 70, 71, 72). — Dépose les rapports sur cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de l'Aisne à modifier l'affectation d'une imposition extraordinaire; le 2^e, le département du Cantal à contracter un emprunt de 101.600 francs (Chemins vicinaux); le 3^e, le département du Jura à emprunter une somme de 100.000 francs (Asile d'aliénés de Saint-Yllie); le 4^e, le département de la Seine-Inférieure à contracter un emprunt de 113.153 francs (Chemins vicinaux); le 5^e, le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt de 963.026 fr. 65 [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 53, 54, n° 148, 149, 150, 151, 152). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser la ville de Montpellier (Hérault) à emprunter une somme 668.900 francs; le 2^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Charleville (Ardennes); le 3^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Péronne (Somme); le 4^e portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Sedan (Ardennes) [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 69, n° 195, 196, 197, 198). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5998, 6565).

LÉGION D'HONNEUR ET MÉDAILLES MILITAIRES. — Fixation

d'un contingent annuel de croix et de médailles à attribuer aux différents corps composant la réserve de l'armée navale, y compris les équipages de la flotte et les troupes de la marine. V. loi 173.

LEGLUDIC. Sarthe. — Demande un congé [23 novembre] (J.O., c.r., p. 837). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (J.O., p. 6894; F. 22). — Membre de Commissions (F. 17, 22; J.O., p. 6565, 6894).

LELIÈVRE. Jura. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente, de concert avec MM. le général Grévy et Thurel, un amendement sur l'article 2, qui est rejeté au scrutin [6 novembre] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r., p. 737). — Prend part à la discussion du même projet de loi [12 novembre] (A., t. I, p. 89; J.O., c.r., p. 780).

LEPORCHÉ. Sarthe. — Demande à expliquer son vote sur le projet de loi relatif à la réforme de l'impôt sur les boissons, proteste contre son adoption, qui frappera les petits propriétaires et les petits commerçants et favorisera les grands industriels. Il la considère comme une loi antilibérale et antidémocratique, et votera donc contre son adoption [12 novembre] (A., t. I, p. 90; J.O., c.r., p. 782).

LE PROVOST DE LAUNAY. Côtes-du-Nord. — Développe l'interpellation qu'il a adressée à M. le Ministre des Colonies, le 3 juillet dernier, sur la situation de Madagascar et sur la politique suivie par le résident général [3 novembre] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 714). — Demande à interpeller le Ministre de l'Instruction publique sur les fraudes commises en juillet dernier devant les Facultés des lettres de Lille, pour les examens du baccalauréat, et sur les mesures qu'il a prises pour en empêcher le renouvellement [14 décembre] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 892). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

LE ROYER. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Belle, ayant pour objet de modifier la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer (J.O., p. 6777; F. 20). — Membre de Commissions (F. 19; 20; J.O., p. 6716, 6777).

LEROUX. Aisne. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

LESUEUR. Constantine. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

LOI ÉLECTORALE des sénateurs. V. loi 51.

LOIR-ET-CHER (département de). — Emprunt de 1.672.800 francs. V. loi 81.

LOIRE (département de la Haute). — Emprunt de 86.000 francs (Chemins vicinaux). V. loi 85.

LOIRE-INFÉRIEURE (département de la). — Imposition extraordinaire (0 fr. 01) pour le paiement de diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 27. — Emprunt de 963.026 fr. 65. V. loi 77.

LOIS.

1. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme du régime hypothécaire. — Déposé par M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes* [27 novembre] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 709; I. 2). — Commission : 1^{er} bureau, M. Émile Labiche. 2^e bureau, M. Salomon. 3^e bureau, M. Bérenger. 4^e bureau, M. Cazot. 5^e bureau, M. Cordelet. 6^e bureau, M. Dufoussat. 7^e bureau, M. Pradal. 8^e bureau, M. Ratier. 9^e bureau, M. Pauliac (J.O., p. 6416; F. 14). *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Dufoussat (J.O., p. 6566; F. 17). — Pour répondre à la demande des deux Commissions nommées pour examiner : la 1^{re}, la proposition de loi relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière; la 2^e, le projet de loi ci-dessus, sur la réforme du régime hypothécaire, M. le Président pense qu'il y aurait intérêt à les fusionner, de façon que les deux textes fussent examinés par une seule Commission, qui serait ainsi composée de 18 membres [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 871).

2. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 25 ventôse an XI, sur la suppression des offices et le mode de recrutement des notaires. — Déposé par M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes* [27 novembre] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 709; I. 3). — Commission : 1^{er} bureau, M. Marquis. 2^e bureau, M. Biré. 3^e bureau, M. Guéin,

4^e bureau, M. Grivart. 5^e bureau, M. Chovet. 6^e bureau, M. Dufoussat. 7^e bureau, M. Edouard Millaud. 8^e bureau, M. Delobean. 9^e bureau, M. Pauliac (J.O., 6275; F. 10). *Président*, M. Edouard Millaud; *Secrétaire*, M. Eugène Guérin (J.O., p. 6292; F. 11).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corse à contracter un emprunt de 70.000 francs et à s'imposer extraordinairement (1 c. 13) (Prison de Corte) [7 juillet] (V. loi 302. S. O.). — M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet]. Adoption [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 713). — Promulgation (J.O., 8 novembre, p. 6070).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement (0 c. 30) (Chemins vicinaux de grande communication) [7 juillet] (V. loi 297. S. O.). — M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet]. Adoption [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 713). — Promulgation (J.O., 8 novembre, p. 6069).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement (0 tr. 03) (Chemins vicinaux de grande communication) [6 juillet] (V. loi 286. S. O.). — M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet]. Adoption [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 713). — Promulgation (J.O., 11 novembre, p. 6133).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement (0 c. 05) (Chemins vicinaux) [6 juillet] (V. loi 284. S. O.). — M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet]. Adoption [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 713). — Promulgation (J.O., 8 novembre, p. 6069).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement (1 c. 70) (Réseau de tramways départementaux) [7 juillet] (V. loi 301. S. O.). — M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet]. Adoption [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 713). — Promulgation (J.O., p. 6070).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement (1 c. 66) (Chemins vicinaux d'intérêt commun) [7 juillet] (V. loi 300. S. O.).

— M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet]. Adoption [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 714). — Promulgation (J.O., 11 novembre, p. 6133).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à s'imposer extraordinairement (4 c. 84) (Chemins de fer d'intérêt local) [6 juillet] (V. loi 288. S. O.). — M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet]. Adoption [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 714). — Promulgation (J.O., 8 novembre, p. 6070).

10. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement (1 c. 50) [6 juillet] (V. loi 283. S. O.). — M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet]. Adoption [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 714). — Promulgation (J.O., 8 novembre, p. 6069).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement (Cantonniers des routes départementales. Passages d'eau départementaux) (V. loi 314. S. O.). — M. Dufoussat dépose son rapport [10 juillet]. Adoption [3 novembre], (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 714). — Promulgation (J.O., 8 novembre, p. 6070).

12. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juin 1891 [15 mars 1892] (V. loi 280. S. O.). — M. Marquis dépose son rapport [3 juillet]. 1^{re} délibération : MM. Forest, Marquis, *rapporteur*, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, Francoz, Monis, Brunet, Drouhet, *président de la Commission*. Adoption du projet de loi, au scrutin, en 1^{re} délibération [12 novembre] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 773).

13. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réforme de l'impôt des boissons [11 juillet 1895]. — M. de Verninac dépose son rapport [2 mars]. — 2^e délibération. Article premier. Amendement de M. Poriquet : MM. Poriquet, de Verninac, *rapporteur*. Amendement de M. de Marcère : MM. de Marcère, de Verninac, *rapporteur*, Tillaye, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement de M. Poriquet par son auteur. Amendement de M. de Marcère. Rejet au scrutin. Adoption, au scrutin, de l'article premier. Article 2,

paragraphes 1 et 2. Adoption. Retrait, par M. Maxime Lecomte, de son amendement. Amendement de M. Lelièvre : MM. Lelièvre, de Verninac, *rapporteur*, le Président [5 novembre] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 727). — Article 2, paragraphe 3. Amendement de MM. Lelièvre, général Grévy et Thurel : MM. Lelièvre, de Verninac, *rapporteur*, Darbot, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement au scrutin : MM. Tillaye, de Verninac, *rapporteur*. Adoption de l'article 2 modifié. Article 3. Amendement de M. Scheurer-Kestner : MM. Scheurer-Kestner, de Verninac, *rapporteur*. Renvoi de l'amendement et de l'article 3 à la Commission : MM. Reymond, de Verninac, *rapporteur*. Article 4. Adoption. Article 5. Amendement de M. Tillaye : MM. Tillaye, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article 5 modifié. Articles 6 à 12. Adoption. Article 13. Amendement de M. Forest : MM. Forest, Georges Cochery, *Ministre des Finances*, Deandreis, de Verninac, *rapporteur*, Buffet. Adoption de l'article 13. Article 14. Adoption. Article 15 : MM. Monis, Bardoux. Adoption. Article 16. Amendement de M. Théodore Girard : MM. Théodore Girard, Georges Cochery, *Ministre des Finances*, de Verninac, *rapporteur*. Adoption du paragraphe premier modifié. Paragraphe 2. Adoption. Paragraphe additionnel. Amendement de MM. Scheurer-Kestner et Poirrier : MM. Scheurer-Kestner, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Adoption de l'amendement modifié et de l'article 16. Article 17, premier et deuxième paragraphes. Adoption. M. Scheurer-Kestner. Renvoi à la Commission du paragraphe 3 de l'article 17 et de l'amendement de M. Scheurer-Kestner. Adoption des derniers paragraphes de l'article 17 [6 novembre] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 737). — Article 3 (réservé) : MM. de Verninac, *rapporteur*, Tillaye, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 3 modifié. Article 17 : MM. de Verninac, *rapporteur*, Poirrier, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement de MM. Scheurer-Kestner et Poirrier. Adoption de l'article 17. Article 18 : MM. Durand-Savoyat, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article 18. Disposition additionnelle à l'article 18 proposée par M. Bisseuil : MM. Bisseuil, de Verninac, *rapporteur*. Rejet de l'amendement de M. Bisseuil. Article 19. Adoption. Article 20. Amendement de M. Guyot : MM. Guyot (Rhône), Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet de la prise en considération. Articles 21 et 22. Adoption. Article 23 : MM. Guyot (Rhône), Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, Monis, de Verninac, *rapporteur*. Renvoi à la Commission des articles 23 et 24. Adoption des articles 25 à 29. Article 30 : MM. Buffet, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 31 à 33. Adoption. Article 34 : MM. de Verninac, *rapporteur*, le Président. Adoption de l'article 34 modifié [9 novembre] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 751). — Article 23

(nouvelle rédaction) : M. de Verninac, *rapporteur*. Adoption. Article 24 : M. Faye, *président de la Commission*. Adoption. Article 35. Amendement de M. Calvet : M. Calvet. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 35. Article 36 : M. de Verninac, *rapporteur*. Adoption des trois premiers paragraphes de l'article 36. Paragraphe 4. Amendement de M. Galtier : MM. Galtier, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement. Adoption du paragraphe 4 et de l'ensemble de l'article 36 : MM. Vilar, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Article additionnel de M. Calvet : MM. Calvet, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement par son auteur. Amendement de M. Bouilliez et plusieurs de ses collègues : MM. Maxime Lecomte, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, de Verninac, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Article 37 à 51. Adoption. Article 52. Amendement de M. Camescasse [10 novembre] (A., t. I, p. 68; J.O., c. r., p. 763). — Amendement de M. Camescasse : MM. Camescasse, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 52. Articles 53 à 64. Adoption. Article 65. Amendement de M. Bézine : MM. Bézine, de Verninac, *rapporteur*, Lelièvre, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, le Président. Rejet de l'amendement au scrutin. Adoption du paragraphe premier. Paragraphe 2 : MM. Volland, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Adoption des derniers paragraphes et de l'ensemble de l'article 65. Article additionnel proposé par M. Bisseuil : MM. Bisseuil, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Rejet de la prise en considération. Disposition additionnelle de M. Monis : MM. Faye, *président de la Commission*, Georges Cochery, *Ministre des Finances*. Adoption. Vote sur l'ensemble du projet de loi : MM. Leporché, Georges Cochery, *Ministre des Finances*, Maxime Lecomte, Tillaye. Adoption, au scrutin, du projet de loi [12 novembre] (A., t. I, p. 85; J.O., c. r., 778).

14. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil (Divorce) [17 janvier 1894]. — Rapport de M. Devès [18 novembre 1895]. 1^{re} délibération Renvoi de la proposition de loi à la Commission [10 décembre 1895]. M. Devès dépose un rapport supplémentaire [1^{er} juin] (J.O., c. r., p. 419; I. 119). — MM. Thézard, Devès, *rapporteur* [3 juillet] (J.O., c. r., p. 629). — MM. Jules Godin, Devès, *rapporteur* [9 juillet] (J.O., c. r., p. 663). — MM. Denormandie, Chovet, Émile Labiche, Darlan, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice et des Cultes*, Devès, *rapporteur*, Jules Godin, le Président. Retrait de l'amendement de M. Thézard par son auteur. MM. Régismanset, Tillaye. Adoption, au scrutin, de la rédaction proposée par la Commission [16 novembre] (A., t. I, p. 115; J.O., c. r., p. 803).

— 2^e délibération. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Félix Martin, Paul Devès, *rapporteur*, Jules Godin. Adoption de l'article 2. Vote sur l'ensemble. Adoption [23 novembre] (A., t. I, p. 157; J.O., c.r., p. 85).

15. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables [21 avril] (V. loi 172. S. O.). M. Grivart dépose son rapport [3 juillet]. 1^{re} délibération : M. Grivart, *rapporteur*. Vote successif des articles et adoption de l'ensemble de la proposition de loi [13 novembre] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 787). — 2^e délibération : M. Grivart, *rapporteur* [19 novembre] (A., t. I, p. 143; J.O., c.r., p. 825). — Contre-projet de M. Hervé de Saisy : MM. Hervé de Saisy, Grivart, *rapporteur*. Article premier : MM. Grivart, *rapporteur*, Hervé de Saisy. Rejet de l'article premier du contre-projet de M. Hervé de Saisy. Adoption de l'article premier de la Commission. Article 2 : MM. Hervé de Saisy, Grivart, *rapporteur*. Rejet de l'article du contre-projet. Adoption de l'article 2. Article 3. Adoption. Article 4. Rejet de l'article du contre-projet. Adoption de l'article 4. Article 5 : MM. Hervé de Saisy, Grivart, *rapporteur*. Rejet de l'article du contre-projet. Adoption de l'article 5. Article 6 : MM. Hervé de Saisy, Grivart, *rapporteur*. Retrait de son amendement par M. Hervé de Saisy. Adoption de l'article 6. Article 7 : M. Hervé de Saisy. Retrait de son amendement. Adoption de l'article 7. Articles 8 et 9. Adoption. Article 10 : MM. Hervé de Saisy, Grivart, *rapporteur*. Adoption. Article 11. Rejet de l'article du contre-projet. Adoption de l'article 11. Articles 12 et 13. Adoption. Vote sur l'ensemble de la proposition de loi. Adoption [23 novembre] (A., t. I, p. 146; J.O., c.r., p. 828). — Promulgation (J.O., 9 février, p. 873).

16. Proposition de loi de M. Jules Godin et plusieurs de ses collègues, sur la compétence des juges de paix [8 février]. M. Morellet dépose son rapport [9 mars]. Adoption de la prise en considération [16 mars]. M. Godin dépose son rapport [16 juin]. Articles 1 et 2. Adoption. Article 3. Amendement de M. Grivart : MM. Grivart, Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes*, Tillaye, Jules Godin, *rapporteur*. Adoption de l'amendement et de l'article 3 modifié. Articles 4 à 16. Adoption. Adoption en 1^{re} délibération [17 novembre] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 817). — 2^e délibération. Amendement de M. Bérenger : MM. Jules Godin, *rapporteur*, le Président, Bérenger, Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes*, Monis. Proposition de renvoi de l'amendement à la Commission. Rejet au scrutin. Retrait de l'amendement par M. Bérenger. Articles 1 à 12. Adoption. Article 13 : M. Jules Godin, *rapporteur*. Adoption de l'article 13 modifié.

Articles 14 à 16. Adoption. Article additionnel de M. Denoix : MM. Denoix, Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes*. Retrait de l'amendement par son auteur. Amendement de MM. Drouhet, Allègre et Isaac : MM. Drouhet, Jules Godin, *rapporteur*. Adoption de l'article additionnel. Vote sur l'ensemble de la proposition de loi. Adoption [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872).

17. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit extraordinaire de 1 million de francs destiné à venir en aide aux victimes des inondations. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Antonin Dubost. Adoption [3 novembre].— Déposé par M. Georges Cochery, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien [6 novembre] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 727; I. 4). — M. Guyot dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [10 novembre] (A., t. I, p. 67; J.O., c.r., p. 763; I. 7). — Promulgation (J.O., 13 novembre, p. 6181).

18. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [31 octobre]. Adoption [5 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [7 novembre] (A., t. I, p. 50; J.O., c.r., p. 749; Fa. 1, n° 1).— M. Hervé de Saisy dépose son rapport [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 18, n° 41). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 868). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6681).

19. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cannes (Alpes-Maritimes) à emprunter une somme de 213.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [3 novembre]. Adoption [7 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [9 novembre] (A., t. I, p. 66; J.O., c.r., p. 761; Fa. 2, n° 2). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [23 novembre] (A., t. I, p. 158; J.O., c.r., p. 837; Fa. 11, n° 25). — Adoption [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 817). — Promulgation (J.O., 6 décembre, p. 6633).

20. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, tendant à établir d'office sur la commune de Saint-Donat (Drôme) une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [3 novembre]. Adoption [7 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [9 novembre] (A., t. I, p. 66; J.O., c.r., p. 761; Fa. 2, n° 3). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [17 novembre] (A., t. I, p. 133, J.O., c.r., p. 817; Fa. 7, n° 19). — Adoption [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 839). — Promulgation (J.O., 29 novembre, p. 6494).

21. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'un arrière-port dans la baie de l'Agha, à Alger, et une concession de terrains et d'appentements à la Chambre de commerce d'Alger. Présenté à la Chambre des Députés [26 mars]. Rapport de M. Charles-Roux [6 juillet]. Adoption [10 juillet]. — Déposé par M. Georges Cochery, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et au sien [9 novembre] (A., t. I, p. 66; J.O., c.r., p. 761; I. 5). — Commission : 1^{er} bureau, M. Pauliat. 2^e bureau, M. Bourganet. 3^e bureau, M. Marct. 4^e bureau, M. Émile Durand-Savoyat. 5^e bureau, M. Anglès. 6^e bureau, M. Allègre. 7^e bureau, M. Huguet. 8^e bureau, M. Barbey. 9^e bureau, M. Laurens (J.O., p. 6416; F. 14). *Président*, M. Barbey; *Secrétaire*, M. Laurens (J.O., p. 6451; F. 15).

22. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement des chemins de fer à voie étroite d'Uzerche à Tulle, de la ligne précédente à Treignac et de Tulle à Argentat. Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. Descubes [10 juillet]. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics* [9 novembre] (A., t. I, p. 66; J.O., c.r., p. 761; I. 6). — M. Émile Labiche dépose son rapport [19 décembre] (A., t. I, p. 273; J.O., c.r., p. 939; I. 77).

23. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi de 28 juillet 1881, portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Nontron à Sarlat, avec embranchement d'Hautefort au Burg (Corrèze), sur la ligne de Limoges à Brive [16 mars] (V. loi 143. S. O.). — M. Prevet dépose son rapport [10 novembre] (A., t. I, p. 76; J.O., c.r., p. 770; I. 8). — Sur la demande de M. Charles Prevet, *rapporteur*, l'urgence est déclarée. Dis-

cussion immédiate. Adoption [23 novembre] (A., t. I, p. 146; J.O., c.r., p. 827). — Promulgation (J.O., 6 décembre, p. 6634).

24. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à emprunter une somme de 300.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [7 novembre]. Adoption [10 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [12 novembre] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 783; Fa. 3, n° 4). — M. Fousset dépose son rapport [24 novembre] (A., t. I, p. 161; J.O., c.r., p. 841; Fa. 13, n° 30). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 867). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6683).

25. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) à emprunter une somme de 750.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [7 novembre]. Adoption [10 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [12 novembre] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 783; Fa. 3, n° 5). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [23 novembre] (A., t. I, p. 158; J.C., c.r., p. 837; Fa. 11, n° 26). — Adoption [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 818). — Promulgation (J.O., 6 décembre, p. 6634).

26. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Tarn à contracter un emprunt de 85.000 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Amaury Simon [7 novembre]. Adoption [10 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [12 novembre] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 783; Fa. 3, n° 6). — M. Silhol dépose son rapport [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 839; Fa. 12, n° 27). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c. r., p. 867). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6683).

27. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement (0 c. 01) pour le paiement de diverses dépenses d'intérêt départemental. Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Amaury Simon [7 novembre]. Adoption [10 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [12 novembre] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 783; Fa. 3, n° 7). — M. Silhol

dépose son rapport [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 839; Fa. 12, n° 28). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 867). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6683).

28. Proposition de loi de M. Deandreis, tendant à décider que toute création de Facultés nouvelles dans les Universités de l'État ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une loi [11 juillet] (V. loi 323. S. O.). — M. Thézard dépose son rapport [12 novembre] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 773; I. 9). — Adoption de la prise en considération [23 novembre] (A., t. I, p. 145; J.O., c.r., p. 827). — Commission : 1^{er} bureau, M. Ouvrier. 2^e bureau, M. Goujon. 3^e bureau, M. Depreux. 4^e bureau, M. Monservin. 5^e bureau, M. Delpech. 6^e bureau, M. Deandreis. 7^e bureau, M. Silhol. 8^e bureau, M. Wallon. 9^e bureau, M. Berthelot (J.O., p. 6416; F. 14). *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Delpech (J.O., p. 6451; F. 15).

29. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la suppression des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques [8 mai 1893]. — Rapport de M. Bardoux [19 juillet 1893]. M. Bardoux dépose un rapport supplémentaire [12 novembre] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 773; I. 10).

30. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi de M. Fresneau, concernant les droits des communes en matière d'enseignement primaire et secondaire. Déposée par M. Fresneau, qui développe sa proposition de loi et demande l'urgence qui est refusée [13 novembre] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 787, 800; I. 11). — M. Thézard dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; I. 63).

31. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aisne à modifier l'affectation d'une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Denêcheau [9 novembre]. Adoption [12 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [13 novembre] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 788; Fa. 4, n° 8). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 53, n° 148). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7286).

32. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Allier à

s'imposer extraordinairement (0 fr. 15 c.) (Réseau ferré d'intérêt local). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Denêcheau [9 novembre]. Adoption [12 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [13 novembre] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 788; Fa. 4, n° 9). — M. Dulac dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 51, n° 145). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7286).

33. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ariège à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Denêcheau [9 novembre]. Adoption [12 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [13 novembre] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 788; Fa. 4, n° 10). — M. Goujon dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 230; J.O., c.r., p. 904; Fa. 63, n° 178). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 933). — Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 7229).

34. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Denêcheau [9 novembre]. Adoption [12 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [13 novembre] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 788; Fa. 5, n° 11). — M. Goujon dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 230; J.O., c.r., p. 904; Fa. 63, n° 179). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 933). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7287).

35. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Pontallié [9 novembre]. Adoption [12 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [13 novembre] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 788; Fa. 5, n° 12). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 18, n° 42). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 868). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6682).

36. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Eure-

et-Loir à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Pontallié [9 novembre]. Adoption [12 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [13 novembre] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 788; Fa. 5, n° 13). — M. Silhol dépose son rapport [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 43, n° 115). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 893). — Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 6929).

37. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement (l. c. 77) (Service des aliénés et des enfants assistés). Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Pontallié [9 novembre]. Adoption [12 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [13 novembre] (A., t. I, p. 96; J.O., c.r., p. 788; Fa. 5, n° 14). — M. Fousset dépose son rapport [24 novembre] (A. t. I, p. 161; J.O., c.r., p. 841; Fa. 43, n° 29). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 867). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6682).

38. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels. Présenté à la Chambre des Députés [14 mars]. Rapport de M. le comte du Périer de Larsan [9 juillet, 3 novembre]. Adoption [13 novembre]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [16 novembre] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 803; I. 12). — M. de Verninac dépose son rapport [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 883; I. 40). — 1^{re} délibération: MM. Édouard Millaud, *président de la Commission*, Peytral, Buffet, Méline, *Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture*. Discussion générale: MM. Girault, Monis, Darbot, de Verninac, *rapporteur*, le comte de Blois, Diancourt. Adoption de l'article premier. Article 2: MM. Prevet, de Verninac, *rapporteur*, Le Cour Grandmaison, Turrel, *Ministre des Travaux publics*. Adoption, au scrutin, des deux premiers paragraphes de l'article 3. MM. le marquis de Carné, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, Jean Dupuy, Édouard Millaud, *président de la Commission*. Adoption de l'article 3. Articles 4 à 6. Adoption. Adoption de la proposition de loi en 1^{re} délibération [17 décembre] (A., t. I, p. 224; J.O., c.r., p. 899).

39. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver des engagements pris par le département d'Eure-et-Loir. Présenté à la Chambre des Députés

[11 juillet]. Rapport de M. Henri Huguet [12 novembre]. Adoption [14 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [16 novembre] (A., t. I, p. 130; J.O., c.r., p. 815; Fa. 6, n° 15). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 15, n° 34). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 868). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6682).

40. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pour les dépenses des aliénés et des enfants assistés. Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Pontallié [12 novembre]. Adoption [14 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [16 novembre] (A., t. I, p. 130; J.O., c.r., p. 815; Fa. 6, n° 16). — M. Durand dépose son rapport [26 novembre] (A., t. I, p. 164; J.O., c.r., p. 843; Fa. 19, n° 46). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 868). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6683).

41. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt de 34.000 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Pontallié [12 novembre]. Adoption [14 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [16 novembre] (A., t. I, p. 130; J.O., c.r., p. 815; Fa. 6, n° 17). — M. Fleury dépose son rapport [26 novembre] (A., t. I, p. 164; J.O., c.r., p. 843; Fa. 20, n° 47). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 868). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6683).

42. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Biarritz (Basses-Pyrénées) à emprunter une somme de 160.800 francs. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Amaury Simon [10 novembre]. Adoption [13 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [16 novembre] (A., t. I, p. 130; J.O., c.r., p. 815; Fa. 6, n° 18). — M. Durand dépose son rapport [26 novembre] (A., t. I, p. 164; J.O., c.r., p. 843; Fa. 19, n° 45). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 868). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6683).

43. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Gers à contracter deux emprunts de 300.000 francs et de 579.480 fr. 48. Présenté à la Chambre des Députés [11 juillet]. Rapport de M. Prud'homme-

Havette [13 novembre]. Adoption [16 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [17 novembre] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 821; Fa. 8, n° 20) — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 15, n° 35). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 868). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6682).

44. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, à titre d'intérêt général, d'un chemin de fer de Saint-Sever à Hagetmau [13 mars]. (V. loi 135. S. O.) — M. Bourganel dépose son rapport [17 novembre] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 821; I. 13). — Sur la demande de M. Bourganel, *rapporteur*, l'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [23 novembre] (A., t. I, p. 146; J.O., c.r., p. 827). — Promulgation (J.O., 6 décembre, p. 6634).

45. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la ville de Lyon, d'un chemin de fer d'intérêt local de la place Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse [7 juillet] (V. loi 304. S. O.). — M. Poirrier (Seine) dépose son rapport [17 novembre] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 821; I. 14). — 1^{re} délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 840). — Promulgation (J.O., 17 décembre, p. 6866).

46. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Valence (Drôme). Présenté à la Chambre des Députés [14 mars]. Rapport de M. Vogeli [5 novembre]. Adoption [14 novembre]. — Déposé par M. Boucher, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, et par M. Cochery, *Ministre des Finances* [19 novembre] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 823; I. 15). — M. Ratier dépose son rapport [30 novembre] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 858; I. 30). — 1^{re} délibération : M. Ratier, *rapporteur*, d'accord avec le Gouvernement, demande la déclaration de l'urgence, qui est prononcée. Adoption du projet de loi [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 884). — Promulgation (J.O., 15 décembre, p. 6830).

47. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Cannes (Alpes-Maritimes). Présenté à la Chambre des Députés [18 juin]. Rapport de M. Vogeli [5 novembre]. Adoption

[14 novembre]. — Déposé par M. Boucher, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, et par M. Cochery, *Ministre des Finances* [19 novembre] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 823; I. 16). — M. Ratier dépose son rapport [30 novembre] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 858; I. 29). — 1^{re} délibération : M. Ratier, *rapporteur*, demande la déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 884). — Promulgation (J.O., 15 décembre, p. 6830)

48. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver des conventions passées par l'Administration des Postes et des Télégraphes pour la location d'une partie de l'hôtel des postes à Marseille. Présenté à la Chambre des Députés [20 janvier]. Rapport de M. Vogeli [5 novembre]. Adoption [14 novembre]. — Déposé par M. Boucher, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, et par M. Cochery, *Ministre des Finances* [19 novembre] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 823; I. 17). — M. Ratier dépose son rapport [30 novembre] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 858; I. 31). — 1^{re} délibération : M. Ratier, *rapporteur*, d'accord avec le Gouvernement, demande la déclaration de l'urgence, qui est prononcée. Adoption du projet de loi [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 884). — Promulgation (J.O., 15 décembre, p. 6831).

49. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de Lanvéoc (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Pontallié [12 novembre]. Adoption [14 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [19 novembre] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 823; Fa. 9, n° 21). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 18, n° 44). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 868). — Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 6617).

50. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi du Quesnoy (Nord). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Pontallié [12 novembre]. Adoption [14 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [19 novembre] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 823; Fa. 9, n° 22). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 18, n° 43). — Adoption [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 868). — Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 6617).

51. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'élection des sénateurs. Présenté à la Chambre des Députés [16 mars 1894]. Rapport de M. Georges Trouillot [30 mai 1896]. Adoption [17 novembre]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Discussion sur l'urgence : MM. Destieux-Junca, le Président, Demôle, Darlan, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice et des Cultes*. Vote sur l'urgence. Rejet au scrutin [19 novembre] (A., t. I, p. 141; J.O., c.r., p. 824; I. 19). — Commission : 1^{er} bureau, M. Roger. 2^e bureau, M. Guyot. 3^e bureau, M. Trarieux. 4^e bureau, M. Durand-Savoyat. 5^e bureau, M. de Marcère. 6^e bureau, M. Gadaud. 7^e bureau, M. Édouard Millaud. 8^e bureau, M. de Casabianca. 9^e bureau, M. Duchesne-Fournet (J.O., p. 6416; F. 14). *Président*, M. de Marcère; *Secrétaire*, M. Durand-Savoyat (J.O., p. 6451; F. 15).

52. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser les dérogations à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845, en ce qui concerne les clôtures et barrières de chemins de fer [23 mars]. (V. loi 150. S. O.). — Rapport de M. Richard Waddington [11 juillet]. 1^{re} délibération : M. Richard Waddington, *rapporteur*. L'urgence est déclarée. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [19 novembre] (A., t. I, p. 140; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1931).

53. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune d'Angoulins (canton de la Rochelle-Est, arrondissement de la Rochelle, département de la Charente-Inférieure) la section de Chatelaillon pour l'ériger en commune distincte [19 juin]. (V. loi 221. S. O.). — M. Labrousse dépose son rapport [19 novembre] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 824; Fa. 10, n° 23). — Adoption [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 839). — Promulgation (J.O., 29 novembre, p. 6493).

54. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Gourdan, canton de Barbazan, arrondissement de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), la section de Scilhan pour l'ériger en commune distincte [1^{er} juin] (V. loi 185. S. O.). — M. Labrousse dépose son rapport [19 novembre] (A., t. I, p. 139; J.O., c.r., p. 824; Fa. 10, n° 24). — Adoption [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 840). — Promulgation (J.O., 29 novembre, p. 6494).

55. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour

objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Loire, des chemins de fer d'intérêt local à voie étroite de Saint-Héand à Pélussin et de Roanne à Boën [9 juillet] (V. loi 307. S. O.). — M. Krantz dépose son rapport [19 novembre] (A., t. I, p. 140; J.O. c.r., p. 824; I. 18). — 1^{re} délibération. Sur la demande de M. Krantz, *rapporteur*, l'urgence est déclarée. Adoption [24 novembre] (A. t. I, p. 161; J.O., c.r., p. 840). — Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 7003).

56. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département de la Mayenne d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite [10 juillet] (V. loi 311. S.O.). — M. Gadaud dépose son rapport [24 novembre] (A., t. I, p. 159; J.O., c.r., p. 839; I. 20). — 1^{re} délibération. Sur la demande de M. Cochery, *président de la Commission*, l'urgence est déclarée [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 869). — Promulgation (J.O., 20 décembre, p. 6930).

57. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Hilaire-de-Brens à Jallieu [7 juillet] (V. loi 303. S. O.). — M. de Sal dépose son rapport [24 novembre] (A., t. I, p. 159; J.O., c.r., p. 839; I. 21). — 1^{re} délibération. Sur la demande de M. de Sal, *rapporteur*, l'urgence est déclarée. Adoption du projet de loi [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 191; J.O., c.r., p. 869). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7040).

58. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre [7 juillet] (V. loi 305. S. O.). — M. Dellestable dépose son rapport [24 novembre] (A., t. I, p. 159; J.O., c.r., p. 839; I. 22). — Sur la demande du rapporteur, d'accord avec M. le Ministre des Travaux publics, l'urgence est déclarée. Adoption du projet de loi [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 871). — Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 6889).

59. Proposition de loi de M. Belle, ayant pour objet de modifier la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer [9 mars] (V. loi 130. S. O.). — M. Gilbert Gaillard dépose son rapport [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 839; I. 23). — Discussion. Adoption de la prise en considération [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 869). — Commission : 1^{er} bureau, M. Roger. 2^e bureau, M. Baduel. 3^e bureau, M. Belle. 4^e bureau, M. Ouvrier. 5^e bureau, M. Anglès. 6^e bureau, M. Le Royer. 7^e bu-

reau, M. Adolphe Cochery. 8^e bureau, M. Dulac. 9^e bureau, M. Bastide (J.O., p. 6716; F. 19). *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Baduel (J.O., p. 6777; F. 20).

60. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Bareilles (Hautes-Pyrénées). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Amaury Simon [17 novembre]. Adoption [19 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [24 novembre] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 841; Fa. 14, n^o 31). — M. Fousset dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887; Fa. 46, n^o 126). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 932). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7290).

61. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Oran à contracter un emprunt de 1 million de francs. Présenté à la Chambre des Députés [31 octobre]. Rapport de M. Chandioux [20 novembre]. Adoption [23 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [24 novembre] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 841; Fa. 14, n^o 32). — M. Dulac dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 51, n^o 142). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7287).

62. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Gentilly (canton de Villejuif, arrondissement de Sceaux, département de la Seine) la section du Kremlin-Bicêtre pour l'ériger en commune distincte. Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Surchamp [20 novembre]. Adoption [23 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [24 novembre] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 841; Fa. 14, n^o 33). — M. Silhol dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 29, n^o 74). — Adoption [11 décembre] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 888). — Promulgation (J.O., 17 décembre, p. 6865).

63. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection de la santé publique [11 juillet 1893] (V. loi 5. S. Ex.). — M. Cornil dépose son rapport [27 décembre 1895]. M. Cordet est élu président en remplacement de M. Berthelot, nommé *Ministre des Affaires étrangères* (J.O., p. 336; F. 3). — 1^{re} délibération. Sont entendus :

MM. Cornil, *rapporteur*, Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [24 novembre] (A., t. I, p. 161; J.O., c.r., p. 841). — Commission : 1^{er} bureau, M. Labbé. 2^e bureau, M. Berthelot. 3^e bureau, M. Rolland. 4^e bureau, M. Camecasse. 5^e bureau, M. Demoullins de Riols. 6^e bureau, M. Lesouëf. 7^e bureau, M. Darbot. 8^e bureau, M. Cordelet. 9^e bureau, M. Cornil, *rapporteur*.

64. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir sur l'exercice 1896, au Ministre de l'Intérieur, un crédit supplémentaire de 315.000 francs [11 juillet] (V. loi 320. S. O.). — M. Guyot dépose son rapport [24 novembre] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 841; I. 25). — Adoption, au scrutin, du projet de loi [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 869). — Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 6681).

65. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Langres (Haute-Marne). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Brune [13 novembre]. Adoption [16 novembre]. Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 17, n° 38). — M. Dulac dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 871; Fa. 31, n° 77). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 892). — Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 6890).

66. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Carantec (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Brune [13 novembre]. Adoption [16 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 17, n° 38). — M. Dulac dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 871; Fa. 31, n° 76). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 892). — Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 6890).

67. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Annecy (Haute-Savoie). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Brune [13 novembre]. Adoption [16 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 17, n° 40). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 187; J.O. c.r., p. 867; Fa. 28, n° 70). — Adoption [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 834). — Promulgation (J.O., 11 décembre, p. 6757).

68. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Audierne (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Brune [13 novembre]. Adoption [16 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 21, n° 48). — M. Dulac dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 871; Fa. 31, n° 78). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 893). — Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 6889).

69. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Steenvoorde (Nord). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Braud [16 novembre]. Adoption [18 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 21, n° 49). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 867; Fa. 28, n° 74). — Adoption [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 884). — Promulgation (J.O., 11 décembre, p. 6757).

70. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Paimbœuf (Loire-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Amaury Simon [17 novembre]. Adoption [19 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 21, n° 50). — M. Fousset dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887; Fa. 46, n° 124). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7037).

71. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Sens (Yonne). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Braud [16 novembre]. Adoption [18 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 21, n° 51). — M. Fousset dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887; Fa. 46, n° 125). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7040).

72. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de

Rouen (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Braud [16 novembre]. Adoption [18 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 22, n° 52). — M. Silhol dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 29, n° 73). — Adoption [11 décembre] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 888). — Promulgation (J.O., 15 décembre, p. 6829).

73. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Voiron (Isère). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Braud [16 novembre]. Adoption [18 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 22, n° 53). — M. Fleury dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 871; Fa. 32, n° 79). — Adoption [11 décembre] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 888). — Promulgation (J.O., 15 décembre, p. 6829).

74. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Trouville (Calvados). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Braud [16 novembre]. Adoption [18 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 22, n° 54). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 867; Fa. 28, n° 72). — Adoption [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 884). — Promulgation (J.O., 11 décembre, p. 6758).

75. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange entre l'État et la ville de Rouen (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Braud [16 novembre]. Adoption [18 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 23, n° 55). — M. Fleury dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 871; Fa. 32, n° 80). — Adoption [11 décembre] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 889). — Promulgation (J.O., 19 décembre, p. 6905).

76. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Morbihan à contracter un emprunt de 97.800 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [9 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon

[23 novembre]. Adoption [25 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 16, n° 36). — M. Dulac dépose son rapport [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 883; Fa. 36, n° 91). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 893). — Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 7001).

77. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt de 963.026 fr. 65. Présenté à la Chambre des Députés [18 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [23 novembre]. Adoption [25 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 16, n° 37). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 54, n° 152). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 933). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7288).

78. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Saône-et-Loire à contracter un emprunt de 52.400 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [18 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [25 novembre]. Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 165; J.O., c.r., p. 847; Fa. 24, n° 56). — M. Dulac dépose son rapport [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 883; Fa. 36, n° 90). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 218; J.O. c.r., p. 893). — Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 7002).

79. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt de 106.000 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [31 octobre]. Rapport de M. Amaury Simon [25 novembre]. Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 165; J.O., c.r., p. 847; Fa. 24, n° 57). — M. Haulon dépose son rapport. Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 934, 935; Fa. 74, n° 207). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7288).

80. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt de 200.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [31 octobre]. Rapport de M. Amaury Simon

[25 novembre]. Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 24, n° 58). — M. Silhol dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 45, n° 122). — Adoption [17 décembre] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 898). — Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 7229).

81. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Loir-et-Cher à contracter un emprunt de 1.672.800 francs. Présenté à la Chambre des Députés [18 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [24 novembre]. Adoption [26 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 25, n° 59). — M. Dulac dépose son rapport [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 883; Fa. 36, n° 89). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 893). — Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 7001).

82. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cantal à contracter un emprunt de 101.600 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [6 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [24 novembre]. Adoption [26 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 25, n° 60). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 53, n° 149). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7286).

83. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Gironde à contracter un emprunt de 37.000 francs (Chemins vicinaux ordinaires). Présenté à la Chambre des Députés [6 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [24 novembre]. Adoption [26 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 25, n° 61). — M. Dulac dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 51, n° 143). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7287).

84. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Jura à emprunter une somme de 100.000 francs (Asile d'aliénés de Saint-Ylic).

Présenté à la Chambre des Députés [10 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [24 novembre]. Adoption [26 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 26, n° 62). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 53, n° 150). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7287).

85. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt de 86.000 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [9 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [24 novembre]. Adoption [26 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 26, n° 63). — M. Silhol dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 45, n° 123). — Adoption [17 décembre] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 898). — Promulgation (J.O. 23 décembre p. 7003).

86. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Nantes (Loire-Inférieure) et à autoriser cette ville à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [18 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [24 novembre]. Adoption [26 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 26, n° 64). — M. Dulac dépose son rapport [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 883; Fa. 37, n° 94). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 893). — Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 7002).

87. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à contracter un emprunt de 113.153 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [21 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [26 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 27, n° 65). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 54, n° 151). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 933). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7289).

88. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt de 265.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [26 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 27, n° 66). — M. Dulac dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 51, n° 144). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O. c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1897, p. 2).

89. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt de 103.110 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [21 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [26 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 27, n° 67). — M. Silhol dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 45, n° 121). — Adoption [17 décembre] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 898). — Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 7003).

90. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement (1 c. 81) (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [21 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [26 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 27, n° 68). — M. Silhol dépose son rapport [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 833; Fa. 43, n° 116). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 894). — Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 7002).

91. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Meaux (Seine-et-Marne) à emprunter une somme de 1.247.568 francs. Présenté à la Chambre des Députés [20 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [26 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 847; Fa. 27, n° 69). — M. Dulac dépose son rapport [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 883; Fa. 37, n° 93). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 893). — Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 7002).

92. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'ins-

cription maritime [9 juin] (V. loi 190. S. O.). — Rapport de M. Taulier [9 juillet]. 1^{re} délibération. Sont entendus : MM. l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, Richard Waddington. Déclaration de l'urgence. Articles 1 à 3. Adoption. Articles 4 à 6. Adoption. Article 7. Amendement de M. Delobeaue : MM. Delobeaue, Taulier, *rapporteur*, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 7. Articles 8 et 9. Adoption. Article 10 : MM. Halgan, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, Taulier, *rapporteur*, marquis de Carné. Adoption de l'article 10. Articles 11 à 29. Adoption. Article 30. Amendement de M. Delobeaue : MM. Delobeaue, Taulier, *rapporteur*, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 30. Articles 31 à 84. Adoption. Article 85. Amendement de M. Delobeaue : M. Delobeaue. Retrait de l'amendement par son auteur. Article 85. Adoption. Articles 86 à 90. Adoption. Article 91. Retrait de l'amendement de M. Delobeaue par son auteur. Adoption de l'article 91. Vote sur l'ensemble du projet de loi : MM. Halgan, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. Adoption [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 848). — Sur la demande de M. Taulier, *rapporteur*, M. le Président propose d'adopter la rectification de diverses erreurs qui se sont glissées dans le texte de cette loi [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 892). — Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 7141).

93. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant le décret-loi du 11 mai 1807, relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères. Présenté à la Chambre des Députés [29 octobre]. Rapport de M. Émile Chevalier [21 novembre]. Adoption [27 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission des finances : M. Cochery, *Ministre des Finances*. Déclaration de l'urgence. M. Boulanger dépose son rapport et en donne lecture. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 novembre] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 848, 858; I. 28, 32). — Promulgation (J.O., 1^{er} décembre, p. 6537).

94. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur le recrutement et l'organisation des services militaires aux colonies. Déposée par M. Isaac [30 novembre] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 861; I. 35).

95. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur le régime judiciaire aux colonies. Déposée par M. Isaac [30 novembre] (A., t. I, p. 183; J.O., c.r., p. 861; I. 36).

96. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) de terrains domaniaux situés sur la 2^e zone des terre-pleins des quais du port de la Pallice, en vue de l'installation de magasins publics et autres établissements en usage relatifs à l'exploitation du port. Présenté à la Chambre des Députés [8 février]. Rapport de M. Descubes [23 juin]. Adoption [30 novembre]. — Déposé par MM. les Ministres des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et des Finances [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r. p. 872; I. 38). — Commission: 1^{er} bureau, M. Goujon. 2^e bureau, M. Froment. 3^e bureau, M. Théodore Girard. 4^e bureau, M. Labrousse. 5^e bureau, M. Farinole. 6^e bureau, M. Barbedette. 7^e bureau, M. Drouhet. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Laporte-Bisquit (J.O., p. 6894; F. 22). *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Théodore Girard; *Rapporteur*, M. Barbedette (J.O., p. 6912; F. 23). — M. Barbedette dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 254; J.O., c.r., p. 924, 932; I. 68). — Promulgation (J.O., 19 janvier, p. 453).

97. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Ferrières-Courçon à Epannes et d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de chemins de fer départementaux pour la concession de cette ligne. Présenté à la Chambre des Députés [30 mars]. Rapport de M. Montaut [9 juillet]. Adoption [20 novembre]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics*, et par M. Cochery, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; I. 39).

98. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de la Roche (Haute-Savoie). Présenté à la Chambre des Députés [19 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [26 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 34, n° 82). — M. Dulac dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 50, n° 138). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7039).

99. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Péronne (Somme). Présenté à la Chambre des Députés [19 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [26 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 34, n° 83). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 69, n° 197). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 943). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7039).

100. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Nantua (Ain). Présenté à la Chambre des Députés [19 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [26 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 34, n° 84). — M. Dulac dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 918; Fa. 68, n° 191).

101. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Lyon (Rhône). Présenté à la Chambre des Députés [19 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [26 novembre]. Adoption [28 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 34, n° 85). — M. Dulac dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 57, n° 163). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7038).

102. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Sedan (Ardennes). Présenté à la Chambre des Députés [19 novembre]. Rapport de M. Brune [27 novembre]. Adoption [30 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 35, n° 86). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 69, n° 198). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7036).

103. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Barbezieux (Charente). Présenté à la Chambre des Députés [19 novembre]. Rapport de M. Brune [27 novembre]. Adoption [30 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I,

p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 35, n° 87). — M. Dellestable dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 58, n° 166). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r. p. 940). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7036).

104. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Lambézellec (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [19 novembre]. Rapport de M. Brune [27 novembre]. Adoption [30 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 35, n° 88). — M. Dulac dépose son rapport [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 833; Fa. 36, n° 92). — Adoption [14 décembre] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 893). — Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 6890).

105. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt de 45.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 26). Présenté à la Chambre des Députés [21 novembre]. Rapport de M. Brune [27 novembre]. Adoption [30 novembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [4 décembre] (A. t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 33, n° 81). — M. Dulac dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887; Fa. 44, n° 119). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 919). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 7290).

106. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à s'imposer extraordinairement [7 juillet] (V. loi 294. S. O.). — M. Dulac dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 871; Fa. 30, n° 75). — Adoption [11 décembre] (A., t. I, p. 213; J.O., c.r., p. 888). — Promulgation (J.O., 17 décembre, p. 6865).

107. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1896, un crédit extraordinaire de 4.500.000 francs pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam [22 juin] (V. loi 227. S. O.). — M. Franck Chauveau dépose son rapport [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; I 37). — Discussion générale. Adoption, au scrutin, du projet de loi [14 décembre] (A., t. I, p. 219; J.O., c.r., p. 894). — Promulgation (J.O., 12 janvier, p. 217).

108. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée (Hommes exclus de l'armée). Présenté à la Chambre des Députés [6 juillet]. Rapport de M. Marc Saurct [11 juillet]. Adoption [23 novembre]. — Déposé par MM. les Ministres de la Marine et de la Guerre [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; I. 42).

109. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1896, de crédits supplémentaires montant à 500.000 francs, pour l'application de la loi sur le recrutement à la Réunion. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. Jules Siegfried [10 novembre]. Adoption [7 décembre]. — Déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; I. 41). — M. Godin dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 250; J.O., c.r., p. 921; I. 66).

110. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montpellier (Hérault) à emprunter une somme de 668.900 francs. Présenté à la Chambre des Députés [18 novembre]. Rapport de M. Chandieux [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 38, n° 95). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 69; n° 195). Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 942). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7291).

111. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Valence (Drôme) à s'imposer extraordinairement (13 c.). Présenté à la Chambre des Députés [18 novembre]. Rapport de M. Chandieux [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 38, n° 96). — M. Dulac dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887; Fa. 44, n° 120). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 919). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7287).

112. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Dijon (Côte-d'Or) à changer l'affectation de fonds d'emprunt. Présenté à la Chambre des

Députés [18 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [3 décembre]. Adoption [5 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r. p. 883; Fa. 38, n° 97). — M. Haulon dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 59, n° 169). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O. c.r., p. 933). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7290).

113. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Savoie à contracter un emprunt de 15.066 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 07) (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} décembre]. Rapport de M. François Hugues [4 décembre]. Adoption [7 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 38, n° 98). — M. Haulon dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 59, n° 168). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 933). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7289).

114. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Nantes (Loire-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [24 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O. c.r., p. 883; Fa. 39, n° 99). — M. Dulac dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 56, n° 157). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 939). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7037).

115. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Laon (Aisne). Présenté à la Chambre des Députés [28 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 39, n° 100). — M. Dulac dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 50, n° 137). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 919). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7036).

116. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Tulle (Corrèze). Présenté à la Chambre des Députés [26 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre].

— Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 39, n° 101). — M. Dellestable dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 55, n° 153). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 8037).

117. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Charleville (Ardennes). Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 39, n° 102). — M. Alexandre Lefèvre dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 69, n° 196). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 942). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7036).

118. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Marseille (Bouches-du-Rhône). Présenté à la Chambre des Députés [25 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 40, n° 103). — M. Dulac dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 57, n° 159). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7036).

119. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Chambéry (Savoie). Présenté à la Chambre des Députés [24 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 40, n° 104). — M. Dulac dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887; Fa. 44, n° 117). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 918). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7038).

120. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de la Mure (Isère). Présenté à la Chambre des Députés [24 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 40, n° 105). — M. Dulac dépose son

rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 56, n° 158). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 939). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7037).

121. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Cluses (Haute-Savoie). Présenté à la Chambre des Députés [24 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 40, n° 106). — M. Dulac dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 50, n° 140). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7038).

122. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie). Présenté à la Chambre des Députés [25 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 41, n° 107). — M. Dulac dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887; Fa. 44, n° 118). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 919). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7038).

123. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Segré (Maine-et-Loire). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 41, n° 108). — M. Dellestable dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 58, n° 167). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7037).

124. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Montmorillon (Vienne). Présenté à la Chambre des Députés [17 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [1^{er} décembre]. Adoption [3 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 41, n° 109). — M. Dellestable dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 58, n° 164). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7039).

125. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie). Présenté à la Chambre des Députés [24 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 41, n° 110). — M. Dulac dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 50, n° 139). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7038).

126. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Bonneville (Haute-Savoie). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 42, n° 111). — M. Dulac dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891; Fa. 51, n° 141). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 920). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7038).

127. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Magnac-Laval (Haute-Vienne). Présenté à la Chambre des Députés [17 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [1^{er} décembre]. Adoption [3 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 42, n° 112). — M. Dellestable dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 58, n° 165). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7039).

128. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Tarascon (Bouches-du-Rhône). Présenté à la Chambre des Députés [24 novembre]. Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 42, n° 113). — M. Dulac dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 67, n° 187).

129. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Vizille (Isère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre].

Rapport de M. Alexandre Bérard [2 décembre]. Adoption [4 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; Fa. 42, n° 114). — M. Dulac dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 57, n° 160). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7037).

130. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi du Palais (Morbihan). Présenté à la Chambre des Députés [24 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [4 décembre]. Adoption [7 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 48, n° 131). — M. Dulac dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 68, n° 193).

131. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [25 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [4 décembre]. Adoption [7 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 48, n° 132). — M. Dulac dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 56, n° 155). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 939). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7039).

132. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Roscoff (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [4 décembre]. Adoption [7 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 48, n° 133). — M. Dulac dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 68, n° 192).

133. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Coray (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [5 décembre]. Adoption [8 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 48, n° 134). — M. Dulac dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 67, n° 188).

134. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, portant création d'une surtaxe à l'octroi de Plouhinec (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [5 décembre]. Adoption [8 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 48, n° 135). — M. Dulac dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 56, n° 154). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 939). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7040).

135. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt de 166.000 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [25 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [8 décembre]. Adoption [10 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 47, n° 127). — M. Dulac dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 57, n° 162). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 933). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7288).

136. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt de 141.636 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 44) (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des députés [25 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [8 décembre]. Adoption [10 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 47, n° 128). — M. Haulon dépose son rapport. Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 934, 935; Fa. 73, n° 204). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7286).

137. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt de 50.000 francs (Pont suspendu de Valence sur le Rhône). Présenté à la Chambre des Députés [25 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [7 décembre]. Adoption [9 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 47, n° 129). — M. Haulon dépose son rapport. Discussion immédiate. Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 934, 935; Fa. 73, n° 205). — Promulgation (J.O., 1^{er} janvier, 1897, p. 1).

138. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Lot à contracter un emprunt de 86.400 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [10 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [7 décembre]. Adoption [9 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 47, n° 130). — M. Dulac dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 57, n° 161). — Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 933). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7289).

139. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de postes de commis-greffiers dans divers tribunaux. Présentée à la Chambre des Députés [25 novembre 1893]. Rapport de M. Odilon-Barrot [15 mars 1894]. Adoption [9 décembre 1896]. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 888; I. 43). — Commission : 1^{er} bureau, M. Roger. 2^e bureau, M. Francoz. 3^e bureau, M. Pradal. 4^e bureau, M. Le Cour Grandmaison. 5^e bureau, M. Parissot. 6^e bureau, M. Folliet. 7^e bureau, M. Barrière. 8^e bureau, M. Chovet. 9^e bureau, M. Fougéirol (J.O., p. 6894, F. 22). *Président*, M. Roger; *Secrétaire et rapporteur*, M. Francoz (J.O., p. 6912; F. 23). — M. Francoz dépose son rapport et en donne lecture. Demande la déclaration de l'urgence, qui est prononcée. Discussion immédiate. Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 941; I. 76). — Promulgation (J.O., 11 février, p. 913).

140. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'office sur la commune de Grues (Vendée) d'une imposition extraordinaire [7 juillet] (V. loi 293. S. O). — M. Haulon dépose son rapport [11 décembre] (A., t. I, p. 214; J.O., c.r., p. 889; Fa. 49, n° 136). — Discussion. Sont entendus : MM. Biré, Haulon, *rapporteur*. Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 264; J.O., c.r., p. 919). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7288).

141. Exposé des motifs et texte : 1^o d'une proposition de loi complémentaire relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière; 2^o d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réforme du régime hypothécaire. Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} février 1894]. 1^o Proposition déposée par MM. Thézard et Brusset; 2^o projet de loi déposé par M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes*. 1^o [28 octobre 1895] (A., t. I, p. 15; J.O., c.r., p. 865; I. 8); 2^o [27 novembre] (J.O., c.r., p. 709; I. 2). — Les deux Commissions ayant été fusionnées, se composent : la 1^{re} : 1^{er} bu-

reau, M. Grivart. 2^e bureau, M. Eugène Guérin. 3^e bureau, M. Marquis. 4^e bureau, M. Thézard. 5^e bureau, M. Drumel. 6^e bureau, M. Brusset. 7^e bureau, M. Denormandie. 8^e bureau, M. Maxime Lecomte. 9^e bureau, M. Cordelet; la 2^e : 1^{er} bureau, M. Émile Labiche. 2^e bureau, M. Salomon. 3^e bureau, M. Bérenger. 4^e bureau, M. Jules Cazot. 5^e bureau, M. Cordelet. 6^e bureau, M. Dufoussat. 7^e bureau, M. Pradal. 8^e bureau, M. Ratier. 9^e bureau, M. Pauliac. Sont nommés : *Président*, M. Jules Cazot; *Vice-Président*, M. Grivart; *Secrétaire*, M. Dufoussat (J.O., p. 6777; F. 20).

142. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, pour les avances en argent à fournir à l'État par cette Compagnie en 1897. Présenté à la Chambre des Députés [30 juin]. Rapport de M. Alicot [10 juillet]. Adoption [11 décembre]. Déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; I. 44).

143. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Civray (Vienne). Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [9 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 52, n° 146). — M. Dulac dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 67, n° 190).

144. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Clermont (Oise). Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [9 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 891; Fa. 52, n° 147). — M. Dulac dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; Fa. 67, n° 189).

145. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la Caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes [13 mars] (V. loi 141. S. O.). — M. Guyot dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 892; I. 46).

146. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant

à appliquer la loi du 29 juin 1894 aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs [23 décembre 1895]. M. Félix Martin dépose son rapport [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 892; I. 45).

147. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur les associations pour l'exploitation de la pêche dans les cours d'eau non navigables ni flottables. Déposée par M. Gadaud, au nom d'un grand nombre de ses collègues et au sien [14 décembre] (A., t. I, p. 219; J.O., c.r., p. 894; I. 49).

148. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement, dans les départements des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes, d'une nouvelle route nationale reliant le pont de Gueydon, route nationale n° 207, et Barcelonnette, en passant par le col de la Cayolle. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre]. Rapport de M. de Lasteyrie [21 novembre]. Adoption [7 décembre]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics*, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; I. 54). — M. Poirrier (Seine) dépose son rapport et en donne lecture [18 décembre] (A., t. I, p. 250; J.O., c.r., p. 921; I. 65). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7291).

149. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt de 136.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 18) (Caserne de gendarmerie à Fougères). Présenté à la Chambre des Députés [4 décembre]. Rapport de M. Reboulin [12 décembre]. Adoption [15 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [17 décembre] (A. t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 61, n° 175). — M. Haulon dépose son rapport. Discussion immédiate. Adoption [18 décembre] (A., t. I, 266; J.O., c.r., p. 934, 935; Fa. 73, n° 206). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7288).

150. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Vaucluse à contracter un emprunt de 35.391 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 097) (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [8 décembre]. Rapport de M. Reboulin [12 décembre]. Adoption [15 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 61, n° 176). — M. Haulon dépose son rapport. Discussion immédiate. Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 934, 935; Fa. 74, n° 208). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7289).

151. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, établissant au port de Rouen un péage de 15 centimes, destiné à remplacer les droits d'étal, d'attache, etc., établis par l'ordonnance du 8 octobre 1815. Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} décembre]. Rapport de M. de Lasteyrie [8 décembre]. Adoption [11 décembre]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics*, au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de M. le Ministre de l'Intérieur, de M. le Ministre des Finances et au sien [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 62, n° 177). — M. Dulac dépose son rapport. Discussion immédiate. Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 918, 934; Fa. 68, n° 194). — Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 7253).

152. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Arcachon (Gironde). Présenté à la Chambre des Députés [24 novembre]. Rapport de M. Chandieux [10 décembre]. Adoption [12 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 60, n° 170). — M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 934; Fa. 75, n° 211).

153. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Condé-sur-l'Escaut (Nord). Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [10 décembre]. Adoption [12 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 60, n° 171). — M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 934; Fa. 75, n° 212).

154. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [26 novembre]. Rapport de M. Amaury Simon [10 décembre]. Adoption [12 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 60, n° 172). — M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 934; Fa. 75, n° 213).

155. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Pont-l'Évêque (Calvados). Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Chandieux [10 décembre]. Adoption [12 décembre].

bre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.-O., c.r., p. 898; Fa. 60, n° 173). — M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 934; Fa. 77, n° 219).

156. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes). Présenté à la Chambre des Députés [25 novembre]. Rapport de M. Chandioux [10 décembre]. Adoption [12 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; Fa. 60, n° 174). — M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 934; Fa. 76, n° 217).

157. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de l'Intérieur, de la Marine et de l'Agriculture, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire de 250.000 francs pour secourir les victimes des tempêtes des 4, 5 et 6 décembre 1896. Présenté à la Chambre des Députés [8 décembre]. Rapport de M. Camille Krantz [11 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, de la Marine, de l'Agriculture et des Finances. M. Morel dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, du projet de loi [17 décembre] (A., t. I, p. 222, 223; J.O., c.r., p. 898, 899; I. 51, 52). — Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 7148).

158. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Carhaix à Châteaulin. Présenté à la Chambre des Députés [11 juillet]. Rapport de M. Amaury Simon [4 décembre]. Adoption [8 décembre]. — Déposé par M. Turrel, *Ministre des Travaux publics* [17 décembre] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 898; I. 53).

159. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896, l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos, l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. Présenté à la Chambre des Députés [11 juin]. Rapport de M. Camille Krantz [11 décembre]. Adoption [17 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Morel, *rapporteur général du budget*, dépose son rapport et

en donne lecture. Déclaration de l'urgence [17 décembre] (A., t. I, p. 230; J.O., c.r., p. 904; I. 59, 69).— Discussion immédiate. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [18 décembre] (A., t. I, p. 250; J.O., c.r., p. 925). — Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 7094).

160. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1^o ouverture, sur l'exercice 1897, de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1897 et montant à 473.593.196 francs; 2^o autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Camille Krantz [16 décembre]. Adoption [17 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [17 décembre] (A., t. I, p. 231; I. 60). — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 928; I. 70). — Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 7096).

161. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant établissement d'une surtaxe à l'octroi d'Ax-les-Thermes (Ariège) [7 juillet]. (V. loi 310. S. O.).— M. Dulac dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; Fa. 56, n^o 156). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 939).— Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7040).

162. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'un avenant au traité du 10 octobre 1884, passé entre la Compagnie des chemins de Paris à Lyon et à la Méditerranée et la Compagnie concessionnaire des chemins de fer du Vieux-Port et de la banlieue sud de Marseille [25 mars 1895]. — M. Silhol dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; I. 56).

163. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver une convention passée entre l'État et le département de la Haute-Vienne, pour la liquidation de la dette départementale relative aux subventions promises pour la construction de chemins de fer d'intérêt général [27 décembre 1895]. — M. Waddington dépose son rapport [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; I. 50). — Discussion. M. Waddington, *rapporteur*, demande la déclaration de l'urgence, qui est prononcée. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet de loi [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 941). — Promulgation (J.O., 30 janvier, p. 670).

164. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 24 juillet 1873, relative à l'organisation générale de l'armée [6 juillet] (V. loi 291. S. O.). — *Rapporteur* : M. Gadaud (J.O., p. 6894; F. 22). — M. Gadaud dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; I. 64).

165. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine [19 mars] (V. loi 147. S. O.). — *Rapporteur* : M. Legludic (J.O., p. 6894; F. 22).

166. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt de 83.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 19) (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [9 décembre]. Rapport de M. François Hugues [15 décembre]. Adoption [17 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 918; Fa. 66, n° 186).

167. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Mende (Lozère). Présenté à la Chambre des Députés [24 novembre]. Rapport de M. Chandioux [11 décembre]. Adoption [14 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 247, 266; J.O., c.r., p. 918, 934; Fa. 64, 76, nos 180, 216).

168. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Rambouillet (Seine-et-Oise). Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre]. Rapport de M. Reboulin [12 décembre]. Adoption [15 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Dulac dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 247, 266; J.O., c.r., p. 918, 928; Fa. 64, 72, nos 181, 202). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 943). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7039).

169. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [11 décembre]. Rapport de M. Reboulin [14 décembre]. Adoption [16 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*.

M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, 247; J.O., c.r., p. 918, 934; Fa. 64, 76, nos 182, 214).

170. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais). Présenté à la Chambre des Députés [28 novembre]. Rapport de M. Chandioux [14 décembre]. Adoption [16 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 918, 934; Fa. 65, 77, nos 183, 218).

171. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise). Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre]. Rapport de M. Chandioux [14 décembre]. Adoption [16 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 918, 934; Fa. 65, 77, nos 184, 220).

172. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Melun (Seine-et-Marne). Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre]. Rapport de M. Reboulin [12 décembre]. Adoption [15 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 918, 934; Fa. 65, 76, nos 185, 215).

173. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la fixation d'un contingent annuel de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires à attribuer aux différents corps composant la réserve de l'armée navale, y compris les équipages de la flotte et les troupes de la marine. Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre]. Rapport de M. Abel [30 novembre]. Adoption [17 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre de la Marine et au sien. M. Choivet dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 263; J.O., c.r., p. 932, 934; I. 62, 72). — Promulgation (J.O., 1^{er} janvier 1897, p. 2).

174. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant concession de pensions proportionnelles aux quartiers-maîtres des équipages de la flotte réunissant quinze années de services et reconnus impropres à l'embarquement par suite

des fatigues de la navigation. Présenté à la Chambre des Députés [8 février 1894]. Rapport de M. Armez [29 octobre 1896]. Adoption [17 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre de la Marine et au sien. M. Chovet dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 263; J.O., c.r., p. 918, 932; I. 61, 73).

175. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aube à contracter un emprunt de 27.000 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [11 décembre]. Rapport de M. François Hugues [16 décembre]. Adoption [18 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*. M. Haulon dépose son rapport [18 décembre] (A., t. I, p. 258, 266; J.O., c.r., p. 928, 934; Fa. 70, 74, n^{os} 199, 209). — Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 275; J.O., c.r., p. 940). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7290).

176. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Finistère à contracter un emprunt de 22.971 francs (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [11 décembre]. Rapport de M. François Hugues [16 décembre]. Adoption [17 décembre]. — Déposé par M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur* [18 décembre] (A., t. I, p. 258; J.O., c.r., p. 928; Fa. 70, n^o 200). — M. Haulon dépose son rapport et en donne lecture. Demande la déclaration de l'urgence, qui est prononcée. Discussion immédiate. Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 278; J.O., c.r., p. 943; Fa. 74, n^o 210). — Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 7290).

177. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver les conventions passées : 1^o entre l'État et la ville d'Oran; 2^o entre ladite ville et la Société immobilière d'Oran, pour la cession et la transformation d'établissements militaires. Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} décembre]. Rapport de M. Saint-Germain. Adoption [17 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre de la Guerre, de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien. M. Dulac dépose son rapport. Discussion immédiate. Adoption [18 décembre] (A., t. I, p. 266; J.O., c.r., p. 928, 935; Fa. 71, 72, n^{os} 201, 203). — Promulgation (J.O., 13 janvier, p. 233).

178. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention portant cession par l'État au département du Var d'un terrain militaire

à Toulon. Présenté à la Chambre des Députés [11 décembre]. Rapport de M. Abel [17 décembre]. Adoption [18 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*, au nom de M. le Ministre de la Guerre, de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien [18 décembre] (A., t. I, p. 269; J.O., c.r., p. 936; Fa. 78, n° 221).

179. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Bourgoin (Isère). Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Abel [17 décembre]. Adoption [18 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [18 décembre] (A. t. I, p. 269; J.O., c.r., p. 936; Fa. 79, n° 222).

180. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Poissy (Seine-et-Oise). Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre]. Rapport de M. François Hugues [16 décembre]. Adoption [18 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [18 décembre] (A., t. I, p. 269; J.O., c.r., p. 936; Fa. 79, n° 223).

181. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Hirson (Aisne). Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre]. Rapport de M. Émile Morlot [16 décembre]. Adoption [18 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [18 décembre] (A., t. I, p. 269; J.O., c.r., p. 936; Fa. 76, n° 224).

182. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Vouziers (Ardennes). Présenté à la Chambre des Députés [7 décembre]. Rapport de M. François Hugues [16 décembre]. Adoption [18 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances* [18 décembre] (A., t. I, p. 269; J.O., c.r., p. 936; Fa. 79, n° 225).

183. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire, sur l'exercice 1896, pour les dépenses de l'Exposition internationale de Bruxelles. Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. Charles-Roux [5 novembre]. Adoption [18 décembre]. — Déposé par M. Méline, *Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture* [18 décembre] (A., t. I, p. 269; J.O., c.r., p. 936; I. 74). — M. Silhol dépose son rapport et en donne lecture. Demande la déclaration de l'urgence, qui est pro-

noncée. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, du projet de loi [19 décembre] (A., t. I, p. 276; J.O., c.r., p. 941; I. 75). — Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 7093).

184. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. Présenté à la Chambre des Députés [6 novembre]. Rapport de M. Camille Krantz [13 novembre]. Adoption [17 novembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence [17 décembre] (A., t. I, p. 230; J.O., c.r., p. 904; I. 57, 58). — Discussion immédiate. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [18 décembre] (A., t. I, p. 250; J.O., c.r., p. 921). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7029).

185. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Barcelonnette (Basses-Alpes). Présenté à la Chambre des Députés [10 décembre]. Rapport de M. François Hugues [15 décembre]. Adoption [17 décembre]. — Déposé par M. Cochery, *Ministre des Finances*. M. Dulac dépose son rapport et en donne lecture. Demande la déclaration de l'urgence, qui est prononcée. Discussion immédiate. Adoption [19 décembre] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 943; Fa. 80, 81, n° 226, 227). — Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 7036).

LOT (département du). — Emprunt de 86.400 francs (Chemins vicinaux). V. loi 138.

LOUBET. Drôme. *Président du Sénat.* — Donne lecture du décret de M. le Président de la République convoquant le Sénat et la Chambre des Députés, en session extraordinaire, pour le 27 octobre. Aux termes de l'article 11 de la loi constitutionnelle du 16 juin 1895, le bureau du Sénat est élu pour la session ordinaire et extraordinaire de l'année. En conséquence, M. le Président déclare la session extraordinaire ouverte. M. le Président donne communication d'une lettre de M. le Président de la République relative à un télégramme que S. M. l'Empereur de Russie lui a adressé avant de franchir la frontière et dans lequel Sa Majesté lui exprime combien S. M. l'Impératrice et lui ont été tou-

chés de l'accueil chaleureux qui leur a été fait en France. S. M. l'Empereur prie M. le Président de la République de vouloir bien faire part de ces sentiments à la France entière [27 octobre] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 707) [3 novembre] (A., t. I, p. 5; J.O., c.r., p. 713) [5 novembre] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 723) [6 novembre] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 737) [9 novembre] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 751) [12 novembre] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 773) [13 novembre] (A., t. I, p. 95; J.O., c.r., p. 787) [16 novembre] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 803) [17 novembre] (A., t. I, p. 133; J.O., c.r., p. 817) [23 novembre] (A., t. I, p. 145; J.O., c.r., p. 827) [24 novembre] (A., t. I, p. 159; J.O., c.r., p. 839) [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843) [30 novembre] (A., t. I, p. 165; J.O., c.r., p. 847) [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 187; J.O., c.r., p. 867). — M. le Président fait observer au Sénat qu'il a été saisi, le 28 octobre 1895, par M. Thézard, d'une proposition de loi relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière. Le Gouvernement a déposé récemment un projet de loi ayant pour objet la réforme du régime hypothécaire. Deux Commissions ont été nommées. Ces deux Commissions lui ont fait savoir qu'il y aurait intérêt à les fusionner, de façon que les deux textes fussent examinés par une seule Commission, qui serait ainsi composée de dix-huit membres [4 décembre] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 871) [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 883). — Communication relative au décès de M. Rousseau, sénateur du Finistère, gouverneur de l'Indo-Chine. M. le Président prononce son éloge funèbre [11 décembre] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 887) [14 décembre] (A., t. I, p. 215; J.O., c.r., p. 891) [17 décembre] (A., t. I, p. 221; J.O., c.r., p. 897) [18 décembre] (A., t. I, p. 245; J.O., c.r., p. 917) [19 décembre] (A., t. I, p. 273; J.O., c.r., p. 939).

LYON. Rhône. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 101.

MAGNAC-LAVAL. Haute-Vienne. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 127.

MAGNIN. Inamovible. — Préside la séance [10 novembre] (A., t. I, p. 67; J.O., c.r., p. 763).

MAILLÉ (comte de). Maine-et-Loire. — Membre d'une Commission (Fa. 17; J.O., p. 6565).

MARCÈRE (de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion, en 2^e délibération, sur le projet de loi relatif à la réforme de l'impôt des boissons. Présente sur l'article premier un amendement qui est rejeté

au scrutin [5 novembre] (A., t. I, p. 29 ; J.O., c.r., p. 730). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'élection des sénateurs (J.O., p. 6451 ; F. 15). — Membre de Commissions (F. 14, 15 ; J.O., p. 6416, 6451).

MARET. Seine-et-Oise. — Membre d'une Commission (F. 14 ; J.O., p. 6416).

MARQUIS. Meurthe-et-Moselle. — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le Mont Dolent et le lac Léman, signé à Paris le 10 juin 1891 [12 novembre] (A., t. I, p. 81 ; J.O., c.r., p. 774). — Demande un congé [14 décembre] (J.O., p. 894). — Membre d'une Commission (F. 10 ; p. 6275).

MARSEILLE (ville de). — Emprunt de 750.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 25. — Approbation des conventions passées par l'Administration des Postes et des Télégraphes pour la location d'une partie de l'hôtel des postes à Marseille. V. loi 48. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 118.

MARTIN (Félix). Saône-et-Loire. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil sur le divorce [23 novembre] (A., t. I, p. 157 ; J.O., c.r., p. 835). — Rapporteur de la Commission relative aux caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, en remplacement de M. Cuvinot, démissionnaire (J.O., p. 6451 ; F. 15). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à appliquer la loi du 29 juin 1894 aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs [14 décembre] (A., t. I, p. 216 ; J.O., c.r., p. 892 ; I. 45). — Membre d'une Commission (F. 15 ; J.O., p. 6451).

MEAUX (ville de) (Seine-et-Marne). — Emprunt de 1.247.568 francs. V. loi 91.

MÉLINE, député, Président du Conseil, Ministre de l'Agriculture. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 225 ; J.O., c.r., p. 900).

MELUN (Seine-et-Marne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 172.

MENDE (Lozère). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 167.

MENTON (Alpes-Maritimes). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 156.

MILLAUD (Édouard). Rhône. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant modification à la loi du 25 ventôse an XI sur la suppression des offices et le mode de recrutement des candidats notaires (J.O., p. 6292; F. 11). — Est entendu, comme président de la Commission, dans la discussion en 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 229; J.O., c.r., p. 899). — Membre de Commissions (F. 10, 11, 14; J.O., p. 6275, 6292, 6416).

MONESTIER. Lozère. — Rapport de M. Bonnefoy-Sibour sur son élection. Est proclamé sénateur [3 novembre] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 714). — Demande un congé [10 novembre] (J.O., c.r., p. 770) [30 novembre] (J.O., c.r., p. 861). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

MONIS (Ernest). Gironde. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [6 novembre] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 746) [9 novembre] (A., t. I, p. 63; J.O., c.r., p. 759). — Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juin 1891. Présente, à la suite de l'adoption du projet de loi sur la réforme de l'impôt des boissons, un article additionnel qui est adopté [12 novembre] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 777, 782). — Parle dans la discussion de la proposition de loi sur la compétence des juges de paix [4 décembre] (A., t. I, p. 200; J.O., c.r., p. 877). — Est entendu dans la discussion sur la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 900).

MONNAIES de billon étrangères prohibées. V. loi 93.

MONSERVIN. Aveyron. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6416).

MONTMORILLON (Vienne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 124.

MONTPELLIER (ville de) (Hérault). — Emprunt de 668.900 francs. V. loi 110.

MONTREUIL-SUR-MER (Pas-de-Calais). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 169.

MORBIHAN (département du). — Emprunt de 97.800 francs (Chemins vicinaux). V. loi 76.

MOREL. Manche. — Dépose et donne lecture de trois rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er} portant ouverture aux Ministres de l'Intérieur, de la Marine et de l'Agriculture, sur l'exercice 1896, d'un crédit extraordinaire de 250.000 francs pour secourir les victimes des tempêtes des 4, 5 et 6 décembre 1896; le 2^e, concernant : 1^o la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896; 3^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4^o de crédits au titre des budgets annexes; le 3^e, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896, l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos, l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [17 décembre] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 899, 904; I. 52, 58, 69). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1897 des crédits provisoires applicables au mois de janvier 1897 et montant à 473.593.196 fr.; 2^o autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics [18 décembre] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 928; I. 70).

MOTION D'ORDRE. — M. le Président fait observer qu'il a été saisi le 28 octobre 1895, par M. Thézard, d'une proposition de loi relative à la publicité des actes intéressant la propriété immobilière. Le Gouvernement a déposé récemment un projet de loi ayant pour objet la réforme du régime hypothécaire. Deux Commissions ont été nommées : ces deux Commissions lui ont fait savoir qu'il y aurait intérêt à les fusionner, de façon que les deux textes fussent examinés par une seule Commission qui serait ainsi composée de dix-huit membres. Cette motion, appuyée par M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au nom du Gouvernement, est adoptée [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 871).

NANTES (ville de) (Loire-Inférieure). — Approbation d'un engagement et autorisation de s'imposer extraordinairement. V. loi 86. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 114.

NANTUA (Ain). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 100.

OCTROIS. — Leur suppression. V. loi 29.

OLLIVIER. Côtes-du-Nord. — Membre d'une Commission. (F. 17; J.O., p. 6565).

ORAN (département d'). — Emprunt de 1 million de francs. V. loi 61.

OUVRIER. Aveyron. — Membre de Commissions (F. 14, 19; J.O., p. 6416, 6716).

OUVRIERS MINEURS. — Application de la loi du 29 juin 1894 aux délégués des. V. loi 146.

PAIMBŒUF. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 70.

PALAIS (Morbihan). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 130.

PARISSOT. Eure. — Demande un congé [3 novembre] (J.O., c.r., p. 726). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 6894).

PAULIAC. Lot. — Membre de Commissions (F. 10, 14; J.O., p. 6275, 6416).

PAULIAT. Cher. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6416).

PAZAT. Landes. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

PEAUDECERF. Cher. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

PÊCHE dans les cours d'eaux non navigables ni flottables et associations pour l'exploitation de ces eaux. V. loi 147.

PENSIONS PROPORTIONNELLES aux quartiers-mâtres des équipages de la flotte réunissant quinze années de services et reconnus

impropres à l'embarquement par suite des fatigues de la navigation.
V. loi 174.

PÉRONNE (Somme). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 99.

PÉTITIONS DÉPOSÉES.

Par M. Tillaye, une pétition des commerçants du département du Calvados [12 novembre] (J.O., c.r., p. 784). — Par M. Belle, une pétition du Syndicat agricole et viticole de Chançay (Indre-et-Loire) [24 novembre] (J.O., c.r., p. 844). — Par M. le général Japy, de MM. Jean-Baptiste Noblat et Jules Noblat, propriétaires à Lachapelle-sous-Rougemont (territoire de Belfort) [11 décembre] (J.O., c.r., p. 889).

PÉTITIONS RAPPORTÉES.

Session ordinaire 1896. — 3^e Commission [17 mars 1896]. Rapport de M. Teisserenc de Bort. Pétitions n^{os} 90 et 93 (des 23 et 26 mars 1896), déposées par M. le sénateur Le Breton. Un certain nombre d'agriculteurs des communes suivantes : Coudray, Saint-Denis-d'Anjou, Bierné, Villers-Charlemagne, Loigné, Ballée, Saint-Jean-sur-Erve et Saint-Gault (Mayenne) formulent un ensemble de vœux touchant les questions des blés et des animaux étrangers, des bouilleurs de cru, des droits de mutation, des marchandises étrangères exemptes de droits de douane et enfin la réglementation du marché de la Villette et des Halles centrales de Paris. Renvoi à la Commission des douanes, au Ministre de l'Agriculture, à la Commission des finances et à la Commission du régime des boissons. — Rapports de M. Belle. Pétition n^o 99 (du 30 mars 1896). M. Wattecamp, demeurant à Paris, prie le Sénat de vouloir bien voter d'urgence une proposition de loi rétablissant l'institution des dizeniers. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. Pétition n^o 101 (du 2 avril 1896). M. A. Mélinet, restaurateur à Charenton-le-Pont (Seine), s'adresse au Sénat pour obtenir une buvette, régie de tabacs, papiers timbrés et timbres-poste pendant l'Exposition de 1900. Renvoi au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Pétition n^o 103 (du 3 avril 1896), déposée par M. le sénateur Pauliat. Les sous-agents des postes et des télégraphes de Bourges (Cher) présentent un ensemble de vœux relatifs à l'amélioration de leur situation. Renvoi au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. — Rapport de M. Hugué. Pétition n^o 106 (du 20 avril 1896). M. Alfred Crétin, demeurant à Cénon (Gironde), soumet au Sénat un projet de réforme électorale. Ordre du jour. — Rapport de M. Teisserenc de Bort. Pétition

n° 108 (du 21 avril 1896). Le Comice agricole des deux cantons de Vienne et du canton de Roussillon (Isère) émet les vœux suivants : 1° qu'aucune viande destinée à l'alimentation ne puisse être mise en vente et colportée si elle n'est pourvue d'une estampille prouvant qu'elle a été reconnue saine par un inspecteur compétent; 2° qu'un service d'inspection de tous les abattoirs et tueries soit organisé comme en Belgique; 3° dans le cas d'abatage d'animaux atteints de maladies contagieuses et de saisie à l'abattoir d'une bête tuberculeuse, qu'une indemnité soit accordée à tout propriétaire ayant pris les mesures d'hygiène et de police sanitaire propres à combattre les maladies contagieuses et notamment la tuberculose. Renvoi au Ministre de l'Agriculture. — Rapport de M. Le Provost de Launay. Pétition n° 109 (du 21 avril 1896). La Chambre de commerce d'Orléans et du Loiret proteste contre les diverses modifications apportées par la Compagnie du chemin de fer d'Orléans à son tarif spécial D n° 2 pour les céréales, et prie le Sénat de vouloir bien appuyer leurs justes réclamations auprès du Comité consultatif. Renvoi à la Commission des chemins de fer. — 4° Commission (23 avril 1896). Rapports de M. Denormandie. Pétition n° 113 (du 29 avril 1896). Teulié (Jules-Théophile), détenu à la maison centrale de Landerneau (Finistère), se plaint de nouveau au Sénat d'être victime d'un déni de justice et prie instamment la haute Assemblée de faire droit à sa requête. Ordre du jour. Pétition n° 114 (du 29 avril 1896). Le sieur Corteggiani, ex-matelot des équipages de la flotte, à Colbert, département de Constantine (Algérie), s'adresse au Sénat pour obtenir de l'Administration de la marine un petit emploi qui lui permette de vivre. Ordre du jour. — Pétition n° 115 (du 7 mai 1896). M. Louis (Gabriel-Bernard), demeurant à Paris, prie le Sénat de lui faire renouveler sa gratification comme ancien militaire blessé et réformé par congé n° 1. Ordre du jour. Pétition n° 116 (du 20 mai 1896). M. Charles Buchet, pharmacien à Paris, appelle l'attention du Sénat sur un conflit qui s'est élevé entre lui et l'Administration des postes au sujet de l'expédition de son journal, le *Bulletin commercial*. M. Buchet fait connaître qu'il a porté la contestation devant le tribunal, qui lui a donné gain de cause. Il prie le Sénat de vouloir bien intervenir. Ordre du jour [30 novembre] (J.O., c.r., p. 863).

PEYTRAL. Bouches-du-Rhône. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 225; J.O., c.r., p. 899).

PLOUHINEC. Finistère. — Création d'une surtaxe à son octroi. V. loi 134.

POIRRIER (Alfred). Marne. — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5998, 6565).

POIRRIER (F.-A.). Seine. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération du projet de loi concernant la réforme de l'impôt sur les boissons. Présente sur l'article 17 un amendement [9 novembre] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 752). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de déclarer d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la ville de Lyon, d'un chemin de fer d'intérêt local de la place Saint-Paul à Fourvière et Loyasse [17 novembre] (A., t. I, p. 138; J.O., c.r., p. 821; I. 14). — Propose au Sénat de déclarer l'urgence, au cours de la discussion, de ce projet de loi [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 840). — Dépose le rapport et en donne lecture sur le projet de loi relatif au classement d'une route nationale du pont de Gueydan à Barcelonnette [18 décembre] (A., t. I, p. 250; J.O., c.r., p. 921; I. 65).

POISSY. Seine-et-Oise. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 180.

PONT-L'ÉVÊQUE. Calvados. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 155.

PONTOISE (Seine-et-Oise). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 171.

PORQUET. Orne. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération du projet de loi sur la réforme de l'impôt des boissons. Présente, sur l'article premier, un amendement qu'il n'a pas maintenu [5 novembre] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 727).

POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Valence (Drôme). V. loi 46. — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Cannes (Alpes-Maritimes). V. loi 47. — Approbation des conventions passées par l'Administration pour la location d'une partie de l'hôtel des postes à Marseille. V. loi 48.

PRADAL. Ardèche. — Membre de Commissions (F. 14, 22; J.O., p. 6416, 6894).

PREVET. Seine-et-Marne. — Est entendu dans la discussion de l'in-

terpellation de M. Le Provost de Launay, adressée à M. le Ministre des Colonies, sur la situation de Madagascar et sur la politique suivie par le résident général [3 novembre] (A., t. I, p. 20; J.O., c.r., p. 725). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 28 juillet 1881, portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Nontron à Sarlat, avec embranchement d'Hautefort au Burg (Corrèze) sur la ligne de Limoges à Brive [10 novembre] (A., t. I, p. 76; J.O., c.r., p. 770; I. 8). — Demande l'urgence pour la discussion de ce projet de loi [23 novembre] (A., t. I, p. 146; J.O., c.r., p. 827). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 229; J.O., c.r., p. 902). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

PROCÈS-VERBAUX.

Séance du 27 octobre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures. M. le Président donne lecture du décret de M. le Président de la République, qui convoque le Sénat et la Chambre des Députés en session extraordinaire pour le mardi 27 octobre, et déclare cette session ouverte. M. le Président ajoute qu'aux termes de l'article 11 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, le bureau du Sénat est élu, chaque année, pour la durée de la session et pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante. En vertu de cette disposition, les membres du bureau élus pour la session ordinaire restent en fonctions, et le Sénat se trouve ainsi constitué. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la République, en date du 10 octobre, lui transmettant un télégramme adressé de Pagny-sur-Moselle, le 9 octobre, par S. M. l'Empereur de Russie. M. le Président adresse à S. M. l'Empereur Nicolas les vœux du Sénat pour la gloire de son règne, le bonheur de la famille impériale et la prospérité de la Russie. M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, est entendu. — M. le Président rappelle la mort de MM. Spuller, sénateur de la Côte-d'Or; Jules Guichard, sénateur de l'Yonne; Brusset, sénateur de la Haute-Saône, et Blavier, sénateur de Maine-et-Loire, et se fait l'interprète des regrets du Sénat. M. le Président annonce également la mort de M. Challemeil-Lacour, sénateur des Bouches-du-Rhône, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. —

Sur la proposition de M. le Président, le Sénat décide de lever la séance en signe de deuil. — M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose un projet de loi sur le régime hypothécaire et un projet de loi sur le recrutement du notariat. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. André Lebon, *Ministre des Colonies*, Cochery, *Ministre des Finances*, Audren de Kerdrél, Gadaud, Darlan, *Ministre de la Justice*. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures dans les bureaux, et à deux heures et demie en séance publique. La séance est levée à deux heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 5855).

Séance du 3 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quarante-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce qu'il a reçu de M. le Ministre de l'Intérieur le compte rendu de l'application, pendant la période comprise entre le 1^{er} juillet 1894 et le 30 juin 1895, de la loi du 25 juin 1890 qui a pour objet de maintenir pendant sept ans, aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie, le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion neuf projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Corse, d'Ile-et-Vilaine (2 projets), des Landes, des Deux-Sèvres (2 projets) de la Somme, de la Vendée et de la Charente-Inférieure. — M. Gilbert Gaillard dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 9 août dans le département des Hautes-Alpes. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Grimaud est admis comme sénateur des Hautes-Alpes. — M. Durand-Savoyat dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 13 septembre dans le département de l'Yonne. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Paul Bézine est admis comme sénateur de l'Yonne. — M. Bonnefoy-Sibour dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 30 août dans le département de la Lozère. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Monestier est admis comme sénateur de la Lozère. — M. Paul Devès dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 6 septembre dans le département du Gers. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Destieux-Junca est admis comme sénateur du Gers. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Le Provost de Launay sur la situation de Madagascar et sur la politique suivie par le résident général. Sont entendus : MM. Le Provost de Launay, André Lebon, *Ministre des Colonies*, de Lamarzelle et Prevet. M. le Président donne lecture d'un ordre du jour motivé

présenté par MM. Le Provost de Launay et de Lamarzelle. L'ordre du jour pur et simple, accepté par le Gouvernement, est mis aux voix et adopté. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes (J.O., p. 5997).

Séance du 5 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Le Provost de Launay. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 1 million pour venir en aide aux victimes des inondations. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur l'article premier (nouvelle rédaction de la Commission), sont entendus : MM. Poriquet, auteur d'un amendement, de Marcère, auteur d'un second amendement, de Verninac, *rapporteur*, Tillaye, Cochery, *Ministre des Finances*. L'amendement de M. Poriquet est retiré par son auteur. L'amendement de M. de Marcère est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 137 voix contre 76, sur 213 votants. L'article premier est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 122 voix contre 96, sur 218 votants. Un amendement de M. Maxime Lecomte à l'article 2, précédemment réservé, est retiré par son auteur. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 6039).

Séance du 6 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté après les observations de MM. Baduel, Bonnefoy-Sibour, Desmons et Gauthier. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur l'article 2 (paragraphes 3 à 7), sont entendus : MM. Lelièvre, auteur d'un amendement, de Verninac, *rapporteur*, Darbot. L'amendement de M. Lelièvre est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 145 voix contre 84, sur 229 votants. Sur le paragraphe 4 de l'article 2, sont entendus : MM. Til-

laye, de Verninac, *rapporteur*: Les paragraphes 3, 4 modifié, 5 à 8 et dernier de l'article 2 et l'ensemble de cet article sont adoptés. Sur l'article 4, sont entendus : MM. Scheurer-Kestner, de Verninac, *rapporteur*, Raymond. L'article est renvoyé à la Commission. L'article 4 est adopté. Sur l'article 5, sont entendus : MM. Tillaye, auteur d'un amendement (suppression de l'article), Georges Cochery, *Ministre des Finances*. L'article 5 modifié et les articles 6 à 12 sont adoptés. Sur l'article 13, sont entendus : MM. Forest, auteur d'un amendement, Cochery, *Ministre des Finances*, Deandreis, de Verninac, *rapporteur*. Le premier paragraphe de l'article 13 est adopté. L'amendement de M. Forest au paragraphe 2 est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 149 voix contre 74, sur 223 votants. Sur le paragraphe 2, sont entendus : MM. Buffet, de Verninac, *rapporteur*. Les paragraphes 2 et suivants et l'ensemble de l'article 13 sont adoptés. L'article 14 est également adopté. Sur l'article 15, sont entendus : MM. Monis, Bardoux, *rapporteur de la Commission des octrois*. L'article 15 est adopté. Sur l'article 16, paragraphe premier, sont entendus : MM. Théodore Girard, auteur d'un amendement, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement est mis aux voix et repoussé. Le premier paragraphe de l'article 16 est adopté. Sur l'article 16, sont encore entendus : MM. Scheurer-Kestner, auteur d'un amendement (addition), de Verninac, *rapporteur*. Les paragraphes 2 et suivants de l'article 16, l'amendement de M. Scheurer-Kestner et l'ensemble de l'article sont adoptés. Sur l'article 17, sont entendus : MM. Scheurer-Kestner, auteur d'un amendement, de Verninac, *rapporteur*. Le paragraphe 5 de l'article 17 et la partie s'y rapportant de l'amendement de M. Scheurer-Kestner sont réservés. Les autres paragraphes et la seconde partie de l'amendement de M. Scheurer-Kestner sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local concernant le département de l'Ain. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 6059).

Séance du 9 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quarante minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Coste. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur l'article 3, précédemment renvoyé à la Commission, sont entendus : MM. de

Verninac, *rapporteur*, Tillaye, Catusse, *directeur général des contributions indirectes, Commissaire du Gouvernement*. L'article 3 (nouvelle rédaction de la Commission) est mis aux voix et adopté. Sur le paragraphe 5 de l'article 17, précédemment renvoyé à la Commission, sont entendus : MM. de Verninac, *rapporteur*, A. Poirrier, co-auteur de l'amendement au même paragraphe présenté par M. Scheuner-Kestner et renvoyé également à la Commission, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. L'amendement (disposition additionnelle au paragraphe 5), mis aux voix, est repoussé. Le paragraphe 5, un paragraphe nouveau, présenté par la Commission, et l'ensemble de l'article 17 sont adoptés. Sur l'article 18, sont entendus : MM. Durand-Savoyat, Cochery, *Ministre des Finances*, de Verninac, *rapporteur*. Le renvoi de l'article à la Commission, demandé par M. Durand-Savoyat, repoussé par la Commission et par le Gouvernement, est mis aux voix et n'est pas prononcé. L'article 18 est adopté. Sur un amendement (article additionnel) présenté par M. Bisseuil, M. de Verninac, *rapporteur*, est entendu. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. L'article 19 est adopté. Sur l'article 20, sont entendus : MM. Guyot, auteur d'un amendement soumis à la prise en considération, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. L'article 20 est adopté. L'amendement de M. Guyot (disposition additionnelle), mis aux voix, n'est pas pris en considération. Les articles 21 et 22 sont adoptés. Sur l'article 23, sont entendus : MM. Guyot (Rhône), Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, Monis. Le renvoi de l'article 23 à la Commission, accepté par elle, est prononcé. L'article 24 est réservé. Les articles 25 à 29 sont adoptés. Sur l'article 30, sont entendus : MM. Buffet, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Les articles 30 à 33 sont adoptés. Sur l'article 34, M. de Verninac, *rapporteur*, est entendu. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi concernant la création d'un arrière-port dans la baie de l'Agha, à Alger, et un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement des chemins de fer à voie étroite d'Uzerche à Tulle, de la ligne précédente à Treignac et de Tulle à Argentat. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Cannes (Alpes-Maritimes) et la commune de Saint-Donat (Drôme). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 6122).

Séance du 10 novembre.

Présidence de M. Magnin, Vice-Président. — La séance est ouverte à

trois heures quarante minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Guyot dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit extraordinaire de 1 million de francs destiné à venir en aide aux victimes des inondations. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. Les articles sont successivement adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 226 votants. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman. Sur la demande de M. le Ministre des Affaires étrangères, empêché d'assister à la séance, la discussion est ajournée. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur l'article 23, précédemment renvoyé à la Commission, M. de Verninac, *rapporteur*, est entendu. L'article 23 (nouvelle rédaction) et l'article 24, précédemment réservé, sont adoptés. Sur un amendement (article additionnel à intercaler à la suite de l'article 34), M. Calvet, auteur de l'amendement, est entendu. L'amendement est retiré. L'article 35 est adopté. Sur l'article 36, M. de Verninac, *rapporteur*, est entendu. Les trois premiers paragraphes de l'article sont adoptés. Sur le quatrième paragraphe, sont entendus : MM. Galtier, auteur d'un amendement, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté. Le paragraphe 4 et l'ensemble de l'article 36 sont adoptés. Sur l'article 36, sont encore entendus : MM. Vilar, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*. Sur un amendement (articles additionnels à intercaler à la suite de l'article 36), sont entendus : MM. Calvet, auteur de l'amendement, Cochery, *Ministre des Finances*. L'amendement est retiré. Sur un amendement de MM. Bouilliez, etc., à l'article 37, sont entendus : MM. Maxime Lecomte, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. Les articles 37 à 51 sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Prevet, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 28 juillet 1881, portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Nontron à Sarlat, avec embranchement d'Hautefort au Burg-Allasac, sur la ligne de Limoges à Brive. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 6136).

Séance du 12 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Thézard, au nom de la Commission d'initiative, dépose un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Deandrcis, relative à la création de Facultés nouvelles dans les Universités. — M. Bardoux dépose un rapport supplémentaire sur la proposition de loi relative à la suppression des octrois. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman. Sont entendus : MM. Forest, Marquis, *rapporteur*, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, Francoz, Brunet, Drouhet, *président de la Commission*. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 160 voix contre 42, sur 202 votants. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Sur l'article 52, sont entendus : MM. Camescasse, auteur d'un amendement, Cochery, *Ministre des Finances*, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. Les articles 52 à 64 sont adoptés. Sur l'article 65, sont entendus : MM. Bézine, auteur d'un amendement (suppression du premier paragraphe), Lelièvre, Catusse, *Commissaire du Gouvernement*, et le rapporteur. Le premier paragraphe de l'article 65 est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 146 voix contre 75, sur 221 votants. Sur l'interprétation de l'article 3, précédemment voté, sont entendus : MM. Volland, Cochery, *Ministre des Finances*. Le dernier paragraphe et l'ensemble de l'article 65 sont adoptés. Sur une disposition additionnelle présentée par M. Bisseuil, sont entendus : MM. Bisseuil, Cochery, *Ministre des Finances*. La disposition additionnelle, mise aux voix, n'est pas adoptée. L'article 66 et dernier (amendement de M. Monis accepté par la Commission) est adopté. Sur l'ensemble du projet de loi, sont entendus : MM. Leporché, Cochery, *Ministre des Finances*, Maxime Lecomte, Tillaye. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 151 voix contre 81, sur 232 votants. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Loire-Inférieure, du Tarn et les villes de Marseille (Bouches-du-Rhône) et de Rochefort (Charente-Inférieure). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira demain vendredi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 6185).

Séance du 13 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Fallières. — M. le Président donne lecture d'une proposition de loi concernant le droit des communes en matière d'enseignement primaire et secondaire, présentée par M. Fresneau. M. le Président informe le Sénat que M. Fresneau a joint à sa proposition une demande d'urgence sur laquelle il sera statué à la fin de la séance. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil (Divorce). Sur la demande de M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, la discussion est renvoyée à lundi prochain. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables. M. Grivart, *rapporteur*, est entendu. L'article premier est adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Grivart, *rapporteur*, le Président. Les articles 2 à 13 et dernier sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*, dépose sept projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Aisne, de l'Allier (2 projets), de l'Ariège, d'Eure-et-Loir, d'Ille-et-Vilaine et de Seine-et-Marne. — M. Deandreis a la parole pour adresser une question à M. le Ministre de l'Intérieur. M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*, lui répond. L'incident est clos. — M. Joseph Fabre a la parole pour adresser une question à M. le Ministre de l'Intérieur. M. le Ministre lui répond. L'incident est clos. — M. Forest a la parole pour adresser une question à M. le Ministre de l'Intérieur. M. le Ministre lui répond. L'incident est clos. — M. Fresneau a la parole sur l'urgence de la proposition de loi relative aux droits des communes en matière d'enseignement primaire et secondaire, dont il est l'auteur. L'urgence, mis aux voix, n'est pas prononcée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, dans les bureaux, et à deux heures et demie en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante minutes (J.O., p. 6202).

Séance du 16 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quarante-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des

Députés, portant transmission d'une proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil (Divorce). Sont entendus : MM. Denormandie, Chovet, Émile Labiche, Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Devès, *rapporteur*, Godin. Sur la position de la question, sont entendus : MM. Régismanset, le Président, Tillaye. L'article unique proposé par la Commission est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 150 voix contre 87, sur 237 votants. Les articles 2 à 5 de la proposition adoptée par la Chambre des Députés sont mis aux voix et repoussés. Sur l'article 6 et dernier, M. Godin est entendu. L'article 6, accepté par la Commission, est adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements d'Eure-et-Loir, de la Savoie et des Deux-Sèvres, et la ville de Biarritz (Basses-Pyrénées). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira demain mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante minutes (J.O., p. 6274).

Séance du 18 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Alexandre Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la commune de Saint-Donat (Drôme). — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Godin et plusieurs de ses collègues sur la compétence des juges de paix. Les articles 1 et 2 sont adoptés. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Grivart, auteur d'un amendement (paragraphe additionnel), Jules Godin, *rapporteur*, Tillaye, Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Les deux premiers paragraphes de l'article 3, l'amendement de M. Grivart et l'ensemble de l'article sont adoptés. Sont également adoptés les articles 4 à 16 et dernier. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant le département du Gers. — M. Bourganet, au nom de la Commission des chemins de fer, lit le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Sever à Hagetmau. — M. Poirrier (Seine) dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de dé-

clarer d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la ville de Lyon, d'un chemin de fer d'intérêt local de la place Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures dix minutes (J.O., p. 6292).

Séance du 19 novembre.

Présidence de M. Bérenger, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dépose trois projets de lois concernant la construction ou la location d'hôtels des postes à Marseille (Bouches-du-Rhône), à Cannes (Alpes-Maritimes) et à Valence (Drôme). — M. le Ministre des Finances dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les communes de Lanvéoc (Finistère) et du Quesnoy (Nord). — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant l'érection en communes distinctes des sections de Chatelaillon, dépendant de la commune d'Angoulême (Charente-Inférieure), et de Seyan, dépendant de la commune de Gourdan (Haute-Garonne). — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser des dérogations à l'article 4 de la loi du 4 juillet 1845 en ce qui concerne les clôtures et barrières des chemins de fer. Sur l'urgence du projet de loi, M. Waddington, *rapporteur*, est entendu. L'urgence est prononcée. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — M. Krantz dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Loire, des chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Saint-Héand à Pélussin et de Roanne à Boën. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi relative à l'élection des sénateurs. Sur l'urgence, sont entendus : MM. Destieux-Junca, Demôle, Darlan, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Le Royer. L'urgence est mise aux voix et rejetée, au scrutin public, par 212 voix contre 32, sur 244 votants. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman, signée à Paris le 10 juin 1891. Sur la demande de M. le Ministre des Affaires étrangères, empêché d'assister à la séance, la discussion est ajournée. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi por-

tant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables. M. Grivart, *rapporteur*, est entendu. La discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 6334).

Séance du 23 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Durand, Bernard, Régismanset et Gérante. — Le Sénat prend en considération la proposition de loi de M. Deandreis, tendant à décider que toute création de Facultés nouvelles dans les Universités de l'État ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une loi. — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, le projet de loi ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 28 juillet 1881, portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Nontron à Sarlat, avec embranchement d'Hautefort au Burg (Corrèze), sur la ligne de Limoges à Brive, et le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Sever à Hagetmau. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi portant modification de la loi du 6 août 1791 sur les domaines congéables. Sont entendus: MM. Hervé de Saisy, auteur d'un contre-projet, Grivart, *rapporteur*. L'article premier du contre-projet est mis aux voix et repoussé. L'article premier du texte de la Commission est adopté. Sur l'article 2, sont entendus: MM. Hervé de Saisy, Grivart, *rapporteur*. L'article 2 du contre-projet de M. Hervé de Saisy, mis aux voix, est repoussé. Les articles 2 à 4 du texte de la Commission sont adoptés. Sur l'article 5, sont entendus: MM. Hervé de Saisy, auteur d'un amendement, Grivart, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, est repoussé. L'article 5 est adopté. Sur l'article 6, sont entendus: MM. Hervé de Saisy, auteur d'un amendement (suppression de texte), et Grivart, *rapporteur*. L'article 6 est adopté. Un amendement de M. Hervé de Saisy à l'article 7 est retiré par son auteur. Les articles 7 à 9 sont adoptés. Sur l'article 10, sont entendus: MM. Hervé de Saisy, auteur d'un amendement (suppression de l'article), Grivart, *rapporteur*. L'article 10 est adopté. Un amendement à l'article 11, présenté par M. Hervé de Saisy, mis aux voix, est repoussé. Les articles 11 à 13 et dernier sont successivement mis aux voix et adoptés. L'ensemble de la proposition de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil (Divorce). L'ar-

ticle premier est mis aux voix et adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Félix Martin, Devès, *rapporteur*, Godin. L'article 2 et l'ensemble de la proposition de loi sont adoptés. La suite de l'ordre du jour est ajournée. — M. Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, deux projets de lois concernant les villes de Cannes (Alpes-Maritimes) et Marseille (Bouches-du-Rhône). — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Bérenger, Godin. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures dans les bureaux, et à quatre heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures trente-cinq minutes (J.O., p. 6396).

Séance du 24 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à quatre heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Gadaud dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Mayenne, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite. — M. de Sal dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Hilaire-de-Bresse à Jallieu. — M. Dellestable dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre. — M. Silhol, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements du Tarn et de la Loire-Inférieure. — M. Gilbert Gaillard, au nom de la Commission d'initiative parlementaire, dépose un rapport sommaire sur la proposition de M. Belle, ayant pour objet de modifier la loi du 29 juillet 1845 sur la police des chemins de fer. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant la commune de Saint-Donat (Drôme) et l'érection en communes distinctes des sections de Chatelailon, dépendant de la commune d'Angoulins (Charente-Inférieure), et de Seilhan, dépendant de la commune de Gourdan (Haute-Garonne). Le Sénat adopte également, après en avoir déclaré l'urgence, un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, sur le territoire de la ville de Lyon (Rhône), d'un chemin de fer d'intérêt local de la place Saint-Paul à Fourvière et à Loyasse, et un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans

le département de la Loire, des chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Saint-Héand à Pélussin et de Roanne à Boën. — M. Fousset, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant le département d'Ille-et-Vilaine et la ville de Rochefort (Charente-Inférieure). — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi portant approbation de la convention relative à la vérification et au bornage de la partie de la frontière franco-suisse entre le mont Dolent et le lac Léman. Sur la demande de M. le Ministre des Affaires étrangères, empêché d'assister à la séance, la discussion est ajournée. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi ayant pour objet la protection de la santé publique. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Intérieur dans la discussion, MM. le docteur Brouardel, *président du Comité consultatif d'hygiène publique de France, doyen de la Faculté de médecine*, et Monod, *conseiller d'État, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques*. Sont entendus : MM. Cornil, *rapporteur*, Barthou, *Ministre de l'Intérieur*, le Président. La discussion est ajournée. — M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*, dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant le département d'Oran, l'érection en municipalité distincte de la section du Kremlin-Bicêtre, dépendant de la commune de Gentilly (Seine), et la commune de Barcilles (Hautes-Pyrénées). — M. Guyot, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit extraordinaire de 315.000 francs pour secours aux victimes des troubles de Paris en juillet 1893, de Lyon en 1894, et de l'explosion du restaurant Foyot. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 6416).

Séance du 26 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Loire-Inférieure et du Morbihan. — M. le Ministre des Finances dépose onze projets de lois d'intérêt local concernant les villes ou communes d'Annecy (Haute-Savoie), d'Audierne et de Carentec (Finistère), de Langres (Haute-Marne), de Paimbœuf (Loire-Inférieure) (2 projets), de Sens (Yonne), de Steenvoorde (Nord), de Trouville (Calva-

dos) et de Voiron (Isère). — M. Alexandre Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements d'Eure-et-Loir et du Gers. — M. Hervé de Saisy dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements de l'Ain, de l'Allier, et les octrois de Lanvéoc (Finistère) et du Quesnoy (Nord). — M. Durand dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets de lois concernant le département de la Savoie et la ville de Biarritz (Basses-Pyrénées). — M. Paul Fleury dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, un rapport sur le projet de loi concernant le département des Deux-Sèvres. — M. le Président annonce la mort de M. Emmanuel Arago, sénateur des Pyrénées-Orientales, et prononce une allocution. Sur la proposition de M. Tolain, le Sénat, consulté, décide de lever la séance en signe de deuil. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures trente minutes (J.O., p. 6451).

Séance du 30 novembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose neuf projets de lois d'intérêt local concernant les départements des Alpes-Maritimes, du Cantal, de la Dordogne, de la Gironde, du Jura, de Loir-et-Cher, de la Haute-Loire, de Saône-et-Loire et la ville de Nantes (Loire-Inférieure). — M. le Président informe le Sénat que les obsèques de M. Emmanuel Arago auront lieu le mercredi 2 décembre, à dix heures et demie. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — Le Sénat adopte, sans discussion, deux projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Cannes (Alpes-Maritimes) et de Marseille (Bouches-du-Rhône). — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi ayant pour objet de compléter le décret-loi du 11 mai 1807, relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères, et demande l'urgence. L'urgence, mise aux voix, est déclarée. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant l'inscription maritime. M. le Président donne lecture de deux décrets de M. le Président de la République, désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister le Ministre de la Marine dans la discussion, MM. Durassier, *directeur de la marine marchande*, et le contre-amiral Courrejolles, *directeur du personnel*. Sur l'urgence du projet de loi, demandée par le Gouverne-

ment d'accord avec la Commission, sont entendus : MM. Waddington, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. L'urgence, mise aux voix, est déclarée. Les articles 1 à 6 sont adoptés. Sur l'article 7, sont entendus : MM. Delobea, auteur d'un amendement, Taulier, *rapporteur*, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. L'amendement est retiré par son auteur. Les articles 7 à 9 sont adoptés. Sur l'article 10, sont entendus : MM. Halgan, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, Taulier, *rapporteur*, le marquis de Carné. Le renvoi de l'article 10 à la Commission, demandé par M. Halgan, est mis aux voix et repoussé. Les articles 10 à 29 sont adoptés. Un amendement de M. Delobea à l'article 30 est retiré par son auteur. Les articles 30 à 84 sont adoptés. Sur l'article 85, M. Delobea, auteur d'un amendement, est entendu. L'amendement est retiré par son auteur. Les articles 85 à 90 sont adoptés. Un amendement de M. Delobea à l'article 91 est retiré. L'article 91 et dernier est adopté. Sur l'ensemble, sont entendus : MM. Halgan, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté. — M. Ratier, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant la construction ou la location d'hôtels des postes à Cannes (Alpes-Maritimes), Valence (Drôme) et Marseille (Bouches-du-Rhône). — M. Boulanger dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de compléter le décret-loi du 11 mai 1807, relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères. La discussion immédiate est ordonnée. M. le Président donne lecture de deux décrets de M. le Président de la République, désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, MM. Delatour, *directeur du mouvement général des fonds au Ministère des Finances*, et Couturier, *directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la Justice*. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont mis aux voix et adoptés. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose cinq projets de lois d'intérêt local concernant les départements des Alpes-Maritimes, d'Eure-et-Loir, de l'Isère, de la Seine-Inférieure et la ville de Meaux (Seine-et-Marne). — M. Isaac dépose deux propositions de lois concernant, l'une, le recrutement et l'organisation des services militaires aux colonies, l'autre, le régime judiciaire aux colonies. — La suite de l'ordre du jour est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures et demie, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 6543).

Séance du 1^{er} décembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Isaac. — M. Alexandre Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les octrois de Trouville (Calvados), de Steenvoorde (Nord) et d'Annecy (Haute-Savoie). — Le Sénat adopte successivement et sans discussion treize projets de lois d'intérêt local concernant les départements du Tarn, de la Loire-Inférieure, d'Ille-et-Vilaine, la ville de Rochefort (Charente-Inférieure), les départements d'Eure-et-Loir, du Gers, de l'Ain, de l'Allier, les octrois du Quesnoy (Nord), de Lanvéoc (Finistère), la ville de Biarritz (Basses-Pyrénées), les départements de la Savoie et des Deux-Sèvres. Le Sénat adopte également, au scrutin public, à l'unanimité de 205 votants, le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1896, un crédit supplémentaire de 315.000 francs. Le Sénat prononce la prise en considération de la proposition de loi de M. Belle, ayant pour objet de modifier la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer. Le Sénat adopte, après en avoir déclaré l'urgence, le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Mayenne, d'un réseau de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite, et le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Hilaire-de-Brens à Jallieu. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Jules Godin et plusieurs de ses collègues, concernant la compétence des juges de paix. Après une observation de M. Godin, *rapporteur*, la discussion est ajournée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures (J.O., p. 6565).

Séance du 4 décembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les octrois d'Audierne et de Carantec (Finistère) et de Langres (Haute-Marne). — M. Fleury, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Rouen

(Échange de terrains avec l'État) et de Voiron (Isère). — M. Dufoussat, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine). — Après avoir entendu M. le Président et M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, le Sénat ordonne la fusion des deux Commissions chargées, l'une, de l'examen de la proposition de loi de M. Thézard, relative à la publicité des actes concernant la propriété immobilière, et l'autre, de l'examen du projet de loi sur la réforme du régime hypothécaire. — M. Franck Chauveau dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1895, un crédit extraordinaire de 4.800.000 francs pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam. — M. Silhol, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant l'octroi de Rouen (Seine-Inférieure) et l'érection en municipalité distincte de la section du Kremlin-Bicêtre, dépendant de la commune de Gentilly (Seine). — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Ferrières-Courçon à Épannes et d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de chemins de fer départementaux pour la concession de cette ligne, et un projet de loi ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) de terrains domaniaux situés sur la deuxième zone des terre-pleins des quais de la Pallice, en vue de l'installation de magasins publics et autres établissements à usage public relatifs à l'exploitation du port. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant le département des Basses-Alpes. — M. le Ministre des Finances dépose sept projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Barbezieux (Charente), Lambézellec (Finistère), Lyon (Rhône), Nantua (Ain), Péronne (Somme), la Roche (Haute-Savoie) et Sedan (Ardennes). — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Guéret à la Châtre. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de M. Jules Godin et plusieurs de ses collègues, concernant la compétence des juges de paix. Sont entendus : MM. Godin, *rapporteur*, Bérenger, auteur d'un amendement, Monis, Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Le renvoi de l'amendement à la Commission est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 190 voix contre 66, sur 256 votants. L'amendement est retiré. Les articles 1 à 12 sont adoptés. Sur l'article 13, M. Godin, *rapporteur*, est entendu. Les articles 13 à 16 et dernier sont adoptés. Sur un amende-

ment (article additionnel) présenté par M. Denoix, sont entendus : MM. Denoix, Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. L'amendement est retiré. Sur un amendement (autre article additionnel) présenté par M. Drouhet, sont entendus : MM. Drouhet, Godin, *rapporteur*. L'article additionnel et l'ensemble de la proposition de loi sont adoptés. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 6620).

Séance du 8 décembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose six rapports sur six projets de lois d'intérêt local concernant les départements de Saône-et-Loire, du Morbihan, de Loiret-et-Cher, les villes et communes de Meaux (Seine-et-Marne), de Nantes (Loire-Inférieure) et de Lambézellec (Finistère). — M. de Verninac dépose le rapport sur la proposition de loi relative à l'interdiction de la circulation et la vente des vins artificiels. — M. Silhol, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant le département d'Eure-et-Loir. — MM. les Ministres de la Guerre et de la Marine déposent un projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée (Hommes exclus de l'armée). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Montpellier (Hérault), de Valence (Drôme) et de Dijon (Côte-d'Or), et le département de la Savoie. — M. le Ministre des Finances dépose seize projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Bonneville, Cluzes et Évian-les-Bains (Haute-Savoie), de Chambéry et Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), de Charleville (Ardennes), de Laon (Aisne), de Magnac-Laval (Haute-Vienne), de Marseille et Tarascon (Bouches-du-Rhône), de Montmorillon (Vienne), de la Mure et Vizille (Isère), de Nantes (Loire-Inférieure), Segré (Maine-et-Loire) et de Tulle (Corrèze), et un projet de loi portant ouverture au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1896, de crédits supplémentaires montant à 500.000 francs pour l'application de la loi sur le recrutement à la Réunion. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant les octrois d'Annecy (Haute-Savoie), de Steenvoorde (Nord), de Trouville (Calvados). — Le Sénat, après avoir entendu MM. Buffet et Ratier, *rapporteur*, adopte également, après déclaration d'urgence, trois projets de

lois concernant la construction d'hôtels des postes et des télégraphes à Cannes (Alpes-Maritimes) et à Valence (Drôme), et la location d'une partie de l'hôtel des postes et des télégraphes de Marseille (Bouches-du-Rhône). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures trente minutes (J.O., p. 6715).

Séance du 11 décembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Fousset, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les villes ou communes de Sens (Yonne), de Bareilles (Basses-Pyrénées), de Paimbœuf (Loire-Inférieure). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les octrois de Chambéry (Savoie), d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie), de Valence (Drôme) et le département des Basses-Alpes. — M. Silhol, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les départements des Alpes-Maritimes (2 projets) et de la Haute-Loire). — M. le Ministre des Finances dépose cinq projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Coray, Ploubinec, Roscoff (Finistère), du Palais (Morbihan) et du Tréport (Seine-Inférieure). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Ardèche (2 projets), de l'Isère et du Lot. — M. le Président annonce la mort de M. Armand Rousseau, sénateur du Finistère, gouverneur général de l'Indo-Chine, et prononce une allocution. M. André Lebon, *Ministre des Colonies*, s'associe, au nom du Gouvernement, aux paroles prononcées par M. le Président. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant au rétablissement de postes de commis-greffiers dans divers tribunaux. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion cinq projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Rouen (Seine-Inférieure) (2 projets), de Rennes (Ille-et-Vilaine), l'érection en municipalité distincte de la section du Kremlin-Bicêtre, dépendant de la commune de Gentilly (Seine), et la commune de Voiron (Isère). — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération : 1^o sur la proposition de loi relative à la suppression des octrois; 2^o sur la proposition de loi relative à la suppression des taxes d'octroi sur les boissons hygiéniques. La discussion est ajournée. — M. Fresneau a la parole pour un rappel au règlement. M. Cochery,

président de la Commission d'initiative, est entendu. — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose le rapport sur un projet de loi concernant la commune des Grues (Vendée). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures quarante minutes (J.O., p. 6777).

Séance du 14 décembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose neuf rapports sur neuf projets de lois concernant les départements de l'Allier, de l'Isère, de la Gironde, d'Oran, les octrois de Bonneville, Cluzes, la Roche (Haute-Savoie), Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), Laon (Aisne). — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du Canal latéral à la Garonne pour les avances en argent à fournir à l'État par cette Compagnie en 1897. — M. le Ministre des Finances dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Civray (Vienne) et de Clermont (Oise). — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois concernant les départements de la Loire-Inférieure, de la Seine-Inférieure, du Jura, du Cantal et de l'Aisne. — M. Dellestable, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Tulle (Corrèze). — M. Guyot dépose un rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la Caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes. — M. Félix Martin dépose le rapport sur le projet de loi tendant à étendre l'application de la loi du 29 juin 1894 aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — Le Sénat ordonne des rectifications matérielles aux articles 10, 21, 30, 35 et 45 de la loi relative à l'inscription maritime. — M. Godin a la parole pour adresser une question à M. le Ministre des Colonies. M. André Lebon, *Ministre des Colonies*, lui répond. L'incident est clos. — M. le Président donne lecture d'une demande d'interpellation adressée au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts par M. Le Provost de Launay, sur des fraudes commises, à la faculté des lettres de Lille, aux examens du baccalauréat ès lettres, en juillet dernier. M. Le Provost de Launay est entendu. Sur sa demande, l'interpellation est renvoyée à un mois. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion onze projets de lois d'intérêt local concernant les

octrois de Carantec (Finistère), de Langres (Haute-Marne), les départements de Loir-et-Cher, de Saône-et-Loire, du Morbihan, l'octroi de Lambézellec (Finistère), les villes de Meaux (Seine-et-Marne), de Nantes (Loire-Inférieure), et le département d'Eure-et-Loir (2 projets). — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1896, un crédit extraordinaire de 4.800.000 francs pour la régularisation des dépenses de l'expédition du Siam. — M. le Président donne lecture de deux décrets de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister le Ministre des Colonies dans la discussion, MM. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique au Ministère des Finances*, et Roume, *conseiller d'État, directeur des affaires d'Asie, d'Amérique et d'Océanie au Ministère des Colonies*. Les articles du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. L'ensemble est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 192 votants. — M. Gadaud, au nom d'un grand nombre de ses collègues et au sien, dépose une proposition de loi sur les associations pour l'exploitation de la pêche dans les cours d'eau non navigables ni flottables. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures (J.O., p. 6836).

Séance du 17 décembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Waddington dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi tendant à approuver une convention passée entre l'État et le département de la Haute-Vienne pour la liquidation de la dette départementale relative aux subventions promises pour la construction de chemins de fer d'intérêt général. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose dix rapports sur dix projets de lois concernant les départements de l'Isère et du Tarn, et les octrois de Plouhinec (Finistère), du Tréport (Seine-Inférieure), d'Ax-les-Thermes (Ariège), de Nantes (Loire-Inférieure), de la Mure, de Vizille (Isère), de Marseille (Bouches-du-Rhône) et de Lyon (Rhône). — M. Dellestable, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les octrois de Segré (Maine-et-Loire, de Barbezieux (Charente), de Magnac-Laval (Haute-Vienne) et de Montmorillon (Vienne). — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant le département de la

Savoie et la ville de Dijon (Côte-d'Or). — M. Silhol, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'approbation d'un avenant au traité du 10 octobre 1884, passé entre la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et la Compagnie concessionnaire du chemin de fer du Vieux-Port et de la banlieue de Marseille. — M. Turrel, *Ministre des Travaux publics*, dépose un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement du chemin de fer de Carhaix à Châteaulin; un projet de loi ayant pour objet le classement, dans les départements des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes, d'une nouvelle voie nationale reliant le pont de Gueydan (route nationale n° 207, et Barcelonnette en passant par le col de la Cayolle; au nom des Ministres du Commerce, de l'Intérieur, des Finances et au sien, un projet de loi établissant au port de Rouen un péage de 15 centimes destiné à remplacer les droits d'étal, d'attache, etc., établis par l'ordonnance du 8 octobre 1815. — MM. les Ministres de la Marine et des Finances déposent un projet de loi concernant un crédit extraordinaire pour secourir les victimes des tempêtes des 4, 5 et 6 décembre 1896. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les départements d'Ille-et-Vilaine et de Vaucluse. — M. le Ministre des Finances dépose cinq projets de lois d'intérêt local concernant les octrois d'Arcachon (Gironde), de Condé-sur-Escaut (Nord), d'Elbeuf (Seine-Inférieure), de Menton (Alpes-Maritimes) et de Pont-l'Évêque (Calvados). — Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements des Alpes-Maritimes (2 projets) et de la Haute-Loire. — M. Morel, *rappor-teur général de la Commission des finances*, dépose et lit, au nom de cette Commission, le rapport sur le projet de loi concernant un crédit extraordinaire pour secourir les victimes des tempêtes des 4, 5 et 6 décembre 1896. L'urgence est déclarée, la discussion immédiate ordonnée. Le projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 254 votants. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Agriculture dans la discussion, M. Catusse, *directeur général des contributions indirectes*. Sur l'urgence, sont entendus : MM. Edouard Millaud, *vice-président de la Commission*, Buffet. L'urgence, mise aux voix, n'est pas déclarée. Sont entendus : MM. Peytral, Buffet, Méline, *Président du Conseil*, *Ministre de l'Agriculture*. L'ajournement de la discussion, demandé par M. Buffet, est mis aux voix et repoussé. Dans la discus-

sion générale, sont entendus : MM. Darbot, de Verninac, *rapporteur*, le comte de Blois. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Diancourt, auteur d'un amendement, de Verninac, *rapporteur*. L'amendement est retiré. L'article premier est adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Prevet, de Verninac, *rapporteur*. L'article 2 est adopté. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Bizot de Fonteny, auteur d'un amendement (suppression des deux premiers paragraphes de l'article), de Verninac, *rapporteur*, Le Cour Grandmaison, Turrel, *Ministre des Travaux publics*. Les deux premiers paragraphes de l'article 3, mis aux voix, sont adoptés, au scrutin public, par 134 voix contre 66, sur 200 votants. Sur l'article 3, est encore entendu : M. le marquis de Carné. Les trois derniers paragraphes sont adoptés. Sur un paragraphe additionnel présenté par M. Jean Dupuy, sont entendus : MM. Édouard Millaud, Jean Dupuy. L'amendement est retiré. L'ensemble de l'article 3 et les articles 4 à 6 et dernier sont adoptés. Le Sénat décide, au scrutin public, par 166 voix contre 25, sur 191 votants, qu'il passera à une 2^e délibération. — M. Goujon, *rapporteur de la Commission d'intérêt local*, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements de l'Ariège et de Seine-et-Marne. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896 ; 2^o la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État ; 3^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés ; 4^o l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes ; et un projet de loi concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896 ; 2^o l'ouverture de crédits au titre des exercices clos ; 3^o l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. — M. Morel, *rapporteur de la Commission des finances*, dépose, au nom de cette Commission, le rapport sur le projet de loi concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896 ; 2^o la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État ; 3^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés ; 4^o l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. L'urgence est déclarée, la discussion immédiate orlonnée. Sur la demande de M. le Rapporteur général, le Sénat décide l'insertion du rapport au *Journal officiel* et l'inscription de la discussion en tête de l'ordre du jour de la prochaine séance. — La séance, suspendue à quatre heures cinquante-cinq minutes, est reprise à cinq heures cinquante minutes. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi portant : 1^o ouverture sur l'exercice 1897 de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1897 et montant à 473.593.196 francs ; 2^o autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 6893).

Séance du 18 décembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures quarante minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Gadaud, au nom de la Commission de l'armée, dépose le rapport sur le projet de loi portant modification à la loi du 24 juillet 1873, relative à l'organisation générale de l'armée. — M. Thézard dépose, au nom de la Commission d'initiative, le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Fresneau, concernant les droits des communes en matière d'enseignement primaire et secondaire. — M. Alexandre Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les villes de Montpellier (Hérault), de Sedan et de Charleville (Ardennes) et de Péronne (Somme). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose huit rapports sur huit projets de lois concernant les octrois de Clermont (Oise), de Civray (Vienne), de Roscoff et de Coray (Finistère), de Nantua (Ain), du Palais (Morbihan), de Rouen (Seine-Inférieure) et de Tarascon (Bouches-du-Rhône). — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose six projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Mende (Lozère), de Melun (Seine-et-Marne), de Rambouillet et de Pontoise (Seine-et-Oise), de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais) et de Guéméné-Penfao (Finistère). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant le département des Basses-Pyrénées. — M. le Ministre de la Marine dépose un projet de loi portant concession de pensions proportionnelles aux quartiers-maîtres des équipages de la flotte réunissant quinze années de services et reconnus impropres à l'embarquement par suite des fatigues de la navigation, et un projet de loi relatif à la fixation d'un contingent annuel de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires à attribuer aux différents corps composant la réserve de l'armée navale, y compris les équipages de la flotte et les troupes de la marine. — Le Sénat adopte sans discussion quatre projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Chambéry (Savoie), d'Évian-les-Bains (Haute-Savoie), le département des Basses-Alpes et la ville de Valence (Drôme). — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi d'intérêt local tendant à établir d'office, sur la commune de Grues (Vendée), une imposition extraordinaire. Sont entendus : MM. Biré, Haulon, *rapporteur*. L'ajournement de la discussion, demandé par M. Biré, mis aux voix, est repoussé. Le projet de loi est adopté. — Le Sénat adopte également treize projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Laon (Aisne), de la Roche (Haute-Savoie) de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), de Cluses et de Bonneville (Haute-Savoie), les départements d'Oran, de

la Gironde, de l'Isère, de l'Allier, de l'Aisne, du Cantal, du Jura, et l'octroi de Tulle (Corrèze). — M. Poirrier (Seine), au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi ayant pour objet le classement, dans les départements des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes, d'une nouvelle voie nationale reliant le pont de Gueydan (route nationale n° 207) et Barcelonnette, en passant par le col de la Cayolle. L'urgence est déclarée. La discussion générale est ordonnée; elle aura lieu à la suite de l'ordre du jour. — M. Godin, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour l'application de la loi sur le recrutement à la Réunion. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant : 1° la régularisation de décrets rendus en Conseil d'État pendant la prorogation des Chambres; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*. Les articles et les chapitres y afférents sont successivement mis aux voix et adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 228 votants. — M. Barbedette dépose et lit le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) de terrains domaniaux situés sur la deuxième zone des terre-pleins des quais de la Pallice, en vue de l'installation de magasins publics et autres établissements à usage public relatifs à l'exploitation du port. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée; elle aura lieu à la suite de l'ordre du jour. — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose et lit, au nom de cette Commission, le rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1896; 2° l'ouverture de crédits au titre des exercices clos; 3° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. Les articles et les chapitres y afférents sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité de 232 votants. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose trois projets de lois d'intérêt local concernant la ville d'Oran et les départements de l'Aube et du Finistère. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes d'Oran et de Rambouillet (Seine-et-Oise). — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose et lit, au nom de la Commission des finances, le rap-

port sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1897, de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1897 et montant à 473.593.196 francs; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances, MM. Laurent, *directeur général de la comptabilité publique*, Chaperon, *directeur de la dette inscrite*, et Boutin, *directeur général des contributions directes*. Les articles sont successivement adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 252 votants. — M. Chovet dépose et lit, au nom de la Commission de la marine, le rapport sur le projet de loi relatif à la fixation d'un contingent annuel de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires à attribuer aux différents corps composant la réserve de l'armée navale, y compris les équipages de la flotte et les troupes de la marine. L'urgence est déclarée, la discussion immédiate ordonnée; elle aura lieu à la suite de l'ordre du jour. — M. Chovet dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport sur le projet de loi portant concession de pensions aux quartiers-maitres des équipages de la flotte réunissant quinze années de service et reconnus impropres à l'embarquement par suite des fatigues de la navigation. — Le Sénat adopte successivement les projets de lois suivants : le projet de loi ayant pour objet le classement, dans les départements des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes, d'une nouvelle voie nationale reliant le pont de Gueydan (route nationale n° 207) et Barcelonnette, en passant par le col de la Cayolle, et le projet de loi ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce de la Rochelle (Charente-Inférieure) de terrains domaniaux situés sur la deuxième zone des terre-pleins des quais de la Pallice, en vue de l'installation de magasins publics et autres établissements à usage public relatifs à l'exploitation du port. — Sur la mise à l'ordre du jour de la discussion de projets de lois d'intérêt local concernant des octrois, sont entendus : MM. le Président, Cochery, *Ministre des Finances*. — Le Sénat adopte, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, les projets d'intérêt local concernant la commune de Bareilles (Hautes-Pyrénées), les départements de la Loire-Inférieure, de la Seine-Inférieure, du Lot, de l'Isère, de la Savoie, la ville de Dijon (Côte-d'Or), les départements de l'Ariège, de Seine-et-Marne et la ville de Rouen (Seine-Inférieure). — Le Sénat adopte également le projet de loi relatif à la fixation d'un contingent annuel de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires à attribuer aux différents corps composant la réserve de l'armée navale, y compris les équipages de la flotte et les troupes de la marine.

— M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose dix-neuf rapports sur dix-neuf projets de lois concernant les villes ou communes d'Arcachon (Gironde), de Barcelonnette (Basses-Alpes), de Condé-sur-l'Escaut (Nord), d'Elbeuf (Seine-Inférieure), de Guéméné-Penfao (Finistère), de Melun (Seine-et-Marne), de Mende (Lozère), de Menton (Alpes-Maritimes), de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), de Pont-l'Évêque (Calvados), de Pontoise (Seine-et-Oise), les départements de la Dordogne, de l'Ardèche (2 projets), d'Ille-et-Vilaine, de Vaucluse, de l'Aube, du Finistère et d'Oran. — Le Sénat adopte, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, les projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Ardèche (2 projets), d'Oran, d'Ille-et-Vilaine, de Vaucluse, de l'Aube et de la Dordogne. — M. Cochery, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 881 000 francs, sur l'exercice 1896, pour les dépenses de l'Exposition internationale de Bruxelles, et cinq projets de lois d'intérêt local concernant le département du Var et les octrois de Poissy (Seine-et-Oise), de Vouziers (Ardennes), d'Hirson (Aisne) et de Bourgoin (Isère). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira samedi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 6912).

Séance du 19 décembre.

Présidence de M. Loubet. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Émile Labiche, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, à titre d'intérêt général, l'établissement de chemins de fer à voie étroite, dans le département de la Corrèze, d'Uzerche à Tulle, de la ligne précédente à Treignac et de Tulle à Argentat. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion dix-sept projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Plouhinec (Finistère), du Tréport (Seine-Inférieure), d'Ax-les-Thermes (Ariège), de Nantes (Loire-Inférieure), de la Mure (Isère), de Marseille (Bouches-du-Rhône), de Vizille (Isère), de Lyon (Rhône), de Montmorillon (Vienne), de Magnac-Laval (Haute-Vienne), de Barbezieux (Charente), de Segré (Maine-et-Loire), de Sens (Yonne), de Paimbœuf (Loire-Inférieure), de Sedan (Ardennes), le département de l'Aube et l'octroi de Rambouillet (Seine-et-Oise). Le Sénat adopte également, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, le projet de loi tendant à approuver une convention passée entre l'État et le département de la Haute-Vienne pour la liquidation de la dette départe-

mentale relative aux subventions promises pour la construction d'un chemin de fer d'intérêt général. — M. Francoz dépose et lit le rapport sur la proposition de loi tendant au rétablissement de postes de commis-greffiers dans les tribunaux de première instance de Carcassonne, de Charleville et de Privas. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. L'article unique de la proposition de loi est adopté. — M. Silhol, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 549.650 francs, sur l'exercice 1896, pour les dépenses de l'Exposition internationale de Bruxelles. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. Les articles sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 164 voix contre 5, sur 169 votants. — Le Sénat adopte sans discussion cinq projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Montpellier (Hérault), les octrois de Charleville et de Sedan (Ardennes), de Péronne (Somme) et le département du Finistère. — La séance, suspendue à trois heures quinze minutes, est reprise à quatre heures quarante-cinq minutes. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi de Barcelonnette (Basses-Alpes). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose le rapport sur ce projet de loi. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. Le projet de loi est mis aux voix et adopté. — M. Darlan, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'un décret de M. le Président de la République, prononçant la clôture de la session extraordinaire de 1896 du Sénat et de la Chambre des Députés. Acte est donné à M. le Ministre de la lecture de ce décret. — M. le Président déclare la session close. — Le procès-verbal de la séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — La séance est levée à quatre heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 6951).

PROHIBITION des monnaies de billon étrangères. V. loi 93.

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE. — Publicité des actes de la propriété immobilière et réforme du régime hypothécaire. V. loi 141.

PYRÉNÉES (département des Basses). — Emprunt de 83.000 fr. et imposition extraordinaire (Chemins vicinaux). V. loi 166.

QUESNOY (Nord). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 50.

QUESTIONS adressées à M. le Ministre de l'Intérieur : 1^o Par

M. Deandreis, au sujet des retards apportés à la transmission au Conseil d'État des dossiers des élections municipales. M. Deandreis développe sa question. M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*, lui répond; 2° Par M. Joseph Fabre, au sujet de l'immixtion du Préfet de l'Aveyron et du Sous-Préfet d'Espalion dans l'émission d'une opération financière pour l'établissement d'un sanatorium à Aubrac, construit en vue d'une œuvre philanthropique, transformée en affaire politique. M. Joseph Fabre développe sa question. M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*, lui répond; 3° Par M. Forest, sur la situation de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains. Quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour rendre à cet établissement son ancienne splendeur. M. Forest développe sa question. M. Barthou, *Ministre de l'Intérieur*, lui répond [13 novembre] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 788, 792, 800). — Adressée par M. Godin à M. le Ministre de la Marine, au sujet de relations qui auraient existé entre M. Lagarde, gouverneur d'Obock, et le général italien Baratieri. M. André Lebon, *Ministre des Colonies*, lui répond [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 892).

RAMBOUILLET (Seine-et-Oise). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 168.

RAMBOURGT. Aube. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

RATIER. Indre. — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Cannes (Alpes-Maritimes); le 2^e, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Valence (Drôme); le 3^e, ayant pour objet d'approuver les conventions passées par l'Administration des Postes et des Télégraphes pour la location d'une partie de l'hôtel des postes et des télégraphes de Marseille [30 novembre] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 858; I. 29, 30, 31). — Demande, comme rapporteur, la déclaration de l'urgence au cours de la discussion de trois projets de lois relatifs à la construction d'hôtels des postes et des télégraphes : le 1^{er}, à Cannes (Alpes-Maritimes); le 2^e, à Valence (Drôme), et le 3^e, à Marseille [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J O , c.r., p. 884). — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 5998, 6416).

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE et organisation du service militaire aux colonies. V. loi 94. — Modification à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée (Hommes exclus de l'armée). V. loi 108.

RÉGIME HYPOTHÉCAIRE. — Sa réforme. V. loi 1. — Publicité des actes de la propriété immobilière et réforme du régime hypothécaire. V. loi 141.

RÉGISMANSET. Seine-et-Marne. — Est entendu dans la discussion en 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil sur le divorce [16 novembre] (A., t. I. p. 116; J.O., c.r., p. 814). — Fait une rectification au procès-verbal [23 novembre] (A., t. I, p. 145; J.O., c.r., p. 827). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

RENNES (ville de) (Ille-et-Vilaine). — Imposition extraordinaire. V. loi 106.

REYMOND. Loire. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [6 novembre] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 741).

ROCHEFORT (ville de) (Charente - Inférieure). — Emprunt de 300.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 24.

ROGER. Dordogne. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de postes de commis-greffiers dans divers tribunaux (J.O., p. 6912; F. 23). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 17, 19, 22, 23; J.O., p. 5998, 6416, 6565, 6716, 6894, 6912).

ROLLAND. Tarn-et-Garonne. — Membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection de la santé publique, en remplacement de M. Dethou, décédé (J.O., p. 6451; F. 15). — Membre d'une Commission (F. 15; J.O., p. 6451).

ROSCOFF (Finistère). — Prorogation d'une surtaxe à son octroi. V. loi 132.

ROUEN (Seine-Inférieure). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 72. — Échange entre l'État et la ville. V. loi 75. — Établissement à ce port d'un péage de 15 centimes, destiné à remplacer les droits d'étal, d'attache, etc., établis par l'ordonnance du 8 octobre 1815. V. loi 151.

ROUSSEAU (Armand). Finistère, *gouverneur général de l'Indo-Chine*. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre. M. Lebon, *Ministre des Colonies*, demande la permission d'associer le Gouvernement aux paroles émues et éloquents prononcées par M. le Président du Sénat, au sujet de cette mort [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 387).

ROUTE NATIONALE nouvelle reliant le pont de Gueydon, route nationale n° 207, et Barcelonnette, en passant par le col de la Cayolle, et son classement, dans les départements des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes. V. loi 148.

SAINT-DONAT (commune de) (Drôme). — Établissement d'office d'une imposition extraordinaire. V. loi 20.

SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE (Savoie). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 125.

SAISY (Hervé de). Inamovible. — Secrétaire de la 6^e Commission des pétitions (J.O., p. 6040; F. 4). — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi portant modification de la loi du 6 août 1791, sur les domaines congéables. Présente et développe un contre-projet qui n'est pas adopté [23 novembre] (A., t. I, p. 146; J.O., c.r., p. 328). — Dépose les rapports faits au nom de la 7^e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour l'assistance médicale gratuite; le 2^e, tendant à autoriser le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi du Quesnoy (Nord); le 4^e, portant rétablissement d'une surtaxe à l'octroi de Lanvéoc (Finistère) [26 novembre] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 843; Fa. 18, nos 41, 42, 43, 44). — Membre de Commissions (F. 3, 4; J.O., p. 5998, 6040).

SAL (de). Corrèze. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Isère, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie normale, de Saint-Hilaire-de-Brens à Jallieu [24 novembre] (A., t. I, p. 159; J.O., c.r., p. 839; I. 24). — Demande, comme rapporteur, la déclaration de l'urgence dans la

discussión de ce projet de loi [1^{er} décembre] (A., t. I, p. 191; J.O., c.r., p. 869).

SALOMON. Vienne. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6416).

SANTÉ PUBLIQUE. — Protection de la. V. loi 63.

SAONE-ET-LOIRE (département de). — Emprunt de 52.400 francs (Chemins vicinaux). V. loi 78.

SAVARY. Finistère. — Membre d'une Commission (F. 3, J.O., p. 5998).

SAVIGNY DE MONCORPS (comte de). Nièvre. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

SAVOIE (département de la). — Imposition extraordinaire (Dépenses des aliénés et des enfants assistés). V. loi 40. — Emprunt de 15.066 fr. et imposition extraordinaire (0 c. 07) (Chemins vicinaux). V. loi 113.

SCHEURER-KESTNER Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Présente, sur l'article 3, un amendement qui est renvoyé à la Commission. Présente, de concert avec M. Poirrier, un amendement sur l'article 16, qui est adopté avec une légère modification [6 novembre] (A., t. I, p. 40; J.O., c.r., p. 741, 747). — Présente un nouvel amendement avec M. Poirrier, sur l'article 17, qui n'est pas adopté [9 novembre] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 753).

SEDAN (Ardennes). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 102.

SEGRÉ (Maine-et-Loire). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 123.

SEILHAN (Section de). — Distraite de la commune de Gourdan (Haute-Garonne) pour l'ériger en commune distincte. V. loi 54.

SEINE-ET-MARNE (département de). — Emprunts pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 34.

SEINE-INFÉRIEURE (département de la). — Emprunt de 113.153 fr. (Chemins vicinaux). V. loi 87.

SENS (Yonne). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 71.

SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret de M. le Président de la République convoquant le Sénat et la Chambre des Députés en session extraordinaire pour le 27 octobre [27 octobre] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 707). — Sa clôture [19 décembre] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 944).

SÈVRES (Deux). — Imposition extraordinaire (1 c. 70) (Réseau de tramways départementaux). V. loi 7. — Imposition extraordinaire (1 c. 66) (Chemins vicinaux d'intérêt commun). V. loi 8. — Emprunt de 34.000 francs (Chemins vicinaux). V. loi 41.

SILHOL. Gard. — Président de la 7^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 6040; F. 4). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département du Tarn à contracter un emprunt de 85.000 francs (Chemins vicinaux); le 2^e, le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) pour le paiement de diverses dépenses d'intérêt départemental [24 novembre] (A., t. I, p. 160; J.O., c.r., p. 839; Fa. 12, n^{os} 27, 28). — Dépose les rapports faits au nom de la 7^e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Rouen (Seine-Inférieure); le 2^e, tendant à distraire de la commune de Gentilly (canton de Villejuif, arrondissement de Sceaux, département de la Seine) la section du Kremlin-Bicêtre pour l'ériger en municipalité distincte [4 décembre] (A., t. I, p. 194; J.O., c.r., p. 872; Fa. 29, n^{os} 73, 74). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 2^e, le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement (1 c. 81) (Chemins vicinaux) [8 décembre] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 883; F. 43, n^{os} 115, 116). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt de 103.110 francs (Chemins vicinaux); le 2^e, le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt de 200.000 francs; le 3^e, le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt de 86.000 francs

(Chemins vicinaux) [11 décembre] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 887; Fa. 45, nos 121, 122, 123). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'un avenant au traité du 10 octobre 1884, passé entre la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et la Compagnie concessionnaire des chemins de fer du Vieux-Port et de la banlieue sud de Marseille [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 898; I. 56). — Dépose son rapport et en donne lecture sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 549.650 francs sur l'exercice 1896, pour les dépenses de l'Exposition internationale de Bruxelles [19 décembre] (A., t. I, p. 276; J.O., c.r., p. 941; I. 75). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 14; J.O., p. 5998, 6040, 6416).

SOMME. — Imposition extraordinaire (4 c. 84). V. loi 9.

SPULLER. Côte-d'Or. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [27 octobre] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 708).

STEENVOORDE (Nord). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 69.

SUPPRESSION DES OFFICES ET MODE DE RECRUTEMENT DES NOTAIRES. — Modification de la loi du 25 ventôse an XI. V. loi 2.

TARASCON (Bouches-du Rhône). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 128.

TARN (département). — Emprunt de 85.000 francs (Chemins vicinaux). V. loi 26.

TAULIER. Vaucluse. — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur l'inscription maritime [30 novembre] (A., t. I, p. 168; J.O., c.r., p. 849). — Demande, comme rapporteur, la rectification des diverses erreurs matérielles qui se sont glissées dans le texte de la loi sur l'inscription maritime, adoptée le 30 novembre dernier [14 décembre] (A., t. I, p. 216; J.O., c.r., p. 892).

THÉZARD. Vienne. — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Deandreis, tendant à décider que toute création de Facultés nouvelles dans les Universités de l'État ne pourra

avoir lieu qu'en vertu d'une loi [12 novembre] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 773; I. 9). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil, sur le divorce. Retrait par son auteur de l'amendement qu'il avait présenté [16 novembre] (A., t. I, p. 116; J.O., c.r., p. 814). — Dépose son rapport sur la proposition de loi de M. Fresneau, concernant les droits des communes en matière d'enseignement primaire et secondaire [18 décembre] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 918; I. 63). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 5998, 6565).

TILLAYE. Calvados. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [5 novembre] (A., t. I, p. 32; J.O., c.r., p. 734). — Présente et développe sur l'article 5 un amendement qui n'est pas adopté [6 novembre] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r., p. 741). — Parle dans la discussion sur le même projet de loi [9 novembre] (A., t. I, p. 54; J.O., c.r., p. 751). — Proteste, avant le vote définitif de la loi sur les boissons, contre son adoption, qui frappera si gravement la population de son département, en lésant ses intérêts les plus légitimes. Déclare voter contre son adoption. Dépose une pétition des commerçants du département du Calvados [12 novembre] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 783, 784). — Est entendu dans la discussion sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 310 du Code civil, sur le divorce. Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la compétence des juges de paix [16 novembre] (A., t. I, p. 116; J.O., c.r., p. 815, 820).

TOLAIN. Seine. — Propose au Sénat, en signe de deuil, de lever la séance, à la suite de la communication faite par M. le Président du décès de M. Emmanuel Arago [26 novembre] (A., t. I, p. 164; J.O., c.r., p. 844).

TRARIEUX. Gironde. — Président de la 7^e Commission des pétitions (J.O., p. 6060; F. 5). — Demande un congé [17 décembre] (J.O., c.r., p. 905). — Membre de Commissions (F. 3, 5, 14; J.O., p. 5998, 6060, 6416).

TRÉPORT (Seine-Inférieure). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 131.

TROUVILLE (Calvados). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 74.

TULLE (Corrèze). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 116.

TURREL, député, *Ministre des Travaux publics*. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [17 décembre] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 904).

UNIVERSITÉS. — Aucune Faculté nouvelle ne pourra être créée que par une loi. V. loi 28.

VALENCE (ville de). Drôme. — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes. V. loi 46. — Imposition extraordinaire (0 fr. 13). V. loi 111.

VAUCLUSE (département de). — Emprunt de 31.391 francs et imposition extraordinaire (0 c. 097) (Chemins vicinaux). V. loi 150.

VELTEN. Bouches-du-Rhône. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

VENDÉE. — Imposition extraordinaire (1 c. 50). V. loi 10.

VERNINAC (de). Lot. — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi relatif à la réforme de l'impôt des boissons [5 novembre] (A., t. I, p. 30; J.O., c.r., p. 733) [6 novembre] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r., p. 737) [9 novembre] (A., t. I, p. 53; J.O., c.r., p. 751) [10 novembre] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 763) [12 novembre] (A., t. I, p. 88; J.O., c.r., p. 780). — Dépose le rapport sur la proposition de loi ayant pour but d'interdire la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels [8 décembre] (A., t. I, p. 207; J.O., c.r., p. 833; I. 40). — Prend part à la discussion de la même proposition de loi [17 décembre] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 901).

VILAR. Pyrénées-Orientales. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons [10 novembre] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 766).

VILLARD. Creuse. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6565).

VILLEGONTIER (comte de la). Ille-et-Vilaine. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

VINS ARTIFICIELS. — Interdiction de la fabrication, de la circulation et de leur vente. V. loi 38.

VIZILLE (Isère), — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 129.

VOIRON (Isère), — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 73.

VOISINS-LAVERNIÈRE (de). Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 5998).

VOLLAND. Meurthe-et-Moselle. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relative à la réforme de l'impôt sur les boissons [12 novembre] (A., t. I, p. 89; J.O., c.r., p. 781). — Demande un congé [14 décembre] (J.O., c.r., p. 894).

VOUZIERS. Ardennes. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 182.

WADDINGTON (Richard). Seine-Inférieure. — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet les dérogations à l'article 4 de la loi du 15 juillet 1845, en ce qui concerne les clôtures et barrières de chemins de fer [19 juillet] (A., t. I, p. 140; J.O., c.r., p. 823). — Prend part à la discussion du projet de loi sur l'inscription maritime [30 novembre] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 848). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver une convention passée entre l'État et le département de la Haute-Vienne, pour la liquidation de la dette départementale relative aux subventions promises pour la construction de chemin de fer d'intérêt général [17 décembre] (A., t. I, p. 222; J.O., c.r., p. 897; I. 50).

WALLON. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Deandreis, tendant à décider que toute création de Facultés nouvelles dans les Universités de l'État ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une loi (J.O., p. 6451; F. 15). — Membre de Commissions (F. 14, 15; J.O., p. 6416, 6451).